

• janvier 1994 • n° 376 •

INPRECOR
3 5 F F / 7 F S / 1 5 0 F B •
• prix

Europe :

Le temps de travail

Russie :

Un pouvoir illégitime

Venezuela :

D'où vient Causa Radical ?

Dossier :

Palestine : l'avenir en débat



SOMMAIRE

3

EDITORIAL
Quand le Chiapas dit "basta"
Comité politique du PRT

4

RUSSIE
De Charybde en Scylla
Poul FUNDER LARSEN

8

PORTUGAL
Vent de gauche à Lisbonne
Interview de Francisco LOUÇA

10

IRLANDE
Le clair-obscur
John MEEHAN

12

CANADA
Confusion en héritage
Harold LAVENDER

15

ECONOMIE
La durée du travail en Europe
Maxime DURAND

Dossier Palestine

18

Les accords de Washington
Salah JABER

24

Agir plutôt que dénoncer
Michel WARSCHAWSKY et Sergio YAHNI

29

Une victoire du sionisme
Tikva HONIG-PARNASS

32

VENEZUELA
Un parti des mouvements sociaux
Interview de Pablo MEDINA

36

NOUVELLES DU MONDE
BELGIQUE-ITALIE-SALVADOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Chères lectrices, chers lecteurs

*Bienvenue dans ce numéro de janvier 1994 !
Pour celles et ceux qui viennent de nous rejoindre,
nous vous informons que les numéros d'Inprecor de
l'année 1993 sont encore disponibles et que vous
pourrez bientôt commander la collection
correspondante (avec les onze numéros de l'année
reliés en un seul volume).*

*Au risque de nous répéter, nous vous encourageons
encore vivement à vous abonner
et à abonner vos amis.*

La rédaction

Correspondance
de presse
internationale
INPRECOR

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Editée par PEGI
sarl au capital de 50 000 francs,
SIREN n° 391 857 562
Rédaction - Administration :
PEGI, BP 85,
75522 Paris CEDEX 11, France

Directeur de publication :
Jean Malewski
Commission paritaire en cours
ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS

ABONNEMENT INDIVIDUEL (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEGI", à adresser à PEGI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PEGI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PEGI", CCP n° 3.900.41 N Paris.



Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐

Institutions (600 FF, 1 an) ☐

Nom -Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Quand le Chiapas dit "basta"

Le texte suivant est la déclaration du comité politique du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la Quatrième internationale, suite à l'insurrection déclenchée dans l'Etat de Chiapas (Etat du Sud du pays peuplé à 25 % par des communautés indiennes fortement touchées par l'analphabétisme et la misère), le premier janvier 1994, par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Le soulèvement armé, de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans l'Etat de Chiapas, a révélé au monde entier, la réalité sociale de notre pays, qui est très loin de l'image d'un pays en train d'accéder au "Premier Monde", que présente le Gouvernement de Salinas de Gortari.

La rébellion armée engendrée par le mécontentement des indigènes et des paysans s'est produite au moment même où entrait en vigueur l'Accord de libre-échange de l'Amérique du nord (ALENA), traité qui, loin d'ouvrir le chemin au développement, entraînera l'approfondissement des inégalités sociales et de la subordination aux intérêts des Etats-Unis.

L'origine du conflit est évidente pour tout le monde : l'arriération terrible, la marginalisation, la misère extrême et la répression qui ont été le lot ancestral des communautés indigènes et paysannes dans la région, qui ont également subi la destruction de leur culture et de leur habitat naturel par les caciques (1) et leurs gouvernements successifs, et le gouvernement du Parti institutionnel révolutionnaire (PRI) durant les 60 dernières années. Dans cette région le "priisme" et le "caciquisme" se sont identifiés.

La détérioration des conditions de vie, qui s'est accentuée dans les dernières années à cause d'une politique ouvertement anti-populaire, a poussé la population au désespoir. Il n'y a aucun doute qu'en dernière analyse la responsabilité de l'éclosion de la violence appartient au gouvernement mexicain qui a cautionné l'inégalité et l'injustice.

Une fois que l'éclosion s'est produit le gouvernement fédéral, a immédiatement promis d'allouer des ressources extraordinaires aux habitants de Chiapas, jusqu'ici ignorés, en s'efforçant à présenter le problème comme s'il s'agissait d'une affaire strictement régionale.

En revanche, malgré la gravité du conflit dans une zone parfaitement localisée, il existe dans la majorité des Etats du pays, des régions entières avec des condi-

tions sociales très semblables. En effet, même si ce niveau de marginalisation et de misère n'est pas atteint, il n'en demeure pas moins, que dans tout le pays, les masses populaires subissent le fléau du chômage, des salaires de misère, et de l'absence de logements, sont condamnés à un niveau de vie insupportable, sont expulsés de leurs terres et privés de tous les droits démocratiques.

Le désespoir et le mécontentement se propagent dans le pays tout entier sous des formes spécifiques, même lorsqu'elles n'atteignent pas le niveau extrême de Los Altos de Chiapas.

Dialoguer, pas réprimer

Le PRT, souhaite à l'instar de beaucoup d'autres secteurs de la société, que soit trouvée une solution négociée pour l'affrontement armé dans l'Etat de Chiapas, une solution qui puisse se réaliser par le biais de la médiation d'une autorité morale comme celle des évêques de la région. Et, pour ce faire, il faut réaliser une trêve, et il faut que l'armée rentre dans les casernes ; aucune négociation n'est possible si on poursuit les rebelles et si l'armée continue d'intervenir comme une force d'occupation. De même, si on veut négocier, ce n'est pas possible que la délégation gouvernementale soit dirigée par des fonctionnaires directement responsables de la situation actuelle. Le gouverneur intérimaire de l'Etat doit immédiatement démissionner, ainsi que le ministre de l'intérieur Patrocinio Gonzalez Garrido, qui lui a laissé en héritage le conflit.

Dans les négociations, pour l'examen des revendications sociales qui sont à la base du conflit, il doit y avoir une large participation d'organismes sociaux civils et politiques : ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra trouver des solutions concrètes, réelles et largement partagées. On ne pourra en aucun cas se limiter à la seule présence d'organismes gouvernementaux.

Toutefois les solutions ne peuvent se limiter au cadre régional, si on veut garan-

tir la paix la tranquillité et les formes civilisées d'expression, il faut adopter des mesures immédiates au niveau national. Si on veut que les prochaines élections fédérales soient crédibles et représentent une alternative pour la société, on ne peut ajourner l'adoption des normes démocratiques. Ce n'est pas encore trop tard pour introduire une nouvelle réforme électorale qui assure des élections réellement libres et démocratiques, on ne peut pas non plus remettre à plus tard la satisfaction des besoins sociaux tel que l'emploi, l'augmentation des salaires, le droit au logement et à des conditions de vie dignes dans les campagnes.

Un gouvernement issu d'élections démocratiques devra changer la politique qui est en train de pousser le Mexique au précipice, et imposer une stratégie qui accorde la priorité à la prise en charge des questions sociales et au développement national.

Nous exigeons, de toute urgence, que dans l'affrontement armé actuel, on respecte la population civile, et les droits humains aussi bien des civils que des combattants. Nous exigeons l'arrêt immédiat des bombardements et de la concentration disproportionnée des forces armées mexicaines dans l'Etat de Chiapas. Le dialogue n'est pas compatible avec la persécution, les massacres et la répression. ★

Mexico, 5 janvier 1994

1) A l'origine du terme, les caciques sont les chefs indigènes des communautés précolombiennes que les colonisateurs ont souvent utilisé pour appuyer leur pouvoir. Le "caciquisme" désigne aujourd'hui le système de contrôle par des politiciens de régions entières.

De Charybde en Scylla

Les élections du 12 décembre 1993 avaient été conçues par l'administration pour donner tous les pouvoirs aux libéraux et permettre au président de faire adopter son projet de nouvelle Constitution autoritaire. Tout c'est déroulé comme prévu jusqu'au jour des élections : plusieurs partis d'opposition ont été interdits ou disqualifiés, la presse d'opposition a été bâillonnée et la télévision a été un vecteur de propagande pour le camp Eltsinien. Pourtant, la Constitution a été adoptée de justesse — avec 57 % de oui pour une participation de 53 % ce qui donne à peine 30 % des inscrits — tandis que dans le scrutin législatif, les nationalistes sous la direction de Vladimir Jirinovski et l'alliance post-communiste du Parti communiste de la fédération russe et du Parti agrarien, ont remporté un succès inattendu.

Poul FUNDER LARSEN

Ainsi, l'adoption de la Constitution d'Eltsine ne s'est pas transformée, comme cela devait être le cas, en victoire écrasante des forces pro-capitalistes soutenues par l'Occident, dans leur tentative pour consolider un régime présidentiel autoritaire en Russie. Dans un pays marqué par la dépression économique et par une profonde crise sociale, les élections ont montré qu'il n'y avait pas de stabilisation en vue, et que l'opposition aux réformes "libérales" a le vent en poupe ce qui accentue les divisions dans le camp de Eltsine. Pourtant, le succès spectaculaire du très chauvin Jirinovski souligne aussi le dangereux glissement à droite de la majorité de la scène politique russe.

Les résultats et la participation (de 20% inférieure à celle des présidentielles de juin 1991) soulignent la colère et la déception de la société après cinq ans de



promesses non-tenues et de réformes économiques désastreuses. Cette tendance, déjà visible dans le référendum d'avril 1993 qui a été baptisé "victoire d'Eltsine" par le gros de la presse bourgeoise, s'est manifestée surtout et avant tout dans l'humiliation totale subie par le bloc eltsinien (incarné par le Choix de la Russie et le Parti de l'unité russe), qui totalisent à peine 20 % des voix. Ces partis ont été — malgré des moyens énormes et des tentatives de dernière minute pour poursuivre en justice des dirigeants régionaux — balayés de la plupart des provinces russes, et n'ont pas eu de résultats très positifs dans les grandes villes non plus. Ceci est un démenti cinglant pour les libéraux lorsqu'ils affirment bénéficier d'un soutien populaire pour leur politique économique et sociale.

Les perdants et les gagnants

De surcroît, les forces pro-Eltsine sont aujourd'hui complètement isolées dans le nouveau Parlement, alors qu'elles avaient constamment rejeté la perspective d'un

"gouvernement de coalition" durant la campagne, dans l'espoir qu'elles pourraient en constituer une tout seules après une victoire qui ne s'est pas matérialisée. Leur position semble d'autant plus intenable que les libéraux n'ont même pas pu se mettre d'accord sur une plate-forme commune, et ont constitué à la place quatre blocs, tous très hétérogènes et se combattant les uns les autres.

Après le 12 décembre, l'incapacité des eltsiniens à bâtir un parti dirigeant semble aussi grande qu'avant — en dépit d'innombrables tentatives : Russie démocratique, Mouvement pour des réformes démocratiques, Choix démocratique, Choix de la Russie, etc. Cette incapacité trahit la faible base sociale du projet restaurationniste et l'hétérogénéité des forces qui le portent. Différents secteurs de la vieille *nomenklatura* et des nouvelles élites des affaires rejoignent Eltsine, qui trône au-dessus de cette fragile alliance ; mais il est clair qu'il n'y a aucun projet commun et que ces différentes composantes sont plus intéressées à s'enrichir et à gagner du pouvoir qu'à consolider une alliance sur le long terme. Lors de la cam-

pagne électorale, on en était au point où personne ne prenait la peine de protester lorsque le politicien centriste Arkady Volsky parlait de « *guerre civile au sein du cabinet* ».

Les forces «centristes», qui avaient espéré occuper le vide laissé par l'élimination de la main d'Eltsine de la plupart de l'ancienne opposition suite à l'attaque du Parlement, ont également fait piètre figure dans ce scrutin. Même si, par exemple, l'Union civique de Volsky garde une certaine influence sociale, par le biais du soutien dont elle bénéficie parmi les directeurs d'entreprises d'Etat, ceci n'a pas suffi pour attirer un nombre de voix plus consistant. Quant à l'alliance libéralo-centriste dirigée par l'économiste «surdoué» Grigori Iavlinski, elle a obtenu moins de 10 % des voix — ce qui est bien en deçà de la percée attendue. Face à la chute vertigineuse et continue du niveau de vie et à la crise globale de la société, les «partis du centre» et leur tentatives pour promouvoir une « *économie de marché socialement orientée* » (quoique cela signifie dans le contexte russe) ont été rejetés par la plupart des électeurs parce que trop ressemblant aux mêmes vieilles rengaines, à un moment où les gens, saturés de «gaïdarnomie», sont à la recherche d'alternatives plus radicales.

Tandis que l'Occident a surtout insisté sur le phénomène Jirinovski — il est vrai incontournable —, il est bon de rappeler que les trois autres plate-formes se présentant comme alternatives au gouvernement eltsinien ont également obtenu de bons scores. L'alliance des «Femmes de Russie», liée à la fois aux organisations de femmes traditionnelles et aux secteurs des affaires, a mené une campagne relativement sobre axée sur la situation désastreuse des services sociaux et les attaques généralisées contre les droits des femmes. Dans une situation où 75 % des chômeurs sont des femmes et où les salaires des femmes sont tombés à 40 % de ceux des hommes (contre 70 % sous l'ancien régime), il n'est pas surprenant que cette liste, qui posait beaucoup de vraies questions mais qui apportait peu de réponses concrètes, ait réussi à atteindre 8 % (1).

Le Parti agrarien et le Parti communiste de la fédération russe (PC), qui se distinguent davantage par leur sphères d'activité et d'influence que par des divergences programmatiques, ont totalisé 25 %. Le PC en particulier, avec ses 600 000 adhérents et un accès à l'ancien réseau de la *nomemklatura*, de même que de puissantes structures commerciales (héritées de l'ancien PCUS), est sans conteste un protagoniste à long terme de la scène politique russe. Il est pourtant inapte à repré-

senter une alternative réelle aux réformes libérales ou au nationalisme montant. En fait, le programme économique du PC est loin d'être clair sur le type de régulation économique qu'il envisage.

Début novembre déjà, un analyste du journal moscovite, *Nezavisimaya Gazeta*, avait prévu les déboires des libéraux qui criaient victoire et pensaient s'être débarrassés de toute opposition en écrasant le Soviet suprême, il écrivait que ce dernier « *avait une forte base sociale et cela demeure vrai. Les membres du camp Eltsine affirme qu'elle ne représente pas plus de 20 % de la population. Pourtant, des sondages révèlent que 60 % de la population souhaite un retour à la situation de 1985. Ceci est le résultat d'une chute dramatique du niveau de vie des gens. Beaucoup de gens n'apprécient pas l'américanisation de leur style de vie, l'expansion culturelle occidentale, le triomphe de l'idéologie consumériste et la faiblesse de l'Etat, qui est incapable de défendre ses intérêts comme ceux des Russes qui vivent dans les zones de guerre de l'ancienne Union soviétique. Ces facteurs travaillent contre l'actuelle élite dirigeante.* » (2)

Le facteur Jirinovski

En fait, ils ont joué en faveur des forces politiques qui appelaient à une intervention accrue de l'Etat et à la résurrection d'une «Russie forte» tant dans la Communauté des Etats indépendants (CEI) qu'au niveau international. Les eltsiniens en étaient conscients lorsqu'ils ont exclu du scrutin la plupart des listes émanant de l'aile étatiste et nationaliste de la politique russe. Mais ils n'ont pas fait barrage à celle de Jirinovski, dont les relations avec l'administration Eltsine sont plus qu'ambiguës. Après son échec prévisible dans la course à la présidence en juin 1991, Jirinovski ne s'est pas réellement opposé à Eltsine : il a participé à la prétendue Assemblée constituante qu'Eltsine avait créée pendant l'été 1991, il n'a pas pris le parti du Soviet suprême dans son affrontement avec Eltsine et il est le seul opposant à avoir soutenu la Constitution autoritaire de ce dernier. Eltsine a sans doute perçu Jirinovski comme un moindre mal parmi les nationalistes ; mais personnes chez les eltsiniens n'avait prévu un tel raz-de-marée électoral pour son parti. Cette victoire, acquise par les mêmes attitudes populistes qui avaient fait d'Eltsine l'enfant chéri des «démocrates» quatre ans plus tôt, n'est évidemment pas le fruit d'un vote en faveur du programme de Jirinovski dans sa totalité (surtout qu'il est pour une grande part inconnu), ni d'un vote pour le «fascisme» — bien qu'il y ait des

éléments indubitablement quasi-fascistes dans sa rhétorique. C'est un vote de protestation, qui repose sur la colère populaire contre les conséquences désastreuses des réformes libérales et qui a été le fait de beaucoup d'anciens membres du PCUS que Jirinovski a attiré. En Lituanie et plus récemment en Pologne, des partis communistes réformés ont réussi à s'attirer ce type de soutien (ce qui, à en croire certains sondages pourrait également se produire en Ukraine et en Biélorussie), mais en raison de la spécificité de la situation en Russie, où prévaut en particulier une nostalgie de l'«empire perdu», des nationalistes comme Jirinovski sont aussi bien placés pour en profiter.

Pour les minorités nationales en Russie, l'antisémitisme et le chauvinisme à peine voilés de Jirinovski est un avertissement de mauvais augure pour l'avenir. Il n'est pourtant pas le seul à promouvoir les politiques de «nettoyage ethnique» en Russie : pendant l'Etat d'urgence après le 3 octobre dernier à Moscou, les autorités libérales ont saisi l'occasion pour se débarrasser de dizaines de milliers de gens, en majorité originaires des Etats du Caucase, qui vivaient à Moscou du commerce de rue par exemple.

Mais la victoire de Jirinovski souligne surtout la fragilité de l'ensemble du système politique russe. L'absence de partis réels, le manque de clarté dans la répartition des pouvoirs, les plaintes autoritaires des élites gouvernantes et la faiblesse des institutions politiques, tout ceci rend la vie politique encore plus perméable aux oripeaux populistes du parti de Jirinovski. C'est évidemment très dangereux, surtout si le conflit politique introduit par Eltsine dans l'armée se développe, et si Jirinovski parvient à convertir le soutien passif dont il dispose en une force d'extrême droite organisée. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, mais le tremblement de terre politique du 12 décembre suggère un développement politique que personne ne peut se permettre d'ignorer.

Marge de manœuvre

Même si la composition exacte du parlement ne sera connue que lors de sa première session, en janvier 1994, on peut d'ores-et-déjà supposer qu'il sera doté d'une solide majorité contre la thérapie de choc façon Gaïdar. Formellement, la nouvelle Constitution donne à Eltsine la possibilité d'ignorer cela et de dissoudre le Parlement s'il devient trop gênant, comme il

1) Les chiffres sur la situation des femmes sont extraits des *Izvestia* du 2 décembre 1993.

2) *Nezavisimaya Gazeta*, 3 novembre 1993.

l'a fait avec le précédent. Néanmoins, cela peut-être difficile à réaliser du fait d'une possible réaction populaire et de son incapacité à contrôler l'appareil d'Etat. Bien qu'Eltsine garde pourtant une grande influence dans les hautes sphères des "ministères du pouvoir" (les Forces armées, le ministère de l'Intérieur et celui de la sécurité), une analyse détaillée des résultats montre que ses adversaires disposent d'un très fort soutien dans les rangs de l'armée.

Ainsi la marche forcée d'Eltsine pour faire adopter, au cours des derniers mois, une constitution qui restreigne les droits des républiques nationales au sein de la Fédération russe — pour recentraliser une fédération qui a été grandement affaiblie au cours des dernières années — pourrait provoquer un retour de flammes. La faible participation dans tout une série de républiques (y compris le Tatarstan) peut en revanche servir de prétexte aux élites régionales pour déclarer leur indépendance vis-à-vis de Moscou, et pour contraindre le centre à une confrontation dont il est loin de maîtriser l'issue.

Eltsine conserve pourtant une certaine marge de manœuvre, surtout s'il poursuit la ré-orientation de la politique étrangère qui est en cours. En combinant l'utilisation du seul "poids" économique de la Russie pour rétablir les relations hiérarchisées traditionnelles avec les Etats de la CEI, avec un engagement militaire croissant dans les autres Etats — soit par "procuration" comme dans la province du Transdnistrie de Moldavie ou en Abkhazie, soit directement, comme en Géorgie occidentale et au Tadjikistan —, Eltsine a su restaurer la domination russe. Ceci pourrait être un des éléments d'un profil de plus en plus nationaliste qui serait perçu favorablement par l'armée et l'importante communauté russe vivant à l'extérieur de la Fédération, forte de 25 millions de personnes. Ceci, combiné avec une inflexion des politiques économiques, pour arrondir les angles avec les lobbies influents des directeurs d'industries ou "agaires", permettrait à Eltsine de couper l'opposition de sa base de soutien.

Mais une telle ré-orientation pourrait mettre Eltsine sur la voie de la confrontation frontale avec les puissances impérialistes qui ont beaucoup misé sur lui. Les intérêts occidentaux ne sont pourtant pas sans ambiguïté, d'un côté la sécurité, comporte un effort pour assurer une certaine stabilité sociale dans l'espace ex-soviétique — avec un rôle attribué au gendarme russe

dans le maintien de l'ordre, de l'autre, il y a la tendance à repousser la zone d'influence russe, en limitant entre autres, les ventes d'armes par Moscou. Dans le même temps, les préoccupations sécuritaires et les intérêts économiques interragissent de façon contradictoire : les prescriptions du Fond monétaire international (FMI) font peu de cas de la stabilité politique — puisqu'elles visent au démantèlement le plus rapide possible des vieilles structures économiques afin de rendre les réformes irréversibles.

Dans pratiquement tous les secteurs de la politique russe, l'influence occidentale est en déclin, alors que le "plan Marshall pour la Russie" annoncé avec force battage publicitaire s'avère n'être qu'un mirage et que la réalité est toute autre. Tandis que le total des investissements étrangers en Russie est de sept milliards de dollars, les



entreprises russes ont des dépôts de l'ordre de dix à quinze milliards de dollars dans les banques étrangères. Ceci montre que loin de s'approcher des 50 milliards d'investissements annuels — que le gouvernement russe estime nécessaire au succès de la restructuration — il y a aujourd'hui une fuite des capitaux nette de Russie.

Crise totale

Les élections au nouveau Parlement ont à l'origine été convoquées par décret présidentiel (le 21 septembre 1993), et le projet constitutionnel soumis au électeur a également été concocté par l'administration présidentielle, sans consultation des autres forces politiques. Tout au long de la campagne électorale, les structures exécu-

tives ont maintenu un contrôle sans partage sur tous les leviers du pouvoir — des médias au commissions électorales. L'élimination du Soviet suprême, de la cour constitutionnelle, de tous les soviets locaux et de la plupart des soviets régionaux ont laissé tous les pouvoirs formels au main de l'exécutif eltsinien.

La nouvelle Constitution formalise cet état de choses en donnant au président des pouvoirs exorbitants, y compris celui de gouverner par décrets, de nommer le Premier ministre et tous les juges de la Haute cour de Russie. Le nouveau Parlement ne peut prendre que des décisions en matière de dépense de l'Etat si le gouvernement l'y autorise et les ministres ne sont pas comptables devant l'organe élu. De plus, il sera pratiquement impossible pour le Parlement de destituer le président ou même d'amender la Constitution, tandis que ce dernier peut le dissoudre ou décréter l'Etat d'urgence assez facilement. Avec le report des présidentielles à 1996 au plus tôt (et que certains libéraux suggèrent que 1998 serait plus approprié) Eltsine est formellement en position d'ignorer le Parlement et de légiférer par décret, comme il l'a fait durant les trois derniers mois (4).

La crise politique et constitutionnelle continue, depuis bientôt deux ans, n'est pas qu'une indication de la fragilité des institutions politiques et du degré de désintégration de l'appareil d'Etat, mais est également liée à l'impasse dans laquelle se trouvent les réformes économiques qui ont suivi la dissolution de l'Union soviétique et la politique de "choc des prix" entamée en janvier 1992. Les diverses mesures réformatrices improvisées depuis 1989 ont provoqué une baisse de moitié de la production industrielle, alors qu'aucun des paramètres définis par le FMI pour juger la "stabilisation financière" n'a été atteint : il est prévu que le taux d'inflation soit de 12 000 à 13 000 % d'ici à la fin de 1993 et que le déficit budgétaire dépasse les 5 % préconisés par le FMI (pour avoisiner les 15-20 %) (5).

Le gouvernement n'est pas parvenu à supprimer les subventions à l'industrie et à l'agriculture, ni à mettre en œuvre des faillites à une échelle significative. C'est partiellement dû à une résistance acharnée

4) Entre le 21 septembre et le 15 octobre 1993, Eltsine a, par exemple, passé plus de 233 décrets.

5) D'après les *Izvestia* du 10 décembre 1993, la chute de la production industrielle avoisinera 16,6 % pour l'année 1993.

des structures et lobbies économiques traditionnelles, mais aussi à la peur qu'ont les libéraux de l'instabilité sociale à grande échelle qui pourrait résulter du chômage et de l'appauvrissement. Pourtant, le chômage croît "discrètement" et le nombre des sans-emploi s'élèverait à quatre millions (bien que les chiffres officiels fassent état d'un million de chômeurs seulement), ceci alors qu'un nombre croissant d'entreprises ferment par manque de fourniture et/ou de production. Ce phénomène est particulièrement prononcé dans l'industrie de consommation, dont la part dans le Produit intérieur brut est, sur les deux années écoulées, passé de 16 à 5 %, quand la part de la production d'énergie est passée de 11 à 25 % (6). Mais même le secteur de l'énergie — signalé par le FMI et les réformateurs libéraux comme l'exemple à suivre pour la Russie — fait face à une grave crise alors que la production de pétrole et de gaz continuent de croître tandis que nombre d'entreprises ne payent plus leurs factures.

Le retour des travailleurs

Pour les salariés, le résultat a été une chute généralisée des salaires réels, d'un tiers de sa valeur environ ; même si ce phénomène a touché les secteurs d'activité et les régions de façon inégale. Ainsi, alors que le salaire mensuel moyen est approximativement de 70 000 à 80 000 roubles (65 dollars) beaucoup de cadres moyens dans le secteur public (l'éducation, les services de santé et la culture) et des travailleurs dans les industries légère et de biens de consommation touchent peine plus du salaire minimum qu'Eltsine a promis d'augmenter à 14 620 roubles (12 dollars) pendant la campagne électorale (7). Dans le même temps, les syndicats de Moscou estimaient en décembre le "panier minimal du consommateur" à 105 375 roubles et que le niveau de pauvreté à 42 850 roubles (8).

Les attaques contre le niveau de vie des travailleurs n'ont pas suscité de réponse unifiée, car le logique des réformes était de diviser et d'accentuer les différenciation au sein de la classe ouvrière. Aux niveaux local et régional pourtant, il y a eu un nombre considérable de grèves — souvent marquées par la persistance des structures "corporatistes" traditionnelles unifiant les travailleurs, la direction et même parfois les autorités locales contre le centre. Peu de grèves se sont étendues sur plusieurs régions comme ce fut le cas, par exemple de la grève des enseignants et des travailleurs de la santé au printemps 1992.

Il y a eu un tournant dans les luttes ouvrières après la grève massive du Bassin

du Donetsk en juin 1993 (9). Les grévistes ont avancé des revendications à la fois sociales, économiques et politiques — dans la partie ukrainienne du Donbass il y a eu des appels à l'autodétermination économique régionale — et s'est rapidement répandue dans la partie russe du bassin. Beaucoup des revendications des mineurs — et des autres groupes de travailleurs qui les ont rejoints — se sont nettement prononcées contre la logique des réformes libérales. La revendication contre la libération du prix du charbon en est un exemple, car il s'ensuivrait un arrêt des subventions de l'Etat et la fermeture de la majorité de l'industrie charbonnière — où, alors que la production a chuté de 20 % dans les cinq dernières années, des subventions de l'ordre de 2 % du PIB sont toujours allouées.

A la veille des élections, le mécontentement accumulé parmi les travailleurs de nombreuses régions a explosé dans toute une série de conflits. L'agitation a refait surface dans les régions minières avec le mouvement de grève des mineurs de Vorkouta et la menace de l'Union indépendante des mineurs de lancer un appel à une grève pan-russe pour décembre. En plus des revendications socio-économiques des mineurs, il y avait aussi des revendications explicitement politiques comme le boycott du référendum constitutionnel et des listes comprenant des membres du cabinet. Parallèlement, les travailleurs de l'industrie du gaz (entre autres secteurs industriels) de la région de Nadya, en Sibérie occidentale, sont entrés en grève le 22 novembre 1993. Cette dernière, qui a concerné des dizaines de milliers de travailleurs, n'a été suspendue qu'après que la compagnie d'Etat, Gazprom, ait accédé, le 2 décembre, à toutes les revendications d'une grève qui menaçait de plus en plus de s'étendre aux autres régions. Des revendications pour le boycott du référendum et pour l'exigence de la démission du gouvernement sont également apparues (10).

Reconstruire la gauche

Ceci est une source d'espoir pour la gauche après une campagne électorale où la plupart, sinon toutes les forces de gauche ont été marginalisées. Le Parti socialiste des travailleurs (PST, de centre gauche), de Roy Medvedev et Ludmilla Vartazarova, était considéré par beaucoup comme le pivot d'une possible alliance de gauche avec les syndicalistes progressistes. Cet espoir s'est pourtant évaporé lorsque la principale fédération syndicale, le Fédération des syndicats indépendants, a capitulé devant Eltsine après les événements des 3 et 4 octobre, et que le PST

s'est lancé à la recherche d'autres partenaires, incluant des forces nationalistes modérées de l'Union pour la renaissance et l'Union cosaque. Leur tentatives pour constituer un front commun ont échouées mais ces manœuvres avaient déjà détruit toute idée d'alternative de gauche pour ces élections.

La plupart des groupes communistes radicaux, comme le Parti communiste des ouvriers russe, le Parti communiste russe et l'Union des communistes, appelait au boycott tandis que le Parti du Travail, plus petit, n'ayant pas les moyens de jouer un rôle indépendant dans la campagne, a adopté une position plus ambiguë. D'une part, il critiquait les élections et le nouveau pseudo-Parlement et, de l'autre, des membres connus du parti figuraient sur plusieurs listes, celle de l'Union civique des "industriels" notamment.

Pendant cette campagne, l'initiative la plus positive d'un point de vue de gauche — bien qu'elle ait transcendé les cercles étroits de la gauche organisée — a indubitablement été le Mouvement en défense de la démocratie en Russie. Cette initiative avait été lancée à la suite des massacre d'octobre par un groupe d'intellectuels moscovites, comme les anciens dissidents Gleb Pavlovski et Piotr Abovin-Egides, et par Alexandre Bouzgalin du Parti du travail (11). La conférence de fondation du mouvement — dont beaucoup de membre appelait au boycott des élections — a eu lieu le 27 novembre 1993 et a attiré de nombreux intellectuels d'opposition, y compris de nombreux anciens dissidents. Une manifestation au centre de Moscou, organisée le 10 décembre, à la veille des élections, a rassemblé plus de 500 personnes, ce qui prouve que les potentiels du mouvement oppositionnel est loin d'être épuisé. Au contraire, l'adoption de la Constitution autoritaire d'Eltsine et l'émergence météoritique de Jirinovski mettent en danger l'avenir de la démocratie, ne serait que sous une forme rudimentaire, en Russie. La lutte contre cet autoritarisme rénové est une tâche centrale pour le mouvement ouvrier, et constituera un test décisif pour savoir si la gauche russe est capable d'inspirer un tel mouvement et d'y intervenir. ★

17 décembre 1993

6) Voir *The Economist*, 11 décembre 1993.

7) Dans une tentative pour amadouer un autre secteur important de l'électorat, le gouvernement a promis (le 11 décembre) d'augmenter les retraites de 80 %.

8) *Moskovsky Komsomolets*, 14 décembre 1993.

9) Pour une analyse de cette grève, voir *Russian Labour Review* n° 2, 1993, pp. 4 à 6.

10) Voir par exemple les *Izvestia* des 2 et 3 décembre 1993. L'Agence France-press a rapporté le 19 novembre que seulement 1,2 % des candidats étaient des ouvriers (alors que 22 % d'entre eux étaient des hommes d'affaire).

11) Pour la déclaration initiale du mouvement, voir

Vent de gauche à Lisbonne

Majoritaire au parlement depuis huit ans, le Parti social démocrate (PSD, de droite) de Cavaco Silva, vient de perdre Les élections municipales du 12 décembre 1993. Au niveau national un écart de 4 % sépare le PSD du Parti socialiste (PS). Le scrutin a donné 127 mairies au PS, 116 mairies au PSD, 49 mairies au Parti communiste portugais (PCP), et 13 mairies à un petit parti de droite.

Inprecor a demandé à Francisco Louça, le point de vue du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la Quatrième internationale) sur ces élections, auxquelles il a participé en présentant dans les 15 plus grandes villes 634 candidats. Sur les 32 conseillers de gauche élus à Lisbonne le PSR a obtenu trois élus.



INPRECOR : La coalition "Por Lisboa" s'est représentée et a obtenu 60 % des voix à Lisbonne, peux-tu nous parler de sa composition politique, du processus qui a conduit à ces listes unitaires, et du programme de sa campagne ?

Francisco LOUÇA : Cette coalition se présente effet pour la seconde fois et elle avait déjà gagné les élections municipales à Lisbonne en 1989. Auparavant la municipalité de Lisbonne — principal centre du pays et tout à fait décisif d'un point de vue politique électorale, a été dominée pendant onze ans par la droite.

Il y a eu un débat général dans la gauche et surtout au PS sur la façon de présenter une liste victorieuse. Le secrétaire général du PS, Jorge Sampaio a décidé de se présenter lui-même comme candidat et a proposé au PCP une coalition. C'est un élément nouveau car en général le PS refusait (et continue de refuser partout à l'exception de Lisbonne) tout type d'alliance électorale avec le PC. Mais la coalition était le seul moyen d'arriver à une victoire. A la coalition PS-PC s'est ajouté un petit parti allié, créé en fait par le PC, le Parti

des verts. Lors des élections de 1989 la coalition a proposé au PSR d'être partie prenante de la liste en présentant un candidat à l'assemblée municipale. Il a été élu et a siégé pendant quatre ans à l'assemblée municipale. Nous avons débattu du programme et de la composition de la coalition elle-même ainsi que du type de campagne à mener. Au terme de quatre années d'intervention municipale, nous avons tiré un bilan et jugé nécessaire de prioriser la mobilisation sociale, alors que la mairie, elle, s'était attelée à renverser la dynamique qui avait prévalu sous la droite, en réalisant des travaux d'extrême urgence. Nous avons conscience qu'il fallait commencer à s'organiser en fonction des priorités sociales, comme le transport public, à réorganiser en profondeur pour rendre la ville accessible.

La campagne de cette année avait donc un objectif très différent. Le PS et le PC ont proposé aux autres partenaires comme le PSR d'y participer. Le PSR était d'accord pour constituer une coalition, idée qu'il défendait depuis longtemps, un changement programmatique de ce type a eu pour conséquence de transformer le statut légal de la coalition afin d'incorporer

ouvertement comme partenaires à part entière les partis présents : PS, PC, PSR, et le Parti des verts et un autre petit parti allié au PC et qui fait partie du front électoral du PC, l'Union démocratique populaire (UDP). A la suite de cette victoire électorale, le PSR passe, par exemple, d'un député municipal à trois députés municipaux sur un total de 32 députés de gauche ; ce qui change le rapport de force. Tout était différent de 1989 : la composition de la coalition, son programme, et aussi sa campagne électorale. Elle était menée de façon coordonnée par les cinq forces la composant (pour les meetings et les contacts avec la population, par exemple). Ca a été une campagne très dynamique. La droite qui avait plus que 45 % en 1989, a fait un score de 25 % contre 60 % pour la gauche.

● Au delà de l'enjeu électoral, comment tu expliques cette coalition qui est somme toute un cas unique dans toute l'Europe ?

Oui c'est un cas unique, et tout à fait unique au Portugal même. Le secrétaire

général du PS en 1989 était dans une situation très difficile : il était en passe d'être mis en minorité dans le parti. Il s'agit d'un dirigeant issu d'une organisation d'extrême gauche dont il était membre jusqu'en 1975, qui était l'une des principales organisations d'extrême gauche au Portugal. Il avait gardé des relations très fortes avec la gauche. Son courant dans le parti était le plus favorable à des alliances avec d'autres secteurs de la gauche et n'était guère disposé à accepter le discours classique social-démocrate qui veut que le PS et la social-démocratie soient la seule force de gauche qui soit crédible et acceptable. Mais il faisait surtout des calculs électoralistes : le PC avait jusqu'en 1989 plus de voix sur la ville de Lisbonne — une ville très politisée avec de gros bastions ouvriers —, que le PS. Quand il a décidé de se présenter pour tenter son grand coup électoral, le secrétaire général du PS savait que s'il avait contre lui une deuxième liste de gauche conduite par le PC il pourrait peut-être la dépasser du point de vue des voix, mais qu'il ne pouvait gagner contre la droite qui elle, s'était unie contre lui. Cette coalition était la seule solution et représentait une sorte de fuite en avant. Il s'agit d'une première et il sera difficile que cette expérience de coalition se répète.

● Que comptent faire les trois élus du PSR ?

Nous avons déjà accumulé une expérience très importante dans l'assemblée municipale. Notre élu a eu, pendant quatre ans, une attitude d'intervention générale sur les problèmes du budget, des priorités et sur les grands débats politiques dans l'assemblée qui se réunit toutes les semaines. Il avait le droit, très démocratique, de constituer un groupe parlementaire indépendant, donc d'avoir le temps nécessaire pour son intervention politique, son attitude consistant en un soutien critique mais tout à fait indépendant de la gestion de la mairie, ainsi il ne se compromettait jamais avec le gouvernement de la mairie, et il menait une activité parlementaire sur les grands thèmes du jour liés à nos axes de campagnes politiques, la question du racisme la question de la violence à l'égard des femmes, des thèmes dont on a beaucoup débattu ces dernières années. Les trois députés actuels ont une capacité d'intervention beaucoup plus grande et constitueront un groupe par-

lementaire, qui aura des relations avec la mairie basées sur le même modèle. Ils seront autonomes et critiques dans l'intervention, et ils auront plus de poids pour imposer des points de discussion dans l'assemblée et des résolutions sur les campagnes politiques qui sont menées par le PSR.

● Des restructurations sont envisagées dans plusieurs secteurs (les chantiers navals, la sidérurgie, la compagnie aérienne ...) Peux-tu nous parler brièvement de la situation sociale et syndicale ?

Le Portugal connaît une situation très particulière en Europe : formellement, le taux de chômage y est encore très bas par rapport au niveau européen. Il tournait autour de 5 %, avec la vague de licenciements il doit atteindre 7 % voire 8 %, mais

pas tout à fait suffisants et la grève ne représente pas une menace pour les patrons. Il faudrait une mobilisation sociale globale et les syndicats sont trop faibles pour l'organiser.

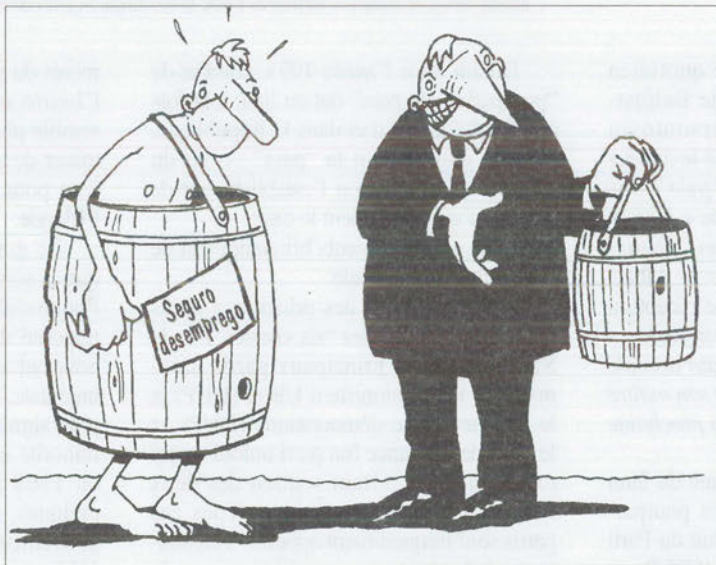
L'aile du mouvement social la plus active en ce moment est le mouvement étudiant. Le gouvernement de droite majoritaire depuis huit ans, qui avait une grande influence au sein de la jeunesse, est en perte de vitesse. Il y a eu une mobilisation gigantesque des étudiants sur la question des bourses universitaires et des conditions d'études. Nous assistons à de grandes manifestations qu'on n'avait pas vues depuis longtemps et qui ont continué pendant la campagne électorale. On a affaire à radicalisation très importante, qui a également des influences sur le mouvement ouvrier et sur l'ensemble de la situation sociale.

● Le Premier ministre a remplacé quatre de ses ministres à dix jours des élections, le malaise du pouvoir ne cesse d'augmenter, la dissolution de l'assemblée par Soares est-elle à l'ordre du jour ?

Non, la substitution des ministres concernait les secteurs où il y avait une mobilisation sociale, le secteur de la santé touché par une grève des médecins, le jour même où le ministre a été relevé de ses fonctions. Le ministre de l'Éducation était contesté par les grandes

manifestations étudiantes, celui des Finances apparaissait un peu comme le responsable de la récession. Suite aux résultats électoraux des municipales, Mario Soares qui a envisagé un temps la dissolution, a reculé très vite, car malgré sa défaite dans les grandes villes sur l'ensemble du pays, le PSD réalise un score qui n'est que de 3 à 4,5 % inférieur à celui du PS. La différence est trop petite pour justifier des élections générales anticipées. Il est probable que la dramatisation de la situation par le gouvernement permettra au PSD de regagner ces élections, donc il faut que la gauche élabore une stratégie tout à fait différente axée sur la mobilisation sociale, l'organisation de débats publics pour réorienter les secteurs sociaux à la recherche d'une alternative. ★

Propos recueillis par Sonia Leith



il reste beaucoup de chômage caché et des emplois très mal payés. Il n'y a pas de tension sociale si dramatique qu'en Espagne ou en Irlande. Pendant près de six ans la croissance économique a permis au gouvernement de redistribuer les revenus au niveau des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, tout en exerçant une pression sur le mouvement ouvrier et en générant une situation sociale favorable à l'initiative du gouvernement qui disposait d'une réelle marge de manœuvre. Mais les dernières élections traduisent un mouvement de pénalisation du gouvernement et de contestation au bout d'une année de récession. La réponse sectorielle vis-à-vis des problèmes de restructuration comme les chantiers navals ou la sidérurgie est toujours très difficile étant donnée la menace du chômage ou de la fermeture d'un secteur. La mobilisation et la grève ne sont

Le clair-obscur

Il semble difficile pour le Sinn Féin de formuler une réponse à la déclaration signée le 15 décembre 1993 par les Premiers ministres britannique, John Major, et irlandais, Albert Reynolds. L'organisation a dans un premier temps affirmé « étudier » ce document, pour ensuite réclamer des « éclaircissements » de la part du gouvernement de la République d'Irlande.

John MEEHAN



Manifestation de soutien au militant de l'IRA, Bobby Sands, en grève de la faim depuis 57 jours, le 26 avril 1981

Au contraire, le quotidien indépendant de Belfast-Ouest, *Andersontown News*, a qualifié le dernier message de « paix » des Etats britanniques et irlandais de « *message bâclé du 10 Downing Street faisant s'évanouir les espoirs de paix.* » Albert Reynolds, qui s'attendait à une réception triomphale par le Parlement à son retour, a pour sa part été traité de « *pantin articulé qui se frappe la poitrine devant son maître en promettant de faire mieux la prochaine fois.* »

Depuis avril 1993, le dirigeant du Sinn Féin, Gerry Adams, menait des pourparlers avec John Hume, le dirigeant du Parti social-démocrate et travailliste (SDLP, un parti nationaliste bourgeois qui n'existe qu'en Irlande du Nord). Le Sinn Féin a cru que la paix et les progrès politiques significatifs résulteraient automatiquement de l'initiative Hume-Adams. Pourtant, Hume a chaleureusement accueilli la déclaration Reynolds-Major, et le Sinn Féin s'est retrouvé isolé.

Cette déclaration affirme que le premier ministre irlandais « *reconnaît la présence dans la Constitution de la République d'Irlande d'éléments qui sont vivement ressentis par les unionistes du Nord [...]* Dans le cas d'un règlement général, le gouvernement irlandais, mettra en avant et défendra, dans le cadre d'un accord constitutionnel équilibré, des propositions d'amendement de la Constitution, qui reflèteront entièrement le principe de consentement de l'Irlande du Nord. »

Durant toute l'année 1993, nombre de « pourparlers de paix » ont eu lieu, à la fois en Irlande du Nord et dans la République. Tout le monde veut la « paix » — ou du moins l'affirme. Selon l'establishment de Dublin, c'est notamment le cas :

► des gouvernements britannique et de la République d'Irlande.

► des dirigeants des principaux partis d'Irlande du Nord (les « six comtés ») — le SDLP, les deux principaux partis unionistes, le Parti unioniste d'Ulster (UUP) et le Parti unioniste démocratique (DUP), et le Parti de l'alliance (un parti unioniste qui revendique un certain soutien des deux côtés des divisions sectaires). Tous ces partis sont fréquemment appelés « *constitutionnels* », catégorie qui n'intègre pas le Sinn Féin bien que ce soit un parti légal.

Les «hommes de la violence» oubliés

Cela laisse les « *hommes de la violence* » c'est-à-dire l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et sa branche politique, le Sinn Féin. Si parfois les unités paramilitaires unionistes sont également incluses dans cette catégorie, le Royal Ulster Constabulary (RUC, la force de police sectaire d'Irlande du Nord), le Régiment royal Irlandais (RIR, ancien Régiment de défense de l'Ulster, faisant partie de l'armée britannique et recruté principalement parmi la communauté loyaliste) et bien sûr les troupes d'occupation de l'armée britannique n'en font jamais partie. Cette vision des choses est diffusée par les médias irlandais avec les encourage-

ments du gouvernement de Dublin. Ceci à l'heure où l'establishment dublinois semble plus que jamais décidé à se débarrasser de son ancienne idéologie nationaliste pour ce qui a trait à la partition de l'Irlande.

Le gouvernement de Dublin affirme que la solution à la partition résidera dans l'unité réalisée avec le consentement d'une majorité dans les six comtés — où il y a pourtant aujourd'hui une solide majorité unioniste. Bien qu'une des réalisations les plus significatives du soulèvement de la minorité catholique opprimée, commencé en 1968 par une lutte pour les droits civiques, ait été, en 1972, de détruire le gouvernement direct des unionistes, l'establishment de Dublin, en étroite coopération avec le gouvernement britannique, n'a depuis jamais cessé de ressusciter des formes d'administration locales.

Ces tentatives se sont toujours accompagnées de pressions pour persuader le SDLP de « *partager le pouvoir* » avec les unionistes. La première tentative du genre a été stoppée en 1974, par une grève des secteurs réactionnaires des travailleurs unionistes. Le « *partage du pouvoir* » avait duré à peine cinq mois, et les forces unionistes ayant participé à l'expérience ont perdu tout crédit politique.

L'UUP dirigé par James Molyneux, et le DUP de Ian Paisley, qui ont soutenu la grève de 1974, n'ont depuis pas modifié leur position en quoi que ce soit et qui-conque mettrait en doute leur sectarisme peut se référer aux agissements des unionistes dans les conseils locaux. John Hume et le SDLP peuvent parler d'« unifier le

peuple » ou de période post-nationaliste, mais ils ne peuvent pas cautionner les gouvernements locaux dirigés par les acolytes de Molyneux et Paisley.

Pendant l'année 1992, Hume a pris part à des négociations avec les partis unionistes, qui ont été organisées par le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du nord, Patrick Mayhew, mais qui ne devaient pas déboucher sur un accord. Ceci a d'ailleurs déclenché une vague de protestations de la part de l'establishment dublois. Les médias irlandais ont dépeints les quatre "partis constitutionnels" comme déraisonnables et John Hume a eu droit à une couverture médiatique particulièrement négative. Les propositions de ce dernier pour le gouvernement de l'Irlande du Nord ont été de surcroît écartées. Hume proposait que l'Irlande du Nord soit gouvernée par une commission de six membres. Trois seraient élus dans les six comtés selon un système de représentation proportionnelle — le résultat probable serait qu'il y ait un élu pour chacun des SDLP, UUP et DUP. Les trois autres commissaires seraient nommés par les gouvernements irlandais et britannique et par la Commission européenne.

Hume savait que sa proposition était irréaliste ; elle servait à faire traîner les pourparlers et pour éviter d'avoir à signer un document donnant des pouvoirs locaux aux unionistes. A la différence du gouvernement de Dublin, le SDLP ne peut négliger le soutien dont le Sinn Féin bénéficie auprès de 35 % de la minorité catholique d'Irlande du Nord, et qu'une telle signature aurait signifié une perte de crédit énorme pour lui. Les discussions entre Hume et les autres "partis constitutionnels" ont d'ailleurs pris fin en avril 1993 lorsqu'il a commencé à négocier ouvertement avec le Sinn Féin. Ces discussions avec les "hommes de la violence" ont causé beaucoup d'émotion dans l'establishment de Dublin, surtout visible dans la presse du groupe de presse du multimillionnaire Tony O'Reilly. En 1972, les porte-paroles de l'IRA avaient été interdits d'émission dans les médias de la République, cette interdiction avait par la suite été étendue au Sinn Féin. Les négociations de Hume avec le président du Sinn Féin, Gerry Adams, ont rendu la censure pratiquée par la République difficile à défendre.

Les plus éclairés des membres de l'establishment ont d'ailleurs pris publiquement fait et cause pour le dirigeant du

SDLP, comme c'était notamment le cas de l'ancien Premier ministre, Garret Fitzgerald, et le chef de l'Eglise catholique pan-irlandaise, le cardinal Cahal Daly. Et, ce qui est encore plus significatif, le gouvernement britannique ne s'est pas joint au chœur de protestation des unionistes et il est apparu par la suite que des négociations secrètes avaient eu lieu avec l'IRA. Dans ce contexte, il faut mentionner la visite à Belfast-Ouest, en 1993, de la présidente de la République, Mary Robinson, et sa très remarquée poignée de main avec Gerry Adams. Le geste de Robinson, qui ne cadre pas avec le caractère généralement pro-unioniste de sa politique, a été critiqué par Dick Spring, le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et aussi dirigeant du Parti travailliste.

Mais, il y a d'autres manifestations du malaise causé à Dublin par les manœuvres de Hume, lorsqu'il a présenté la proposi-

tion donnait à Adams la possibilité de marquer des points politiquement. Mais le Sinn Féin a souffert d'une confusion politique et militaire profonde. Alors qu'on, parlait officiellement de paix, une campagne unioniste d'assassinats a ravagé les communautés nationalistes en Irlande du Nord. La pression ainsi exercée sur le mouvement républicain a conduit aux célèbres atrocités de Skankill Road, le 23 octobre 1993, où une attaque de l'IRA contre le quartier général de l'Association de défense de l'Ulster, un samedi en début d'après-midi, a conduit à la destruction d'une poissonnerie, à la mort de huit civils et de Thomas Bigley, le volontaire de l'IRA qui transportait la bombe. La semaine suivante, 13 civils catholiques ont été assassinés dans une série de meurtres qui a culminé par le massacre révoltant du village de Greysteel, dans le comté de Derry, où les assassins unionistes sont entrés dans un

pub et ont ouvert le feu sur les clients, causant la mort de sept personnes. Gerry Adams a demandé au gouvernement britannique de rejoindre le rang de ceux qui tentent de convaincre les unionistes que leur intérêt repose sur une Irlande Unie, mais c'est ce même gouvernement qui, comme il est apparu dans le procès de Brian Nelson en 1992, a contribué à réarmer les groupes paramilitaires unionistes. Le porte-parole du Sinn Féin de la ville de Derry a affirmé qu'un retrait britannique ne pourrait avoir lieu avant une

période de 30 ans, ce qui marque une convergence avec les positions de Hume, privilégiant la recherche du "consentement" des unionistes.

L'histoire irlandaise a montré que l'"unité par le consentement" était impossible. L'Irlande du Nord et la République d'Irlande ont tous les deux été conçus comme des Etats sectaires. Toute perspective de remporter une majorité en Irlande du Nord déclenchera une réaction sectaire, à la façon dont la tentative de libérer toute l'Irlande de la tutelle britannique a été brisée par la partition de 1921.

Cela ne signifie pas que la solution repose sur une campagne militaire intensifiée bien au contraire. Certaines vaches sacrées, comme l'attitude consistant à « ne jamais parler avec des terroristes », ont déjà obtenu leur tribut d'assassinats. Les attaques publiques contre John Hume ont suscité une réaction de rejet parmi la population de la République, qui a permis la réouverture du débat sur la Partition ★



« A la bonne nôtre, alors... »

tion mise au point avec Gerry Adams au gouvernement irlandais d'abord, pour ensuite le soumettre au gouvernement britannique. Plutôt que d'accorder le moindre crédit au Sinn Féin et au mouvement républicain, le gouvernement de Dublin a commencé à « effacer l'empreinte de Gerry Adams » de tout document dont il pourrait avoir à discuter avec le gouvernement britannique. Malgré cela, Reynolds a reçu des remontrances de Major pour avoir été trop complaisant à l'égard du Sinn Féin — alors que pendant tout ce temps les britanniques menaient des négociations de leur côté avec le Sinn Féin. Alors que Major a déclaré que cela « lui révolterait l'estomac » de discuter avec l'IRA et que, le 22 novembre 1993, Mayhew affirmait que « personne n'a été autorisé à parler ou à négocier pour le compte du gouvernement britannique avec le Sinn Féin ou quelque autre organisation terroriste que ce soit », les dénégations similaires du gouvernement de Dublin sont peu crédibles.

A première vue, les différences tactiques entre les adversaires du Sinn Féin

Dublin, 17 décembre 1993

Confusion en héritage

Le seul réconfort que peuvent avoir les Conservateurs, chassés du pouvoir, est le fait que d'autres aussi ont reçu une sévère leçon lors des dernières élections fédérales. Le parti social-démocrate NDP a seulement recueilli 6,9 % des voix, au lieu de 20,4 % précédemment. Vers qui les électeurs se sont-ils donc tournés ? C'est ce que nous explique notre correspondant.

Harold LAVENDER

Lors des élections fédérales du 25 octobre, les Canadiens se sont exprimés de façon composite et contradictoire. Ils ont mis à la porte un gouvernement de droite, dirigé par les Conservateurs dont les candidats n'ont obtenu que 2 sièges sur 295. De toute l'histoire du Canada, c'est la plus sévère défaite qu'ait subie un gouvernement sortant. Simultanément, le NPD (Nouveau parti démocratique), un parti social-démocrate qui a des liens avec les syndicats, a également subi la pire défaite de son histoire.

Les électeurs ont reporté leurs suffrages sur le Parti libéral (qui a obtenu la majorité gouvernementale avec 177 sièges), le Bloc québécois et le Parti réformateur. Les libéraux retournent au gouvernement avec 41 % des voix, après neuf années de gestion conservatrice. Ils ont emporté une victoire écrasante dans les provinces atlantiques ainsi que dans l'Ontario, où ils ont rafflé 98 sièges sur 99. Le bloc québécois, parti nationaliste bourgeois, se présentait seulement au Québec, où il a obtenu 54 des 75 sièges. 49,5 % des électeurs ont voté pour lui (65% parmi la majorité francophone). Dans le reste du Canada le climat politique a été marqué par une campagne de peur et de haine contre le Bloc.

Le Parti réformateur, une organisation populiste de la droite dure, qui tient un discours fortement raciste, quoique légèrement codé, a gagné 52 sièges, réalisant ainsi une percée dans sa base régionale de l'ouest, l'Alberta et la Colombie Britan-

nique. Il est passé du statut de parti marginal, qui n'obtenait que 2 % des voix, à celui de troisième parti du Parlement. Il a en effet reçu le soutien de 19 % des électeurs, ce nombre étant porté à 25 % si l'on ne tient pas compte du Québec, où il ne présentait pas de candidats. Les résultats des élections montrent une tendance à l'écroulement des partis "nationaux", due à la montée du nationalisme québécois ainsi qu'à des différences et à des animosités régionales.

Profonde insécurité

Pourquoi les Conservateurs ont-ils subi telle déroute ? La crise économique en cours a été un des principaux facteurs. Les Conservateurs n'ont pas réussi à convaincre les électeurs que la question du déficit public devait l'emporter sur toutes les autres. Le problème de l'emploi retient encore plus l'attention du public. Le taux de chômage officiel s'est maintenu au-dessus de 10%, tandis que le niveau de vie des couches populaires a stagné et que les pauvres se sont appauvris. Les Conservateurs ont été les architectes de l'Accord de Libre Echange entre le Canada et les USA. Mais les bénéfices promis ne se sont pas matérialisés. Des centaines de milliers d'emplois industriels (dans des secteurs souvent syndiqués) ont été perdus quand l'économie canadienne a été massivement restructurée. La crainte est largement répandue que cette tendance va continuer à l'emporter si l'ALENA (1) est appliqué.

Les statisticiens nous expliquent que



le Canada est actuellement en train de remonter la pente après la récession du début des années 1990. Mais la reprise ne s'est pas traduite en création d'emplois. Un profond climat d'insécurité a touché la population laborieuse. 50% des travailleurs disent avoir peur de perdre leur emploi. Durant les neuf années de gouvernement conservateur, les impôts prélevés sur les individus ont substantiellement augmenté, le summum ayant été atteint avec une taxe à la consommation, dont l'impopularité est énorme. Pendant ce temps, la charge fiscale reposant sur les entreprises continuait sa spirale descendante. Alors que les taxes imposées aux travailleurs augmentaient, les programmes sociaux et les services publics subissaient de très graves attaques. Des premières mesures étaient prises préparant la suppression du revenu social minimum — pierre angulaire de l'Etat providence canadien. Simultanément, le gouvernement a trouvé 5,8 milliards de dollars pour l'achat d'hélicoptères militaires EH-101.

Les Conservateurs espéraient faire oublier les temps difficiles associés au Premier ministre Brian Mulroney en élisant une nouvelle dirigeante, Kim Campbell, qui s'est avérée n'être qu'une étoile filante. Elle demandait aux Canadiens de ne pas s'attendre à une croissance de l'emploi avant la fin du siècle (sic). A ses yeux, une campagne électorale de quaran-

1) L'accord de libre échange Nord-Américain est la nouvelle alliance commerciale entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

te sept jours n'était pas le moment opportun pour discuter des changements majeurs des programmes sociaux. Se servant désespérément de prédictions optimistes, les Conservateurs expliquaient qu'ils pouvaient éliminer le déficit vers 1998 sans démanteler les services sociaux. Beaucoup d'électeurs se sont tournés vers le Parti Libéral dans l'espoir vain qu'il sauverait l'Etat-providence. D'autres se sont tournés vers le Parti réformateur qui, pour éliminer le déficit public, proposait un plan dont la brutalité était plus manifeste.

Les deux dernières majorités conservatrices avaient reposé sur une espèce d'alliance de facto entre les électeurs de l'Ouest et des nationalistes québécois, favorables au libre-échange, et convaincus que les Conservateurs seraient plus ouverts à une réforme constitutionnelle. Les Conservateurs ont subi une défaite retentissante lors du référendum de 1992 (2). Les suffrages qui, au Québec, allaient aux Conservateurs, se sont donc reportés dans leur grande majorité sur le Bloc québécois, tandis que, dans l'Ouest, le Parti réformateur emportait la mise.

La lame de fond de protestation populaire qui a éliminé les Conservateurs a également touché le NPD. Il n'a plus que neuf sièges, ce qui est insuffisant pour être reconnu officiellement comme parti au Parlement. La proportion d'électeurs votant pour lui est passée de 20,4 à 6,9 %. Depuis sa fondation en tant que parti travailliste en 1961, le NPD disposait, en dehors du Québec, d'une base assez stable au sein de la classe ouvrière. Lors des élections fédérales, ses suffrages oscillaient entre 13 et 20%. Mais à cause de ses prises de positions très marquées en faveur du fédéralisme et son hostilité envers les aspirations nationales des Québécois, il n'a jamais réussi à effectuer de percée durable au Québec. Cette année, le NPD est passé sous la barre des 2 % au Québec, après y avoir obtenu 14 % des voix.

Si plusieurs facteurs ont contribué à l'écroulement du NPD, le plus important aura peut-être été l'impopularité des gouvernements provinciaux qu'il dirigeait en Ontario et en Colombie britannique. L'hostilité des électeurs de droite n'avait pas de quoi de surprendre. Mais, en outre, le NPD a agi de telle manière que le cynisme et le désarroi se sont développés très vite au sein de sa propre base sociale.

Le gouvernement NPD de l'Ontario, capitulant devant l'hystérie de la classe dominante sur la question du déficit budgétaire, avait lancé une attaque frontale contre les travailleurs du service public. Il est passé outre les conventions collectives afin d'imposer un "contrat social" aux 950 000 travailleurs des services publics

incluant des suppressions de certains services, des diminutions salariales, une détérioration des conditions de travail, pour une économie totale de 9 milliards de dollars environ. Malgré une opposition verbale, les syndicats n'ont pas organisé de riposte effective. En conséquence, beaucoup de travailleurs se sont senti trahis et délaissés.

Le gouvernement provincial de la Colombie britannique ne s'est pas affronté aux syndicats, même si des enseignants grévistes ont été ramenés au travail par des moyens législatifs, cependant il a augmenté les impôts tout en pratiquant des coupes claires dans le budget de la santé et de l'éducation.

Peut-être que la capitulation la plus scandaleuse fut faite par rapport aux multinationales des forêts. Le NPD a mis de côté sa propre planification d'implantation de forêts afin de permettre l'abattage d'arbres à Clayoquot Sound, une des plus anciennes et plus grandes forêts survivantes dans le monde, et malgré le fait que des populations autochtones y avaient un droit de possession. Le résultat net de ceci fut l'arrestation durant cet été de 800 personnes qui tentaient de bloquer les routes menant aux zones d'abattage et qui font actuellement face à des peines de prison, pour refus de comparaître. Ce conflit a provoqué la dislocation d'une partie de la base sociale du NPD, réduisant de beaucoup le soutien provincial et fédéral au parti social-démocrate.

La direction fédérale du NPD n'a pas cherché à éviter le désastre qui menaçait en condamnant les politiques droitières des gouvernements provinciaux du NPD. Dans une réponse très timorée à la législation de "contrat social" de l'Ontario, il réaffirma simplement son soutien aux politiques de négociations sociales et de conventions collectives. Le député de l'Ontario au parlement fédéral, Steve Langdon qui s'est exprimé ouvertement à l'encontre du Premier Ministre provincial, Bob Rae, récolta plus de voix que les autres candidats du NPD en Ontario, tout en perdant néanmoins son siège. Par contre, en Colombie Britannique, Svend Robinson, un gay qui a défendu avec vigueur la justice sociale, et qui était présent sur les barrages lors des blocages de la forêt Clayoquot, fut réélu en recevant plus de voix que n'importe quel autre élu du NPD.

Ce n'est donc pas d'un profil trop gauche que souffre le NPD fédéral mais plutôt de n'avoir pas donné aux gens de raison de mettre dehors les Conservateurs par un vote tactique en sa faveur. Le leader libéral Jean Chrétien a mené une campagne très intelligente avec comme objec-

tif de reprendre les voix de classe au NPD. Le message libéral «d'espoir, d'emploi et de redressement économique» fut largement diffusé tandis que ses propositions de réduction du déficit ne le furent point. En se prononçant contre l'achat d'hélicoptères ils furent perçus comme progressistes et en demandant une renégociation de l'ALENA, ils déviaient les critiques de cet accord tout en évitant d'effrayer les milieux financiers.

En félicitant Chrétien de sa victoire, le président américain Bill Clinton soulignait les «*remarquables similitudes*» entre la campagne victorieuse de Chrétien et la sienne.

La dernière tranchée

Le nouveau gouvernement libéral a très vite consolidé son soutien en arrêtant immédiatement l'achat des hélicoptères, malgré la bataille d'arrière-garde menée par le lobby de la défense. Les préparatifs des conservateurs concernant la prise en charge de l'immigration par un "Département de la Sécurité Publique" fut également interrompu. De plus, le nouveau gouvernement a déclaré qu'il ne signerait pas l'ALENA, déjà ratifié par les Conservateurs, tant qu'il ne serait pas renégocié. Néanmoins, le journal des milieux financiers, *Globe & Mail*, a accueilli favorablement le gouvernement Libéral et Chrétien qui a donné les portefeuilles ministériels économiques les plus importants à des libéraux droitiers. Un ardent partisan du libre marché se chargera des futures négociations portant sur le commerce. Les milieux financiers espèrent trouver des interlocuteurs réceptifs à leurs desiderata concernant la réduction du déficit, le refus de nouveaux impôts ainsi que les économies dans les programmes sociaux. En effet, le ministre des Services intergouvernementaux, Marcel Masse, soulignait d'ores et déjà la volonté des libéraux de restreindre l'emploi dans les services publics.

Malgré une impopularité énorme, le gouvernement conservateur fut en état d'imposer son programme. Les libéraux n'ont aucunement l'intention de renverser l'orientation des politiques mises en œuvre. Les profits des entreprises ont commencé à grimper tandis que les revendications salariales restent absentes. Dans un climat d'insécurité économique, les syndicalistes sont réticents à organiser des grèves. Le gouvernement estime que les

2) Le résultat général du référendum de 1992 était le suivant: 54,4 % contre les modifications constitutionnelles proposées et 44,6 % en faveur de celles-ci. Pour une examen plus détaillé de ces résultats, particulièrement au Québec, voir R. Krishnan, "Le référendum-boomerang", *Inprecor* n° 362 du 6 novembre 1992.

journées perdues pour cause de grèves seront au niveau le plus bas depuis 50 ans. Le projet du gouvernement de Mulroney consistant à retirer la question nationale du Québec de l'ordre du jour par le biais de changements constitutionnels s'est évaporé quand les électeurs du Québec et du reste du Canada votèrent massivement "non" lors du référendum constitutionnel. La majorité francophone du Québec a rejeté massivement l'accord qui lui aurait attribué un statut symbolique en tant que «*société distincte*». Le reste du Canada s'exprimait également en négatif pour différentes raisons, dont certaines étaient progressistes, mais dont beaucoup étaient réactionnaires vu que la perception dominante de cet accord était celle d'une braderie du Québec.

Deux options ?

La montée simultanée du Bloc québécois et du Parti réformateur confirmait qu'il n'y avait aucune possibilité d'un fédéralisme renouvelé qui pourrait convenir le Québec. Il existe deux options politiques : celle du vieux fédéralisme des libéraux tel que Trudeau (Chrétien faisait partie du gouvernement Trudeau qui a fortement centralisé le pouvoir à Ottawa), ou celle d'une rupture avec l'ordre fédéral existant et la création de nouveaux rapports entre le Québec et le Canada marquées par certaines formes de souveraineté.

Les forces radicales, y compris les fédérations syndicales du Québec, sont en faveur d'une pleine indépendance, tandis que les forces nationalistes bourgeoises dominantes sont en faveur de ce qui est appelé «*souveraineté-association*», c'est-à-dire un arrangement qui ressemble de près à l'Union Européenne. Le Bloc québécois et son leader, Lucien Bouchard, a souligné les avantages d'une monnaie commune et d'une union douanière.

Cela n'a pas empêché une présentation particulièrement fautive du Bloc comme étant séparatiste dur. En effet, un journal de l'Ouest faisant autorité identifiant Lucien Bouchard comme étant «*l'homme qui peut faire éclater le Canada*».

Pourtant, le large mouvement nationaliste québécois se prononce en faveur d'une approche en trois étapes. D'abord, représenter les intérêts du Québec en envoyant des membres de ce Bloc au parlement fédéral à Ottawa en attendant que le Québec se prononce démocratiquement pour la souveraineté. Ensuite, voter pour le Parti québécois lors de l'élection provinciale québécoise de l'année prochaine. Enfin, soutenir le parti québécois durant le

référendum qu'il organisera dans l'année de son arrivée au pouvoir provincial. Au Québec, l'idée que la souveraineté est à portée de la main est une illusion largement répandue.

Mais il y a certaines contradictions de plus en plus voyantes. Que va faire le Bloc à Ottawa étant donné qu'il est actuellement l'opposition officielle au parlement fédéral ? Lucien Bouchard promet d'agir de façon très responsable et de collaborer de façon constructive concernant des dossiers tels que l'emploi. Son approche non-conflictuelle a pour objectif de faire reculer dans le reste du Canada (et peut-être d'abord à Washington) les peurs vis-à-vis du Bloc Québécois. Une telle approche sous-estime le fait que chaque pas vers une souveraineté se fera inmanquablement à travers une confrontation. Les résultats des élections montrent que le reste du Canada n'est pas en état de répondre favorablement aux aspirations du Québec.

Les partisans de l'auto-détermination pour le Québec et pour les peuples autochtones font face à une tâche décourageante. Sur le papier, la situation n'apparaît pas mauvaise vu le nombre d'organisations et de mouvements qui y sont favorables. Le Congrès du Travail canadien ainsi que le NPD et les Conservateurs soutiennent le droit à l'auto-détermination du Québec.

Soutien volatile

Mais ce soutien au droit à l'autodétermination s'évapore rapidement. La réaction du premier ministre NPD de l'Ontario, Bob Rae, vis-à-vis de la montée du Bloc Québécois indique l'ampleur du problème. Le 29 octobre, Bob Rae disait : «*Si sa vision se réalise, il nous fera mal. Il va faire mal au Canada tout entier... À mes yeux, il reçoit un chèque en blanc. Il s'agit d'un type qui veut faire exploser le pays. Cela va coûter au Québec des dizaines de milliers d'emplois. Les gens vont perdre de l'argent et une part de leur revenu.*»

La direction du Bloc et du Parti québécois espère obtenir à froid une certaine forme de souveraineté et de réassociation à travers une méthode «*gestionnaire*». Mais elle ignore l'histoire des Libéraux au gouvernement. En octobre 1970, Pierre Trudeau a utilisé les enlèvements politiques du Front de libération du Québec comme prétexte afin d'imposer les mesures d'état de guerre. Les troupes canadiennes furent envoyées dans les rues de Montréal et des nationalistes radicaux québécois furent arrêtés.

Est-ce que la classe dirigeante de Canada acceptera délibérément de perdre un quart de sa population et de ses res-

sources ainsi qu'une part intégrale de son territoire ? Les tentatives de réaliser un Québec souverain sera certainement contrôlé par le chantage économique, les menaces, l'intimidation et le refus de négocier. L'avenir du NPD est actuellement en suspens. Certains croient, peut-être avec un optimisme naïf, que la situation peut redevenir normale. Ils pensent que les électeurs traditionnels du NPD lui reviendront dès que les libéraux montreront qu'ils ne sont pas différents des conservateurs et qu'il suffira que les élus du NPD se lèvent au parlement et soient les seuls à faire entendre une voix en faveur de la justice sociale. Mais d'autres pensent que si le NPD ne change pas d'orientation, il disparaîtra.

L'avenir du NPD en suspens

Une réorientation peut prendre différentes directions. L'aile droite du parti ressent la nécessité de relâcher les liens avec les syndicats. D'autres voix en appellent à l'éviction de la direction droitière. Steve Langdon a publiquement appelé Bob Rae à démissionner. D'autres parlent encore de revenir vers la base et de reconstruire le NPD en tant que parti populiste engagé dans l'action extra-parlementaire.

Reconstruire le NPD en tant que parti travailliste nécessitera en tous les cas un engagement actif de la part de ses membres et de la part des directions syndicales. Mais quand on voit que le président du Congrès Canadien du Travail, Bob White, salue la victoire des Libéraux comme une victoire du mouvement ouvrier, on se pose des questions sur la fidélité de la bureaucratie syndicale envers le NPD. Est-ce qu'elle vise à préparer une paix avec les Libéraux ?

Les militants du mouvement ouvrier divergent à ce sujet. Certains sont convaincus qu'il est toujours important de tenter de réformer le NPD, d'autres, notamment dans l'Ontario, pensent qu'il faut construire un nouveau parti travailliste. D'autres encore sont convaincus que le mouvement ouvrier doit se concentrer sur sa propre reconstruction en faisant des alliances avec d'autres forces progressistes, et que la politique électorale ne doit pas être prioritaire. Mais rien de bon ne sortira de cette situation sans une riposte de masse, une riposte des syndicats au niveau économique, une riposte à l'austérité et au démantèlement des services publics ainsi qu'une résistance à la montée du racisme et du chauvinisme. ★

Vancouver,
novembre 1993

La durée du travail en Europe

Dans la majorité des pays européens, le mot d'ordre de réduction de la durée du travail occupe le devant de la scène. Cet article dresse un panorama rapide des évolutions marquantes de la dernière décennie (1).



Maxime DURAND

Au cours de la dernière décennie (1979-1990) le PIB global de l'Europe à 5 ici considérée (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Suède) a augmenté de 2,2 % par an. Ce rythme de progression de la production a été inférieur à celui de la productivité horaire. On constate par conséquent que le volume de travail, défini comme le nombre total d'heures de travail, a légèrement reculé, de 0,2 % par an. Comment s'est réalisé le "partage" de ce volume de travail ? Par partage, nous entendons ici le mode de répartition entre les travailleurs de ce volume de travail. Sa stagnation a d'abord conduit à une montée du chômage et, pour ce qui concerne celles et ceux qui ont un emploi, un certain type de combinaison entre réduction de la durée et augmentation des effectifs.

De ce point de vue, on doit constater que la réduction de la durée du travail environ 0,6 % par an a joué en partie le rôle attendu, en ce sens qu'un maintien de cette durée au niveau du début des années

quatre-vingt aurait conduit à une perte supplémentaire d'emplois et à une montée encore plus rapide du chômage en Europe. Les effectifs ont pu ainsi progresser, d'environ 0,4 % l'an, passant de 99 à 103 millions de personnes (voir tableau 1).

Cette réduction a cependant été insuffisante. Pour reprendre la formule de Jacques Rigaudiat: Ce n'est pas parce qu'il y a du chômage qu'il faut réduire le temps de travail, c'est parce qu'on n'a pas réduit le temps de travail qu'il y a du chômage" (3). Cette réduction s'est en outre réalisée de manière très inégale.

Situation disparate

On peut laisser de côté la Suède où la durée du travail se maintient à un niveau inférieur d'environ trois heures par semaine à ce qu'il est en France et examiner les quatre grands pays européens. On ne peut qu'être frappé par l'allure très spécifique de chacun d'entre eux, qui fait bien apparaître le statut de variable politique de la durée du travail.

L'Allemagne se distingue des trois autres pays, dans la mesure où - à l'exception d'une rémission en 1983-84 faisant suite à la récession de 1981-82- la réduction de la durée suit une tendance régulière à la baisse. La durée du travail en Allemagne a ainsi de nouveau rejoint le niveau français après l'avoir "croisé" en 1981-82. Mais ces deux trajectoires n'ont évidemment pas la même signification. En France, avec le passage aux 39 heures et la cinquième semaine de congés payés, la durée annuelle du travail a baissé massivement en 1982, passant de 1886 à 1808 heures, ce qui représente un peu plus de 4 % en une seule année. Mais ce mouvement a été ensuite brutalement interrompu, notamment parce que la durée légale avait rejoint la durée effective ; depuis 1983, la durée du travail est restée pratiquement constante. N'obéissant plus qu'aux fluctuations de la conjoncture, elle a même légèrement augmenté durant la reprise 1988-1990.

Le même phénomène s'est produit de manière plus amortie en Italie, où, après avoir reculé à un rythme relativement soutenu entre 1983 et 1985, la durée du travail s'est stabilisée à un niveau cependant inférieur à celui de ses voisins. Mais c'est certainement le Royaume-Uni qui présente le profil le plus atypique : la forte baisse enregistrée en 1980 et 1981 est le produit d'un effet de structure. C'est en effet au début de l'ère Thatcher que se concentrent de très massifs licenciements dans l'industrie. Comme les premiers touchés sont des ouvriers peu qualifiés effectuant fréquem-

Tableau 1
PIB, volume de travail et effectifs

Taux de croissance annuel moyen 1979-1989 en %

	PIB	VOL	N	DAT	Durée
Allemagne	1,9	-0,1	0,5	-0,6	1663
France	2,3	-0,7	0,1	-0,7	1678
Italie	2,4	0,1	0,4	-0,3	1727
Royaume-Uni	2,3	-0,2	0,5	-0,7	1638
Suède	2,0	0,9	0,7	+0,2	1480
Europe à 5	2,2	-0,2	0,4	-0,6	1665

PIB Produit intérieur brut

VOL Nombre d'heures de travail

N Effectifs

DAT Durée annuelle du travail

Durée Durée annuelle du travail en heures en 1990

Source : OCDE, Marchand (2)

1) Cet article s'appuie en grande partie sur une étude de Michel Husson, "Le volume de travail et son partage", *Revue de l'IRE* n°11, 1993. Voir aussi "Europe : la durée du travail", *Chronique Internationale IRES* n°18, septembre 1992.

2) Olivier Marchand, "Une comparaison internationale des temps de travail", *Futuribles*, n°165-166, mai-juin 1992.

3) Jacques Rigaudiat, *Réduire le temps de travail*, Syros, 1993.

ment des semaines dépassant largement les quarante heures, la durée moyenne baisse mécaniquement. Mais elle montre ensuite une tendance à la hausse qui ne s'estompe qu'avec l'entrée en récession de 1990. Dans ce pays où n'existe aucune législation sur la durée du travail et qui s'oppose à ce qu'il y en ait une au niveau européen, celle-ci, calculée sur les seuls emplois plein temps, atteint un niveau élevé de 1900 heures par an, qui se rapproche plus des Etats-Unis que de la moyenne européenne.

Le rôle du travail à temps partiel

La durée du travail est une notion difficile à mesurer, et ces difficultés renvoient souvent aux particularismes nationaux. L'une des principales sources de divergence provient du travail à temps partiel. On constate en effet que le travail à temps partiel est inégalement répandu à l'intérieur de la Communauté, puisque la proportion de salariés concernés va de 5,2 % en Italie à 30,9 % aux Pays-Bas, pour une moyenne communautaire de 13,7 %. Et plus le temps partiel est répandu, plus sa durée moyenne se réduit par rapport à celle d'un plein temps (voir tableau 2).

La prise en compte du temps partiel fausse donc les comparaisons internationales. Ainsi la durée hebdomadaire du travail reste supérieure aux 40 heures pour les salariés employés de la Communauté Européenne à plein temps. La durée moyenne apparente n'est inférieure à 38 heures que dans la mesure où elle prend en compte du temps partiel. Le rapprochement entre la France et le Royaume-Uni est particulièrement révélateur : ces deux pays semblent avoir exactement la même durée hebdomadaire et se situer dans la moyenne communautaire. En réalité, ils représentent deux cas très différents, si l'on prend en compte l'effet du temps partiel. Pour un emploi à temps plein, la durée du travail est de 43,6 heures, contre 39,9 en France.

Or, à l'exception de la Suède, le temps partiel s'est partout développé de manière importante. Le taux de progression des emplois à temps partiel entre 1979 et 1989 a en moyenne atteint 2,4 % par an pour l'ensemble des cinq pays considérés, alors que l'emploi total n'a augmenté globalement que de 1,1 %. La vitesse de diffusion du temps partiel est par ailleurs très variable d'un pays à l'autre. C'est en France que sa progression est la plus rapide, puisque la proportion d'emplois concernés passe de 8,2 % à 12 % entre 1979 et 1990. 24 % des femmes actives travaillent à temps partiel en 1990, contre 17 % en

Tableau 2
Durée hebdomadaire du travail d'un salarié en 1989

	à temps complet	à temps partiel	moyenne	% temps partiel
Allemagne	40,3	20,7	37,7	13,0
Belgique	38,1	20,4	36,0	11,7
France	39,9	21,9	37,7	12,2
Italie	38,6	24,9	37,9	5,2
Pays-Bas	39,1	16,5	32,1	30,9
Royaume-Uni	43,6	17,3	37,7	22,6
CE	40,6	19,2	37,6	13,7

Source : Marchand 1992

1979. De manière générale, le temps partiel concerne majoritairement l'emploi féminin, dans une proportion qui va de 65 % en Italie à 91 % en Allemagne (voir tableau 3).

A côté de la montée du temps partiel, il faut signaler une autre tendance importante : la part des femmes dans l'emploi a augmenté dans tous les pays étudiés, dans une proportion allant de deux à quatre points de l'emploi total. Pour comprendre comment se combinent ces deux tendances, il convient d'abord d'examiner la ventilation du volume de travail entre hommes et femmes, qui donne une idée plus précise du partage des heures de travail. Ce calcul permet de mieux évaluer la part réelle des femmes dans l'activité économique, que le simple comptage des effectifs ne fait qu'approcher : cette contribution est assez significativement inférieure. En France, les femmes occupent ainsi 42,3 % des emplois, mais effectuent 36,7 % des heures de travail. Ces proportions sont respectivement de 40,7 et 33,2 % pour l'ensemble des cinq pays européens. Cette différence d'évaluation ne conduit cependant pas à remettre en cause l'augmentation de la participation des femmes.

Un bilan de l'évolution de l'emploi

Le rôle joué par la montée du temps partiel des femmes comme moyen de partager le volume de travail et de réduire la durée moyenne du travail apparaît finalement comme un trait marquant de la dernière décennie. Son ampleur est encore mieux mise en lumière par l'examen du bilan des créations d'emploi entre 1979 et 1989, en précisant d'emblée qu'il s'agit de variations nettes qui résultent de multiples itinéraires individuels d'entrée sur le marché du travail, de sortie vers la retraite ou le chômage, de passages du temps plein au temps partiel, etc.

On constate que la structure par sexe des quatre millions d'emplois nets créés entre 1979 et 1989 dans notre Europe 5 n'est en rien comparable à celle de l'ensemble de la population occupée (voir tableau 4). Cette création nette a en effet été obtenue moyennant la destruction de 732 000 emplois occupés par des hommes, plus que compensée par la création de 4 700 000 emplois féminins. La montée de l'emploi des femmes s'accompagne donc en Europe d'une diminution absolue du nombre d'emplois occupés par des hommes. Un examen plus détaillé des données montre que ce sont essentiellement la France et le Royaume-Uni qui se trouvent à l'origine de ce phénomène : au cours des dix ans considérés, ces deux pays ont respectivement supprimé 5,9 et 1,7 % de leurs emplois masculins. Seule l'Allemagne obéit à un schéma différent et réussit à créer des emplois masculins.

Tableau 3
Emploi des femmes et temps partiel

	Temps partiel dans l'emploi		Part des femmes*
En %	1979	1989	1989
Allemagne	11,4	13,2	90,5
Autriche	7,2	8,8	88,8
Belgique	6,0	10,2	89,6
Danemark	22,7	23,7	79,4
Espagne	—	4,8	77,2
France	8,2	12,0	83,1
Grèce	—	5,5	65,7
Irlande	5,1	8,1	68,2
Italie	5,3	5,7	64,7
Norvège	25,3	26,6	81,8
Pays-Bas	16,6	33,2	70,4
Portugal	7,8	5,9	69,8
Royaume-Uni	16,4	21,8	87,0
Suède	23,6	23,2	83,7
CEE	9,6	13,2	82,9

* Part des femmes dans les emplois temps partiel

Source : OCDE

La seconde donnée importante qui ressort de l'examen des évolutions est que 83 % des emplois nets créés en Europe sont des emplois à temps partiel. Ce résultat recouvre en grande partie le précédent, dans la mesure où temps partiel et emploi féminin sont deux caractéristiques étroitement liées.

Recul du plein emploi

Là encore, la France et le Royaume-Uni occupent une position spéciale, puisque le nombre d'emplois à temps plein recule dans ces deux pays entre 1979 et 1989, de 649 000 (soit 3,2 %) en France, et de 334 000 (soit 1,6 %) au Royaume-Uni. En Allemagne le temps partiel représente près de la moitié des créations d'emplois, mais il joue un rôle secondaire en Italie et en Suède.

On peut déboucher sur une vision encore plus synthétique du partage par sexe du volume de travail en raisonnant en nombre d'heures. Entre 1979 et 1989, le volume de travail masculin a baissé de 6,5 milliards d'heures, ce recul correspondant pour l'essentiel à des suppressions d'emplois à temps plein. Dans le même temps, le volume de travail occupé par des femmes a augmenté de 3,3 milliards d'heures mais cet accroissement correspond pour les 2/3 à des emplois à temps partiel. Cette configuration apparaît encore une fois particulièrement accusée au Royaume-Uni et surtout en France, où un bilan encore plus ramassé peut être dressé de la manière suivante. Le volume de travail recule de 2,7 milliards d'heures correspondant pour l'essentiel à des suppressions d'emplois masculins. Il reste aux femmes 250 millions d'heures de travail supplémentaires, qui correspondent à moins de 140 000 emplois à temps plein. Autant dire qu'en France les femmes actives, dont le nombre total a augmenté de 900 000 sur cette période, n'ont eu à se "partager" qu'un volume de travail très faiblement croissant. Cela n'a été possible que dans la mesure où 81,5 % des emplois



féminins nouveaux ont été des emplois à temps partiel.

Le cas extrême que la France représente de ce point de vue fait bien ressortir l'ambiguïté fondamentale de l'évolution de l'emploi féminin en Europe. D'un côté, la montée du chômage n'a pas conduit à faire de l'activité des femmes une variable d'ajustement : l'aspiration à l'emploi des femmes est restée suffisamment forte pour que leur "retour au foyer" n'ait pas rempli ce rôle. Mais la contrepartie de cette évolution favorable est la place importante occupée par le temps partiel dans la création d'emplois pour les femmes.

Pour une réduction massive de la durée du travail

L'examen détaillé de ce bilan statistique de la dernière décennie fait apparaître en creux l'absolue nécessité d'une réduction massive du temps du travail. Ce bilan montre en effet que le capitalisme européen ne dispose pas du potentiel de croissance nécessaire à une création d'emplois suffisante pour faire reculer le

chômage. Mais surtout, un constat plus détaillé fait apparaître que le travail à temps partiel des femmes a joué un rôle clé, bien plus important en pratique que ce que l'on peut penser, de telle sorte que se dessine une alternative assez claire. La poursuite des tendances actuelles tendrait inexorablement à polariser la population active autour de trois situations-types : chômage croissant, emplois masculins à temps plein, emplois féminins à temps partiel avec évidemment toutes les positions intermédiaires de travail précaire. La réduction massive de la durée du travail représente une perspective opposée puisqu'elle vise à donner du travail à toutes et à tous, en homogénéisant la situation des hommes et des femmes. C'est donc une revendication sociale et féministe globale, chargée d'une aspiration profonde à l'équité, et qui devrait servir de colonne vertébrale à une conception alternative de l'Europe. ★

Paris, 18 décembre 1993

Tableau 4

Variations de l'emploi entre 1979 et 1989

En milliers	Emploi total			A temps partiel		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Allemagne	1443	405	1037	699	69	630
France	116	-791	907	765	26	739
Italie	775	-98	874	83	-32	114
Royaume-Uni	1326	-260	1586	1660	478	1183
Suède	286	11	275	60	35	24
Europe à 5	3946	-732	4679	3267	576	2691

Source : OCDE

Introduction

Les accords signés à Washington, le 13 septembre 1993, entre le gouvernement israélien et la direction de l'OLP, n'ont pas manqué de susciter un vaste débat au sein du mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien, reflétant en partie le débat au sein de ce peuple lui-même. Les termes du débat varient, certes, en fonction du cadre politique dans lequel il se déroule. Parmi ceux et celles qui contribuent à notre presse, et qui ont en commun une critique radicale de l'État sioniste en tant qu'entité raciste oppressive, ainsi que le soutien ferme à la totalité des droits imprescriptibles du peuple palestinien, victime de cette oppression, il y a unanimité pour considérer que les accords de Washington ne représentent nullement une réparation des préjudices historiques subis par la population palestinienne.

Le désaccord porte, toutefois, sur deux questions qui ne sont pas négligeables : 1) Doit-on condamner la direction Arafat pour avoir signé ces accords (tout en modulant la forme de cette condamnation selon le contexte politique dans lequel on se trouve), ou lui attribuer des circonstances atténuantes ? 2) Doit-on considérer les accords comme un premier pas portant en lui-même les éléments de son dépassement vers de nouveaux acquis, en une lutte commune avec la direction Arafat elle-même, ou comme un cadre contraignant en vertu duquel le seul rôle laissé à cette direction est de se transformer en force de répression du peuple palestinien par procuration des autorités de l'occupation maintenue, faute de quoi les accords seront annulés ?

Ce débat, on le voit, oppose des points de vue nettement contrastés. Il a l'avantage, par rapport à d'autres types de débats, de pouvoir être tranché à brève échéance par l'expérience historique. C'est un débat passionnel et passionnant : et c'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'y consacrer notre dossier de ce mois, en publiant le point de vue du Bureau du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale, exprimé par Salah Jaber, suivi d'un point de vue différent qui est celui de la majorité de la section de la QI dans l'État d'Israël, exprimé par Michel Warshawski et Sergio Yahni, et celui de la minorité de la même section, exprimé par Tikva Honig-Parnass, qui converge avec le premier. Nous avons voulu montrer, ainsi, que ce débat n'oppose pas, parmi nous, des sensibilités « ethniques », mais uniquement des appréciations politiques différentes entre des camarades qu'animent les mêmes motivations internationalistes. ★

Les accords signés à Washington sous le patronage de Bill Clinton, le 13 septembre 1993, par la direction Arafat de l'OLP et le gouvernement sioniste de Rabin et Pères, sont le produit de trois évolutions, décrites ci-dessous par ordre chronologique.

Tout d'abord l'aboutissement du long processus de retraite politique de la direction de l'OLP sous les pressions conjointes de l'État sioniste, de l'impérialisme américain et des impérialismes européens, des gouvernements réactionnaires arabes, ainsi que de Moscou — aussi bien sous Brejnev, puis Gorbatchev, que sous Eltsine.

La direction Arafat, émanation de la bureaucratie bourgeoise fortement corrompue de l'appareil de l'OLP en exil ainsi que du capitalisme palestinien des Territoires occupés en 1967 et de la diaspora, avait perdu ses derniers liens avec le mouvement armé des masses palestiniennes en perdant ses positions au Liban en 1982-1983 face à Israël, puis à la Syrie. Elle avait alors résolument opté pour un règlement négocié avec l'État sioniste sous l'égide des États-Unis : éloge du "plan Reagan" en 1982 ; réconciliation avec le roi Hussein de Jordanie, puis avec le régime égyptien de Hosni Mubarak en 1983 ; accord avec le monarque jordanien et rupture avec la gauche de l'OLP en 1985 (l'accord sera résilié unilatéralement par le roi en 1986, ce qui incitera la direction Arafat à se réconcilier avec la gauche de l'OLP en 1987) ; reconnaissance officielle de l'État d'Israël, de son droit à l'existence dans des frontières sûres, reconfirmation du projet de "confédération jordano-palestinienne" et "renonciation au terrorisme" en 1988.

Ensuite, le bouleversement des données de la lutte nationale palestinienne avec le grand bond en avant dû à l'Intifada qui, depuis son déclenchement en décembre 1987, a replacé le peuple palestinien — plus exactement sa fraction résidant en Cisjordanie et à Gaza, sous occupation israélienne depuis 1967 — au centre de la politique régionale.

Alors que les défaites successives de l'OLP en exil avaient considérablement marginalisé son rôle dans la politique arabe en 1987, le déclenchement spontané de l'Intifada dans les Territoires occupés, sous l'effet des frustrations accumulées, avait d'un seul coup renforcé le facteur palestinien dans l'équation de la politique au Moyen-Orient, plus qu'à tout autre moment depuis les massacres de Jordanie en 1970. Le roi Hussein en tira la conclusion qui s'imposait, en renonçant officiellement à sa prétention à récupérer la Cisjordanie annexée à son royaume à la suite

Les accords d

Sal

de la guerre israélo-arabe de 1948. Les plans de règlement du contentieux régional qui tentaient de contourner le peuple palestinien en négociant avec la Jordanie — en particulier le plan Allon inspirant le parti travailliste depuis les massacres de Jordanie de 1970 et réactivé par Shimon Pères, dès 1986, lors de son retour aux affaires dans le gouvernement de coalition sioniste — devenaient dès lors impossibles à poursuivre sans remplacement de l'interlocuteur jordanien par la direction Arafat de l'OLP, seul interlocuteur palestinien à la fois crédible du point de vue de sa représentativité politique et disposé à s'insérer dans une Pax americana régionale.

L'administration Reagan réagit en conséquence, en exigeant de nouvelles redditions politiques de la direction Arafat en 1988, avant d'entamer un dialogue officiel avec elle. Toutefois, cette première tentative officielle déboucha sur une impasse : ses conditions de progrès se bloquèrent à nouveau aussi bien du côté israélien — très vite, puisque dès novembre 1988 la droite sioniste gouvernait seule à nouveau, sous la direction de Shamir — que du côté arabo-palestinien, puisque face au refus du Likoud, Arafat décidait de miser sur l'Irak de Saddam Hussein sorti renforcé militairement de sa guerre avec l'Iran. Désormais, Bagdad apparaissait comme la principale base d'appui politico-militaire de la direction de l'OLP, compensant un Gorbatchev ayant abdiqué toute disposition à faire contrepoids à la pression américaine.

Enfin, le bouleversement des rapports de forces au Moyen-Orient avec la guerre du Golfe de 1991, et la confirmation de l'alignement de Moscou sur Washington en ce qui concerne cette région du monde.

La destruction de l'Irak fut vécue par le peuple palestinien, non sans raisons, comme une défaite pour sa cause : non pas qu'il eût été correct de miser sur la dictature bourgeoise féroce de Saddam Hussein, mais au sens où l'écrasement de l'Irak fit pencher radicalement la balance des forces militaires régionales du côté d'Israël. Ce bouleversement n'était cependant pas l'œuvre de l'armée sioniste — qui, cette fois-ci, n'en avait pas les moyens à elle seule comme c'était le cas en 1948, 1967



Washington

R

et 1973 — mais de l'armée des Etats-Unis elle-même. Pour Washington, il était impératif de parachever la confirmation de sa suprématie militaire au Moyen-Orient par l'établissement d'un "nouvel ordre régional", élément vital du "nouvel ordre mondial" proclamé par Bush.

Pour la première fois dans l'histoire, les conditions semblaient propices à l'établissement d'une Pax americana globale dans cette région du monde : l'hégémonie américaine était plus

forte et moins contestée que jamais, le traditionnel rival soviétique étant devenu complice ; des deux bastions du nationalisme arabe après la défection de l'Egypte, l'un avait été écrasé, l'autre — la Syrie — avait été "retourné" et avait rejoint le camp des alliés de Washington ; Arafat était plus faible et isolé qu'à aucun autre moment depuis 1967, et donc disposé à toutes les compromissions. Paradoxalement, le principal obstacle à la Pax americana devenait dorénavant la droite sioniste elle-même, au pouvoir avec Shamir.

Dans l'espoir d'obtenir l'emprunt de dix milliards de dollars qu'il réclamait afin d'absorber le flot des immigrés juifs d'URSS, Shamir accepta de prendre part aux négociations inaugurées en grande pompe par Bush, à Madrid, en octobre 1991. Pour la première fois, toutes les parties officielles du conflit israélo-arabe étaient représentées, y compris la direction Arafat de l'OLP dont ce n'était un secret pour personne qu'elle dirigeait la délégation palestinienne — même si les conditions humiliantes de pure forme (pas de représentant de l'exil, ni de Jérusalem-est) imposées par Shamir étaient respectées. Toutefois, les négociations s'enlisèrent très vite du fait de l'obstination de la droite sioniste. Il en résulta le bras de fer le plus spectaculaire de l'histoire des rapports israélo-américains, avec brouille manifeste entre le parrain et son filleul et refus d'accorder le prêt demandé sans contrepartie politique.

Le préalable immédiat des accords

La pression américaine, la perspective d'une rupture entre la plus grande puissance

du monde et son protégé sioniste au moment où la situation socio-économique israélienne s'aggravait sans cesse, furent déterminantes pour la victoire obtenue de justesse par le parti de Rabin-Pérès aux législatives de juin 1992. Le retour de ce tandem au pouvoir ouvrait la voie à la Pax americana bloquée par Shamir. En 1987-1988, Rabin et Pérès — soutenus par le gratin de l'establishment militaire sioniste — avaient déjà placé la question du "compromis territorial" au centre de leur campagne politique. Pour les deux dirigeants "travailleurs" fidèles au plan Allon, Israël était obligée de choisir entre la "terre", d'une part, et la "judéité" de l'Etat "démocratique" (*sic*) d'autre part : les deux autres options leur semblaient impossibles à maintenir à long terme, puisqu'elles risquaient de saper irrémédiablement le soutien des pays impérialistes et des communautés juives dans ces pays à l'Etat sioniste — soutien dont cet Etat est structurellement dépendant.

L'expulsion violente des Palestiniens "à froid" étaient impensables, sauf pour les excités de l'extrême-droite sioniste fascisante, représentée dans le gouvernement Shamir (le problème des sionistes est que les Palestiniens, en 1967, avaient assimilé la leçon de 1948 et s'étaient accrochés à leur territoire). L'annexion de la Cisjordanie et de Gaza était donc impossible, car l'octroi de la citoyenneté israélienne aux habitants de ces territoires, qu'elle impliquerait en vertu des règles internationales, serait de nature à bouleverser radicalement la composition ethnique de l'Etat d'Israël, mettant en péril sa nature d'"Etat juif". En outre, l'option du Likoud, celle de l'annexion rampante, sans octroi de citoyenneté, perpétuerait une situation d'apartheid qui — outre le fait qu'elle laminait l'image de marque "démocratique" de l'Etat sioniste — devenait de plus en plus périlleuse avec la radicalisation de la lutte des Palestiniens sous l'occupation et leur croissance démographique très supérieure à celle des Israéliens (hors immigration). Par les accords de Camp David entre Begin et Sadate sous le patronage de Carter, le Likoud s'était lui-même placé, depuis 1979, dans la perspective d'une autonomie administrative palestinienne dans les Territoires occupés en 1967, sans pour autant admettre le principe du "compromis territorial". Pour Begin, et encore plus Shamir, Israël devait conserver ces territoires, rebaptisés "Judée-Samarie", en concédant une sorte de statut d'extra-territorialité à leurs habitants palestiniens : une expulsion symbolique, juridique, en quelque sorte.

Pour Rabin-Pérès et l'ensemble des sionistes éclairés, Israël avait tout intérêt à

"échanger la terre contre la paix". Il ne s'agit pas pour eux, bien entendu, de la restitution totale des Territoires de 1967, encore moins de la rétrocession d'une partie des territoires de 1948 (dont, bien sûr, le Triangle et la Galilée à majorités arabes) et de l'abolition des lois racistes empêchant les Palestiniens de retourner s'installer où ils le désirent sur la terre dont ils ont été expulsés et d'y jouir d'une pleine égalité de droits avec l'ensemble des habitants, sans discrimination aucune — seul compromis historique susceptible de déboucher sur une véritable paix entre le peuple israélien et le peuple palestinien dans son ensemble. Ce dont il s'agit pour les sionistes éclairés, en vertu du plan Allon, c'est uniquement d'un retrait *partiel* des Territoires occupés en 1967 : évacuation des zones de peuplement palestinien sauf Jérusalem-est annexée par les travailleurs dès 1967, avec maintien des implantations sionistes sur toutes les parties stratégiques de ces territoires (notamment le long du Jourdain — la plus grande part des implantations en Cisjordanie ont été fondées sous les travailleurs) et déploiement de l'armée permettant d'assurer le contrôle de ces territoires et de filtrer les échanges humains et matériels entre les zones palestiniennes et l'environnement arabe. En échange de cette caricature de "compromis territorial", l'Etat sioniste-raciste exigeait la reconnaissance par ses voisins arabes de sa légitimité, leur engagement à préserver la sécurité de ses frontières et la "normalisation" de leurs rapports avec lui, c'est-à-dire essentiellement — au-delà des formes diplomatiques, certes non négligeables — l'ouverture des marchés arabes aux marchandises et capitaux israéliens (voire l'afflux de capitaux arabes dans les banques israéliennes).

Les évolutions historiques décrites ci-dessus ont, à la fois, conféré à ce plan une urgence qu'il n'a jamais eue auparavant et imposé un amendement à la version initiale d'Ygal Allon, soutenue par Rabin et Pérès :

► *L'Intifada a accru considérablement l'urgence d'une évacuation israélienne des zones à peuplement palestinien de Cisjordanie et de Gaza.* En imposant à l'armée sioniste de réprimer en permanence des manifestations de rue avec une forte participation d'enfants et de femmes, l'Intifada a causé une véritable "gangrène morale" dans les rangs d'une armée dont la mobilisation idéologique — la conviction de se battre pour "la survie d'Israël" — a toujours été un facteur primordial de son efficacité. En ce sens, l'Intifada a été inspirée par les leçons de la résistance libanaise à l'occupation sioniste, premier cas dans l'histoire d'Israël où l'Etat sioniste se



retire d'un territoire arabe sans avoir réalisé ses objectifs et sans avoir pu imposer ses conditions, la population et l'armée israéliennes ayant perdu toute motivation de rester au Liban face à un mouvement de masse croissant et à une guérilla militaire suffisamment performante pour alimenter une puissante pression politique pour l'évacuation de son sol. Dès 1988, le gratin de l'establishment militaire sioniste se prononçait pour l'évacuation de Gaza et des zones à peuplement palestinien de Cisjordanie, même sous la forme d'un retrait unilatéral, non négocié, puisque de toute manière l'armée maintiendrait ces territoires dans son étau, de sorte à circonscrire toute menace à la sécurité d'Israël et des implantations sionistes, tout en se dépitant de la tâche épuisante du contrôle de la population civile.

Certes, comme n'ont pas manqué de le relever tous les observateurs, l'Intifada à partir de 1989, puis à la suite de la guerre du Golfe, avait connu une baisse nette de régime et montré des signes d'essoufflement, sans toutefois s'interrompre et sans jamais retourner à la situation préalable à 1987. Rien cependant n'autorisait quiconque en Israël à prétendre que la situation était en voie de se "normaliser". Bien plus, en fait, l'Intifada s'était accrue d'une nouvelle dimension de sa lutte, en progression évidente depuis la guerre du Golfe, à savoir la recrudescence des actions violentes, individuelles ou organisées, menées par des Palestiniens contre les colons sionistes, contre l'armée d'occupation, voire sur le territoire officiel de l'Etat d'Israël. Il va sans dire que ces actions violentes (dont beaucoup sans armes à feu) ne sont pas de nature et de densité telles qu'elles puissent menacer la "sécurité de l'Etat d'Israël", de même que la guérilla au Liban ne pouvait pas vaincre *militairement* l'armée sioniste. Mais ces actions étaient et restent certainement d'une performance telle qu'elles créent un véritable sentiment d'insécurité au sein de la société israélienne, et en particulier ses secteurs en contact avec la population palestinienne, les colons et l'armée bien sûr, mais aussi les Israéliens en contact avec la main-d'œuvre palestinienne exploitée à la manière sud-africaine.

Ce durcissement des formes de lutte de l'Intifada, tout à fait prévisible en raison même de l'essoufflement relatif des manifestations de rue et de la riposte israélienne croissante aux jets de pierre par des tirs meurtriers, a été principalement le fait d'un courant croissant sans cesse depuis le début de l'Intifada parmi les Palestiniens des Territoires de 1967 : le courant intégriste musulman dont l'expression majeure est le Mouvement de la résistance isla-

mique, Hamas. En Palestine, comme dans la plupart des autres cas de croissance de l'intégrisme islamique, ce courant est porté par l'exaspération des masses, et notamment de la jeunesse, face à une oppression de plus en plus intolérable, alors que la faillite historique du nationalisme bourgeois est devenue manifeste (en Palestine, les reculades successives de la direction Arafat) et que la gauche est soit négligeable (la plupart des cas), soit politiquement incapable de s'ériger en direction de rechange à la direction bourgeoise, à l'échelle historique (le cas palestinien). C'est-à-dire que la croissance du courant intégriste, dans beaucoup de cas sinon la plupart, n'est pas *d'abord* l'expression d'un basculement à droite de la société, comme le fut la montée du fascisme en Europe, que beaucoup citent pour établir de fausses analogies et justifier leur soutien aux dictatures issues du nationalisme



bourgeois. Cette croissance — et cela est clair dans le cas palestinien — peut être d'abord l'expression d'une radicalisation de la lutte nationale et démocratique, *dévoyée et déformée*

pour les raisons historiques précitées, de la même façon que le fut la lutte des masses iraniennes contre le Chah. Il n'en reste pas moins, bien entendu, que l'hégémonie intégriste sur un mouvement de masse né dans ces conditions est de nature à l'orienter dans le sens d'une régression réactionnaire des formes de conscience, se combinant avec une répression obscurantiste et sexiste au sein même du mouvement.

La recrudescence des actions violentes prônées et revendiquées par les intégristes palestiniens et l'expansion de leur courant au sein de leur population allaient en faire la "bête noire" du gouvernement d'Itzhak Rabin. Celui-ci crut leur asséner un grand coup en expulsant 415 d'entre eux vers le Sud-Liban en décembre 1992 : il commit ainsi une lourde bétise, apportant un renfort politico-médiatique considérable à leur mouvement. Rabin avait tablé sur l'isolement des intégristes, qui rejetaient avec véhémence les "négociations de paix" organisées par Washington et critiquaient violemment la direction Arafat de l'OLP. Il ne put que s'apercevoir du fait naturel et prévisible que la répression par Israël de ce courant, visant à l'affaiblir organisationnellement, le renforçait politiquement. La leçon de Jordanie s'imposait à nouveau : l'intervention de l'armée sio-

niste de l'autre côté du Jourdain en avril 1968 (bataille de Karameh) avait galvanisé ceux qu'elle croyait dissuader de poursuivre leur combat ; seule l'action de l'armée jordanienne elle-même put venir à bout du mouvement armé des masses palestiniennes. Cette même leçon s'était répétée au Liban où une armée arabe, l'armée syrienne, fut plus efficace pour juguler le mouvement des masses palestiniennes que les multiples interventions israéliennes.

En un sens, la leçon jordanienne de 1970 était à la source du plan Allon, comme indiqué plus haut. Ce plan visait à charger la monarchie hachémite du contrôle répressif des zones à peuplement palestinien de Cisjordanie. Or, depuis l'Intifada, cette "option jordanienne", comme elle fut appelée, était devenue caduque. Du fait que le Likoud lui-même avait accepté de négocier de manière quasi-directe avec la direction de l'OLP, cette nouvelle "option", l'option Arafat, pouvait être envisagée par Rabin-Pérès sans trop de risques politiques. Ils s'assurèrent de mettre la loi israélienne en conformité avec leur action, en obtenant l'abolition de la criminalisation des contacts avec l'OLP. Puis, ils engagèrent des négociations indirectes, puis directes, mais toujours secrètes, avec la direction Arafat, qui débouchèrent sur les accords de Washington.

Le seul élément nouveau dans le processus d'Oslo-Washington par rapport au projet historique de la direction Rabin-Pérès est le fait qu'il se réalise directement avec la direction de l'OLP, plutôt qu'avec le roi Hussein ou la représentation des Palestiniens de l'intérieur.

Croire que les accords constituent une rupture du "consensus sioniste" quant à la souveraineté israélienne sur les territoires de 1967, c'est se méprendre sur la nature du consensus sioniste qui n'a jamais porté sur le "Grand Israël" des ultras du sionisme, ni même sur la "Judée-Samarie" du Likoud et des mystiques. Le débat provoqué par Rabin et Pérès en 1988 sur le "compromis territorial", en continuité avec le plan Allon, en est la démonstration. Il y avait par contre un "consensus sioniste" indéniable sur la question des négociations directes avec l'OLP — quoique Shimon Pérès, en particulier, ait pris soin ces dernières années, surtout depuis le début des négociations directes entre Washington et la direction de l'OLP en 1988, de transformer le refus absolu du dialogue en refus conditionné par des concessions exigées de celle-ci, des concessions équivalant à une renonciation totale à tout ce qui fit son identité historique et lui permit d'être perçue comme l'incarnation de la lutte natio-

nale palestinienne.

Rabin-Pères ont choisi de rompre ce consensus-là, au lieu de se contenter de traiter avec la délégation des Palestiniens de l'intérieur aux négociations organisées par les Etats-Unis. Pour juger de la portée historique de cette décision, débouchant sur la reconnaissance de l'OLP comme "représentant du peuple palestinien" — sans succomber à la formidable intoxication médiatique suscitée par les accords sur le thème d'une "paix" qui ressemble fort au "nouvel ordre mondial" — il faut examiner les considérations qui étaient à la base du refus israélien. En effet, le problème n'était plus depuis longtemps, et sans ambiguïté possible depuis la fin de 1988, le programme fondamental de l'OLP visant à la destruction de l'Etat sioniste. La direction de l'OLP avait progressivement abandonné la Charte nationale palestinienne de 1968 pour postuler à un règlement négocié avec l'Etat d'Israël, en offrant de le reconnaître et de coexister en paix avec lui en échange d'un retrait israélien des Territoires occupés en 1967 débouchant sur la création d'un "Etat palestinien indépendant et souverain", Etat de tous les Palestiniens y compris les réfugiés. Cette dernière revendication était devenue, depuis plusieurs années, l'objet du consensus national palestinien, du seul objectif commun à toutes les fractions territoriales et à toutes les tendances politiques du peuple palestinien — un programme transitoire beaucoup plus réaliste que l'objectif maximaliste de "libération de la Palestine".

Ce consensus avait néanmoins été récemment rompu de fait par la direction Arafat de l'OLP, quand elle accepta de négocier dans le cadre de la "conférence de Madrid" sur "l'autonomie palestinienne", prévue dans les accords israélo-égyptiens de Camp David que l'OLP avait violemment dénoncé en leur temps. L'objectif de l'Etat palestinien indépendant et souverain était cependant maintenu dans le discours officiel. Si toutefois le gouvernement israélien de Shamir refusait toujours de négocier directement avec la direction Arafat, c'est parce qu'il estimait que cela équivalait à une reconnaissance des droits des Palestiniens de la diaspora. C'est le refus de reconnaître ces droits-ci qui, depuis l'accommodation programmatique de l'OLP, était devenu la raison fondamentale du consensus sioniste quant à sa non-reconnaissance.

Par les accords de Camp David signés par Begin lui-même, le gouvernement israélien a reconnu depuis quinze ans déjà non seulement "l'existence" des Palestiniens dans les Territoires occupés en 1967, mais aussi et bien plus, leur droit à l'auto-

nomie administrative suivie, après une période transitoire de cinq ans, de leur droit d'être consultés sur leur avenir. Ce que l'establishment sioniste toutes tendances confondues a, par contre, toujours refusé de reconnaître, c'est le droit des réfugiés palestiniens, de cette majorité du peuple palestinien contrainte à l'exil par le sionisme, et dont l'existence même est un rappel permanent de l'injustice historique qui est à la base de l'Etat d'Israël et du "problème palestinien", bien avant 1967.

La reconnaissance par Rabin de l'OLP comme "représentant du peuple palestinien" aurait été un événement d'une formidable portée historique si elle comportait cette signification-là, si elle était reconnaissance des droits du peuple palestinien dans son ensemble. Or, la vérité est que Rabin n'a pas reconnu l'OLP telle qu'elle était et telle que l'establishment sioniste a toujours refusé de la reconnaître. *Ce que Rabin a reconnu, c'est l'OLP pliée à ses conditions et celles de Pères, au-delà de ce qu'eux deux auraient jamais pu espérer. C'est-à-dire non seulement une direction de l'OLP qui reconnaît au préalable la légitimité de l'Etat d'Israël, Etat sioniste-raciste fondé sur l'expulsion et l'oppression sanglante du peuple palestinien, sans parler des populations voisines — ceci, faut-il encore le rappeler, est déjà le cas le plus officiellement possible depuis 1988. Mais aussi, et surtout, une direction de l'OLP qui accepte de signer des accords de "paix" parmi les plus injustes et humiliants de l'histoire des capitulations, puisque non seulement ils portent sur le partage du territoire occupé entre l'occupant (armée et implantations) et les autochtones, mais ils nient le droit des territoires qui seront évacués à disposer des attributs de la souveraineté, à commencer par une armée nationale, et même à s'appeler Etat (seulement "auto-gouvernement"), ne reconnaissent aucun droit aux réfugiés de 1948, la grande majorité des Palestiniens, pas même le droit de s'installer sur le territoire de "l'auto-gouvernement" en Cisjordanie et à Gaza. Même dans le cas des réfugiés de 1967 (ceux qui ont quitté les Territoires de 1967 fuyant l'invasion sioniste), seule une partie d'entre eux, sur la base de listes agréées par les autorités de l'occupation, sera admise.*

On pourrait certes prolonger la liste des conditions infamantes des accords de Washington ("la structure, les pouvoirs et les responsabilités de l'autorité palestinienne", et même son "système électoral", sont soumises à l'accord préalable du gouvernement sioniste ; les ressources hydrauliques sont partagées, les prisonniers ne sont pas mentionnés, etc.) ; ce qui a été

cité suffit néanmoins amplement à les caractériser pour ce qu'ils sont, comme le fait un éventail très large de forces palestiniennes qui va des intégristes à l'extrême-gauche, en passant par des nationalistes bourgeois parmi les plus modérés qui jusqu'aux accords faisaient encore partie de l'establishment de l'OLP, y compris de sa direction suprême. Ce fait indéniable est une démonstration éclatante de ce que la "rupture de consensus" la plus grave occasionnée par ces accords est bien la rupture du consensus national palestinien — beaucoup plus grave, massive et profonde que toute division au sein de la société israélienne. Du côté israélien, le débat oppose entre eux des sionistes également attachés à la "judéité" de l'Etat et à sa sécurité, en désaccord sur la meilleure façon de les préserver à long terme. Du côté palestinien, le débat oppose les partisans d'une capitulation essentiellement collaborationniste à ceux qui refusent cette capitulation avec pour dénominateur commun le sentiment d'une dignité nationale bafouée et de droits élémentaires foulés aux pieds. Ceci explique le fait bien connu que les négociations ont été menées du côté palestinien, par une fraction Arafat opérant derrière le dos de ses propres partenaires de la direction officielle de l'OLP — dont une minorité seulement (huit sur dix-huit) a fini par approuver les accords — et de la délégation des Palestiniens de l'intérieur aux négociations publiques (pourtant désignée par Arafat), qui se sentant court-circuitée a failli remettre sa démission peu avant la conclusion des accords.

En échange de ce plan Allon nouvelle formule, la direction de l'OLP s'est engagée à faire cesser l'Intifada, à renoncer au "terrorisme et à tout autre acte de violence" (engagement unilatéral qui, face à la violence sioniste quotidienne et mille fois plus forte, est inqualifiable). Elle s'est engagée à faire régner "l'ordre" dans les territoires qui lui seront concédés, au moyen de la "puissante force de police" que prévoit les accords à cette fin. Dans le contexte militaire et politique créé par ceux-ci, cet ordre devra s'exercer essentiellement contre les détracteurs des accords — ceux qui chercheront à en bousculer les limites infamantes et à poursuivre la lutte pour le démantèlement des implantations sionistes et le retrait total de l'armée israélienne des Territoires occupés en 1967, ainsi que pour les droits imprescriptibles du peuple palestinien et de sa majorité en exil forcé. En d'autres termes, et conformément aux visées sionistes depuis le plan Allon, une force répressive arabe — palestinienne, et non plus jordanienne — sera chargée de juguler les

Palestiniens des Territoires, par procuration de l'armée israélienne et sous son contrôle étroit (celle-ci se réserve même, au besoin, un "droit de poursuite").

L'"auto-gouvernement"

Lorsque Yasser Arafat se vante publiquement d'avoir fait ses preuves quant au maintien de l'ordre au Liban, il met le doigt sur la considération principale qui a poussé le gouvernement sioniste à négocier directement avec lui. En effet, dès lors que le plan Allon nouvelle formule devait être réalisé avec la participation d'une autorité palestinienne, plutôt qu'avec la monarchie jordanienne, le gouvernement Rabin-Pérès eut vite fait de comprendre qu'il obtiendrait bien plus de la direction Arafat de l'OLP installée à Tunis et confrontée au problème de l'entretien de son énorme appareil bureaucratique, qu'il n'en obtiendrait jamais de représentants de l'intérieur soumis à la pression quotidienne d'un mouvement de masses en lutte. Ce calcul évident s'est avéré bien fondé.

Par ailleurs, le gouvernement Rabin-Pérès sait pertinemment que la direction Arafat a "fait ses preuves au Liban". Il sait que pour la tâche de répression par procuration de toute velléité de poursuite de la lutte nationale palestinienne — qui est la principale tâche dévolue à l'appareil d'"auto-gouvernement" palestinien agréé par l'occupation sioniste — aucune direction de l'intérieur ne réunit les qualifications bureaucratiques répressives, les moyens humains et matériels, le prestige nécessaire et la disposition à remplir la tâche qui caractérisent la direction Arafat.

Cette défiance vis-à-vis des Palestiniens de l'intérieur et cette confiance en l'appareil d'Arafat que proclament publiquement les chefs des services répressifs israéliens, sont parfaitement illustrés par la seule entorse qu'ils ont admise au principe de non-retour des réfugiés palestiniens : avec Arafat et les hommes de son appareil (à l'exclusion de tout opposant aux accords), sont admis sur les territoires livrés par l'armée israélienne les soldats des unités jordanienues et égyptiennes de l'ALP (Armée de libération de la Palestine), unités rattachées aux armées régulières de ces deux pays depuis la création de l'OLP et de l'ALP par la Ligue des Etats arabes en 1964 (il est même spécifié qu'ils doivent être détenteurs de documents jordanienues ou égyptienues, et "entraînés comme des policiers" !). La désignation même de ces unités, à l'exclusion des autres formations de l'ALP (syrienues et irakiennes), est tout à fait éloquentue. D'ores et déjà, ce noyau dur de la future police palestinienne subit un entraînement

intensif de la part des forces armées jordanienues et égyptienues en vue d'être prêt à assumer la tâche qui lui est attribuée. Il est également significatif qu'une forme prioritaire de l'aide des puissances impérialistes à "l'autorité" palestinienne soit de la doter en moyens de répression : ainsi, Delors déclarait-il à l'issue de sa rencontre avec Arafat, début novembre, que l'Union européenne allait livrer en urgence des armes, véhicules et hélicoptères à la police palestinienne !

De plus, l'option jordanienne du plan Allon n'est pas abandonnée, mais seulement remplacée par l'option *palestino-jordanienne* énoncée dans le plan Reagan de 1982. L'OLP s'était placée elle-même depuis longtemps dans le cadre de ce dernier plan en adoptant le principe d'une confédération jordanopalestinienne. Ce projet est au cœur des accords de Washington : si le choix de Gaza comme première étape s'explique aisément par la grande difficulté de l'occupation israélienne à contrôler ce territoire très densément peuplé (d'une grande majorité de réfugiés de 1948), le choix de la bourgade de Jéricho ne s'explique que par sa proximité de la frontière jordanienne (pont Allenby). Le chef-lieu de "l'auto-gouvernement palestinien" sera ainsi en osmose directe avec l'Etat jordanien. Pour Rabin-Pérès, la "structure régionale" israélo-jordanopalestinienne, conçue comme marché commun, doit être le cheval de Troie de la pénétration économique du hinterland arabe par le sous-impérialisme israélien. Selon ce schéma, les bourgeoisies compradore, palestinienne et jordanopalestinienne, doivent devenir les agents actifs de cette pénétration. Une réserve de main-d'œuvre à bon marché pourra également être exploitée sur place par le capital israélien, sans les risques sécuritaires inhérents à l'importation de main d'œuvre arabe dans les territoires à peuplement israélien.

En somme, "l'auto-gouvernement palestinien" de la direction Arafat sera un cas extrême d'administration coloniale indirecte, plus proche d'un gouvernement "fantôme" que des gouvernements néocoloniaux issus de la décolonisation. Il sera ainsi, ou ne sera pas : le gouvernement sioniste a décidé de procéder par étapes, en commençant par Gaza et Jéricho, pour tester l'efficacité de l'appareil d'Arafat dans la tâche répressive qui lui est dévolue. Si cet appareil s'avérait incapable de mener à bien cette tâche, les accords de Washington finiront à la poubelle. Ainsi, l'épée de Damoclès israélienne sera l'aiguillon permanent, et certainement le prétexte majeur, de la répression policière palestinienne : telle est la logique infernale de tout pouvoir collaborationniste avec

une puissance occupante.

Et tel est bien ce qui est le plus condamnable dans la participation de la direction Arafat aux accords de Washington. Il faut se garder des sophismes du "moindre mal" et des rapports de force invoqués comme justification de toutes les capitulations (surtout quand ceux qui subissent l'occupation sont "court-circuités" par les bureaucrates de l'exil doré à Tunis). Dans le cadre des rapports de force existant depuis 1967 entre l'Etat d'Israël et le peuple palestinien fragmenté, en l'absence de tout soutien arabe et international susceptible de modifier ces rapports, il n'était pas possible, de toute évidence, d'obtenir un retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste des Territoires occupés en 1967. Il n'était pas possible, en d'autres termes, de réaliser l'objectif transitoire juste, mais quelque peu illusoire, de l'Etat palestinien indépendant et souverain, au véritable sens de ces termes et non dans l'interprétation caricaturale et démagogique qu'en donne Arafat aujourd'hui.

Le seul objectif immédiat réaliste était celui d'un retrait inconditionnel de l'armée israélienne des agglomérations palestiniennes formulé par la Direction de l'Intifada au cours de ses premiers mois d'existence. La pression de la lutte palestinienne sous ses différentes formes pouvait raisonnablement aboutir à ce résultat, à condition de ne pas saboter cette lutte en semant l'illusion de la réalisation des objectifs palestiniens par la voie diplomatique et grâce à Washington. Si l'Intifada a baissé de régime, en effet, ce n'est pas uniquement pour des raisons objectives, mais aussi, voire surtout, pour des raisons de direction — la direction de Tunis ayant tout fait pour rétablir son hégémonie sur le mouvement qui s'en était affranchi au cours de ses premiers mois. Certes, l'auto-administration palestinienne qui aurait pu ainsi naître n'aurait pas été entièrement souveraine et aurait été limitée aux mêmes territoires que l'armée israélienne envisage maintenant d'évacuer. Mais elle n'aurait pas eu à reconnaître la légitimité de l'Etat sioniste, et encore moins celle de la présence de ses implantations et de son armée sur les Territoires occupés en 1967 : elle n'aurait pas eu à s'engager par contrat de procuration à juguler la lutte nationale palestinienne contre l'occupation maintenue. Les réfugiés n'auraient pas plus été autorisés à venir s'installer dans les territoires évacués qu'ils ne le sont par les accords de Washington ; mais cela aurait concerné tous les Palestiniens de l'exil, sans exception faite aux appareils militaires et bureaucratiques répressifs.

Or, il est difficilement contestable qu'une auto-administration des Palesti-

niens de l'intérieur, avec l'expérience des formes d'auto-organisation à la base nées aux premiers temps de l'Intifada, aurait été beaucoup plus à même de correspondre aux intérêts bien compris des masses palestiniennes, qu'un "auto-gouvernement" dont la colonne vertébrale est l'appareil répressif bourgeois de l'exil, bien plus corrompu et plus répressif encore que ne l'était "l'armée des frontières" algérienne dirigée par Boumedienne qui se chargea de faire avorter le potentiel révolutionnaire surgi en Algérie avec l'indépendance. L'armée israélienne va évacuer les agglomérations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, et c'est tant mieux pour les masses qui ont subi directement l'occupation depuis plus d'un quart de siècle. Mais toute poursuite de la lutte nationale palestinienne, et toute radicalisation sociale de cette lutte, devront dorénavant affronter une police palestinienne dont il reste à démontrer qu'elle sera moins répressive que l'armée sioniste, à la longue sinon à court terme, d'autant plus qu'elle devra agir en coordination étroite avec les appareils répressifs israélien et jordanien.

Quelles perspectives ?

Le problème auquel les masses palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza sont aujourd'hui confrontées n'est pas celui de la lutte contre les accords de Washington, au sens d'une lutte contre leur application. En l'absence d'une alternative immédiate, il serait absurde de définir les tâches en ces termes. Ce dont il s'agit, c'est de *déborder le cadre contraignant de ces accords* : il s'agit d'abord de *poursuivre la lutte sous toutes ses formes légitimes (à l'exception de toute violence contre des civils désarmés) contre l'occupation maintenue, contre la présence de l'armée et des implantations sionistes dans les Territoires de 1967, contre la mainmise israélienne sur les ressources de ces territoires, contre la pénétration des marchandises et des capitaux israéliens — dans la perspective de l'Etat palestinien indépendant*. Il s'agira surtout de lutter pour le remplacement révolutionnaire de l'appareil bourgeois répressif palestinien par une *auto-organisation des masses palestiniennes* renouant avec la tradition de la première année de l'Intifada.

Pour les Palestiniens de l'exil, en particulier les réfugiés palestiniens de Jordanie, du Liban et de Syrie, le rêve de la libération et du retour en Palestine ne doit plus servir de prétexte à une attitude passive à l'égard des régimes en place, oppresseurs du peuple palestinien comme des populations autochtones. Les intérêts stratégiques

du peuple palestinien passent par le renversement révolutionnaire des régimes arabes oppresseurs, conjointement avec l'ensemble de ceux et celles qui subissent leur oppression. En particulier, l'intérêt immédiat de la très grande majorité du peuple palestinien qui vit sur les deux rives du Jourdain — et qui est majoritaire en Jordanie même — est de desserrer la chaîne qui l'étouffe en brisant son maillon le plus faible, la monarchie jordanienne, et en transformant la Jordanie à nouveau en cet épiscentre régional de la lutte anti-sioniste et anti-impérialiste qu'elle fut entre 1967 et 1970. En d'autres termes, il faut remplacer la confédération prévue entre le roi Hussein et Arafat par une *réunification révolutionnaire des deux rives du Jourdain*.

Cette orientation de lutte exige l'émergence d'une direction prolétarienne de la lutte palestinienne, d'un mouvement autonome des masses laborieuses palestiniennes en symbiose étroite avec les luttes des classes exploitées et des masses opprimées dans les pays de l'exil. C'est de ce point de vue qu'il faut juger le bilan et les choix des directions en exil de la gauche palestinienne. Leur incapacité à s'affirmer comme direction de rechange à la direction Arafat du mouvement des masses palestiniennes est certainement due au fait qu'elles n'aient jamais pu formuler un programme de classe combinant les dimensions nationale, démocratique et sociale ; qu'elles n'aient pas su déjouer les récupérations successives du mouvement de masse par la direction Arafat, et agir résolument pour une réorganisation démocratique des institutions représentatives de la lutte palestinienne ; qu'elles se soient constamment compromises avec des régimes, celui de Damas en particulier, haïs à juste titre par les masses palestiniennes ; en un mot, qu'elles aient agi dans les limites étroites d'un nationalisme petit-bourgeois, certes radicalement anti-sioniste et anti-impérialiste, mais non anti-capitaliste.

Le choix que font ces directions aujourd'hui de constituer un "Front national, démocratique et islamique" avec des organisations inféodées à Damas ainsi qu'avec le mouvement intégriste ne peut que desservir l'objectif qu'elles s'assignent elles-mêmes de se hisser à la tête de la lutte des masses palestiniennes. D'une part, c'est faire preuve d'une grande myopie politique que de s'allier aux organisations contrôlées par Damas, totalement discréditées aux yeux des masses, et sou-

mises au bon vouloir d'un régime qui négocie lui-même un accord avec l'Etat sioniste sous égide américaine. D'autre part, c'est faire le jeu des intégristes que d'accepter des compromissions idéologiques avec eux, jusques et y compris dans le nom du Front unique, et d'abdiquer le devoir impérieux d'une lutte idéologique implacable contre leur programme social éminemment réactionnaire. Les alliances sur le terrain, en Palestine, contre l'occupation sioniste et toute autre forme de répression à l'avenir, ne peuvent certes pas être proscrites avec le mouvement intégriste devenu une composante incontournable de cette lutte. Mais s'il s'impose de "frapper ensemble" sur des objectifs précis avec ce mouvement, il ne s'impose pas moins de "marcher séparément", c'est-à-dire de ne pas mélanger les bannières et de ne pas mettre une sourdine à la lutte idéologique contre le fanatisme reli-

gieux, l'obscurantisme et le sexisme des intégristes.

Les choix actuels des directions en exil de la gauche palestinienne ne sont pas de nature à faciliter la construction

indispensable d'un mouvement israélien de lutte pour le retrait total de l'armée sioniste des Territoires de 1967 et le démantèlement des implantations qu'elle protège. Ils sont encore moins de nature à faciliter la construction d'une gauche radicale anti-sioniste israélienne, condition primordiale pour une rupture de la classe ouvrière israélienne avec le sionisme sans laquelle le démantèlement de l'Etat sioniste et la désionisation de la société israélienne sont impensables. Cela est d'autant plus regrettable que l'on peut raisonnablement espérer que le choc psychologique des accords de Washington pourra favoriser le développement d'une réflexion critique sur le sionisme au sein des travailleurs et des jeunes de l'Etat d'Israël.

C'est à cette fin que s'attellent les révolutionnaires israéliens. Avec l'ensemble des militants solidaires des droits imprescriptibles du peuple palestinien, et notamment ceux des pays impérialistes, ils continueront à soutenir la lutte nationale palestinienne contre le gouvernement sioniste et tout autre oppresseur, indépendamment de la nature des directions de cette lutte. Mais ils privilégieront dans leur soutien tout ce qui permettra à la lutte palestinienne d'avancer sur la voie de la radicalisation de classe et de l'internationalisme.

★

Décembre 1993



Agir et pas dénoncer

Avec la signature des Accords d'Oslo, quelque chose s'est produite au Moyen-Orient, et quelque ait pu être notre évaluation de la situation, elle ne sera pas identique à la réalité qui prévalait avant la signature de l'accord israélo-palestinien. Il est trop tôt pour dire à quoi ressemblera le nouvel ordre et pour déterminer le cadre socio-politique qui prévaudra dans un an ou deux.

Sergio YAHNI
et Michel WARSCHAWSKI



Par contre nous savons que ceux qui affirment savoir quel sera le sort des des Palestiniens, des Territoires occupés et de l'Etat d'Israël, suite aux documents signés par le gouvernement israélien et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), se trompent et nourrissent des illusions : il y a trop de facteurs inconnus entre les lignes des accords et, surtout, dans les réactions politico-institutionnelles des peuples, de leurs différents secteurs et classes.

Malgré tout, nous devons essayer d'évaluer l'accord et les différentes options qui se présentent, et sur la base de ce jugement, déterminer une ligne politique qui met en avant les besoins des peuples et leur capacité à agir pour les satisfaire.

L'accord signé à Washington par Shimon Perez et Abu Mazen n'est pas un bon accord, et il ne rend pas justice au peuple palestinien. Abu Mazen, lui-même, serait d'accord avec cette caractérisation. L'accord a été dicté à la direction de l'OLP par Israël et l'Egypte, à partir d'un rapport de forces qui n'a cessé de se dégrader depuis 1990. Et ce, même si cet accord est différent de la formule de Madrid, qui avait été adoptée à la veille de la Conférence de Madrid et qui a fourni le cadre de travail pour les négociations israélo-palestiniennes à Washington. Dans ce sens, nous devons analyser l'Accord d'Oslo dans le cadre de notre réponse glo-

bale à la Conférence de Madrid.

Cette dernière a été le résultat de deux développements, l'un positif et l'autre négatif. D'abord l'Intifada, qui a mis fin à un quart de siècle de statu quo dans les territoires occupés, et a contraint Israël, les pays de la région et la communauté internationale à placer la question de l'occupation et de la nation palestinienne au centre de leurs discussions. Ensuite, la guerre du Golfe, qui a souligné et a donné une expression aux rapports de forces régionaux, en faveur de l'impérialisme américain et ses alliés, et au détriment du mouvement national palestinien.

Endoscopie d'un accord

La combinaison de ces développements politiques a mis la question palestinienne sur l'agenda du "nouvel ordre" dans la région, quoi que de façon très limitée : en excluant l'OLP du processus, en négligeant le retrait israélien des Territoires occupés et en abandonnant la question de l'auto-détermination. Le mouvement national palestinien n'avait pas le choix : il fallait accepter la "solution" imposée par Shamir et Baker, et ouvrir des négociations avec Israël sous des conditions monstrueuses, ou la rejeter et en payer le prix par un conflit avec la plupart des gouvernements arabes. Après avoir mesurer les conséquences de ce choix, la direction de l'OLP a accepté le diktat américain.

Les pourparlers entre Israéliens et Palestiniens n'ont mené à rien au cours de l'année dernière pour essentiellement deux raisons : le refus israélien d'accepter une période d'autonomie limitée comme une étape vers un retrait permanent et la satisfaction du droit à l'autodétermination palestinien et l'interprétation étroite de la notion d'"autonomie" donnée par la délégation israélienne. Pourtant, malgré ces points d'achoppement, le gouvernement du Parti travailliste et du Meretz avait intérêt à la signature d'un accord du fait de la situation dans les territoires et particulièrement dans la bande de Gaza, qui est devenue un second Liban après des années d'Intifada. L'idée de "Gaza d'abord" était une expression de la volonté et du besoin de sortir les forces armées israélienne du borbier de Gaza, sans céder sur les autres questions.

L'Accord d'Oslo est une victoire israélienne, surtout du fait qu'il soit basé sur une acceptation par les Palestiniens de l'idée de "Gaza d'abord". Qu'est ce que les deux parties ont cédé et obtenu pour parvenir à la signature de l'accord ?

Le gouvernement israélien a fait trois concessions : en plus de Gaza, il a accepté d'ajouter le petit territoire de Jéricho ; plus de substance et d'autonomie a été donnée à l'"auto-gouvernement" palestinien ; le troisième point a été un virage à 180 ° par rapport à l'attitude israélienne consistant à refuser de reconnaître l'OLP, pas seulement vis-à-vis de l'OLP mais aussi du

peuple arabe Palestinien et de son droit à une terre. Même si l'OLP, qu'Israël a finalement reconnue n'est que l'ombre de l'OLP des années 70 et 80, et si elle a perdu beaucoup de sa signification, cela ne diminue en aucun cas la dynamique et la signification politique symbolique de la reconnaissance par Israël d'une organisation qui représente toujours la majorité du peuple arabe palestinien.

En guise de compensation pour sa reconnaissance, et avec l'alibi de Jéricho, la direction de l'OLP a accepté, à une toute petite majorité, de "soulager" Israël de Gaza. Ceci sans aucune garantie du gouvernement Rabin qu'après l'autonomie suivra un retrait total et l'établissement d'un Etat palestinien, et sans que ne soit statué sur des questions majeures comme celle de la souveraineté de l'"auto-gouvernement" palestinien. De plus, la direction de l'OLP a accepté une normalisation unilatérale, et a mis fin aux affrontements, alors que des questions-clé relatives à l'occupation, l'autonomie, les implantations de colonies et les réfugiés palestiniens restaient sans solution et faisaient l'objet des négociations.

Dissymétrie flagrante

Il y a une dissymétrie entre les concessions faites par Israël et celles acceptées par la direction de l'OLP, et Itzhak Rabin peut se féliciter d'avoir pour une bouchée de pain obtenu énormément de l'OLP.

Une des principales réalisations d'Israël a été l'acceptation par les Palestiniens de la normalisation et d'un cessez-le-feu, et ce, avant que les problèmes fondamentaux sources du conflit israélo-palestinien n'aient été résolus. Des questions telles que le droit au retour n'ont reçu aucune réponse, l'occupation reste intacte et ce à quoi nous assistons est une normalisation unilatérale, manquant de symétrie et d'équité. Il n'y a rien de commun entre cette normalisation et un "compromis historique".

La normalisation que cherche le gouvernement israélien ne se limite pas aux relations palestino-israéliennes, mais vise toute la région. L'Accord d'Oslo est, sur le fond, une étape importante dans les tentatives de l'Etat d'Israël d'imposer son statut économique dans la région, d'ouvrir de nouveaux marchés et sera utilisé comme un tremplin pour gagner une dimension "internationale" au niveau régional. Contrairement à ce qui apparaît superficiellement, l'essentiel de l'Accord d'Oslo n'est pas dans l'établissement de la mainmise israélienne sur l'économie palestinienne (parce que ce contrôle existe déjà fortement avec l'occupation), il s'agit plu-

tôt d'utiliser la coopération israélo-palestinienne pour lier le marché régional au capitalisme israélien.

La plupart des analyses politiques, dans un sens ou l'autre, sur la question de l'accord lui donnent une interprétation unidimensionnelle ainsi qu'à son application : d'une part, la direction de l'OLP et le camp de la paix israélien et la droite israélienne sont convaincus que l'accord mènera inévitablement à l'établissement d'un Etat palestinien (ce qu'elle pense être la satisfaction du droit à l'autodétermination du peuple palestinien), et de l'autre, l'opposition palestinienne s'appuie sur les arguments médiatisés de l'establishment israélien, pour affirmer que cet accord ne peut pas conduire à un Etat palestinien mais conduira au contraire à un désastre national de l'ordre de celui de 1948.

Nous rejetons cette approche déterministe. Les accords expriment un rapport de force fondamental, mais la façon dont il sont mis en œuvre dépend du rapport de force à chaque étape du processus. L'Accord d'Oslo peut créer une situation dans laquelle le peuple palestinien des Territoires occupés sera en meilleure condition pour mener le combat pour ses droits. Cet accord a suscité dans la société israélienne une aspiration à faire des concessions substantielles, bien au-delà de celles qui sont déjà dans l'accord. Tout dépend du niveau de politisation parmi les masses palestiniennes et, dans une moindre mesure chez les masses israéliennes.

S'il y avait eu des forces politiques soutenues par les masses, et pas seulement des petits groupes détachés des masses, ces forces auraient pu enrayer le processus y compris en utilisant des activités "terroristes", dans ce cas la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section israélienne de la Quatrième internationale) aurait lutté avec elles contre cet accord et pour en trouver un meilleur. Ceci aurait pu être le signe qu'une alternative existait, parce que les masses ne se mettent généralement en mouvement que dans le cas où il y a une perspective identifiable. Dans ce cas, nous pouvons supposer que la direction de l'OLP n'aurait pas accepté les monstrueuses conditions imposées par le gouvernement israélien. Mais il n'y a aujourd'hui pas de force politique capable de faire échouer cet accord, et aucune perspective alternative ne peut-être indiquée aux masses. Il nous est impossible de démanteler l'accord, principalement du fait des forces limitées dont dispose la LCR.

La LCR n'est pas une organisation de politologues, ni de juges de l'Histoire. Par conséquent, notre tâche n'est pas de dénoncer cet accord, mais de faire tout ce

qui est en notre pouvoir pour créer les conditions permettant aux Palestiniens de défendre leurs droits, et de diriger ce nouvel accord dans le sens de leurs intérêts. C'est notre tâche principale au sein de la population israélienne, et c'est la voie que nous proposons aux forces palestiniennes qui partagent notre avis négatif sur l'accord, et qui mettent comme nous les masses au centre de leur préoccupations.

Nous ne devons pas dénoncer l'accord, mais exprimer notre manque de confiance dans le gouvernement Rabin et sa disposition à agir vraiment pour une paix israélo-palestinienne basée sur un retrait total, l'égalité et la satisfaction du droit à l'autodétermination. En d'autres termes, nous devons nous appuyer sur le large soutien dont bénéficient les accords dans l'opinion israélienne, afin d'en clarifier les termes pour la frange la plus consciente politiquement, pour qu'elle sache que sans elle, l'accord ne sera pas suffisant pour déboucher sur la paix et pour la gagner à cette tâche. La nécessité d'un démantèlement des colonies et du désarmement des colons, de l'établissement de la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est, et de modification radicale des termes de l'occupation (en démantelant les unités clandestines, en arrêtant la chasse aux personnes "recherchées", en libérant les prisonniers, en rapatriant les déportés, en libéralisant radicalement la délivrance de licences commerciales, en changeant de politique sur la question de la ré-unification des familles, etc.) sont parmi les éléments les plus importants de notre argumentation.

Bousculer l'accord

La satisfaction de ces revendications ne va pas seulement améliorer de façon radicale la situation des habitants des territoires occupés et renforcer leur confiance en eux, mais va aussi ébranler l'échéancier de l'accord et bousculer ses limites. Nos mots d'ordre devraient être : « une application totale de l'accord implique d'en dépasser les limites » et « la paix est une chose trop importante pour être laissée dans les mains du gouvernement. Nous ne laisserons pas Rabin gâcher les chances de la paix. »

Une autre de nos responsabilités est de convaincre une partie de l'opinion publique, et avant tout sa frange la plus consciente, qu'une vraie paix est une paix entre les peuples et non un accord boiteux entre leurs directions.

Une paix entre deux peuples est un lien plus fort que ce qui peut être conclu entre des directions : elle réclame l'égalité et la vérité. Arafat et Rabin peuvent signer

un accord basé sur une iniquité flagrante, sur l'humiliation et sur l'oblitération du passé, mais la vraie paix exige l'exact opposé : le respect mutuel, l'examen des racines des problèmes, la volonté d'assumer la responsabilité des crimes du passé et la tentative de réparer ce qui demande à l'être en faisant abstraction du rapport de forces.

Les pionniers de l'horreur

Cette tâche nous impose de mener une guerre sans merci à l'approche raciste et paternaliste des idéologues et des politiciens de la gauche sioniste qui jouent une fois encore un rôle pionnier en matière de distillation du poison raciste dans l'opinion publique, qui visent à ménager un soutien populaire à l'accord en s'appuyant sur le sentiment paternaliste israélien qui vident la notion de paix de sa substance.

A l'opposé de cette approche qui fait de la paix un moyen pour obtenir la sécurité, un instrument pour rassurer la majorité juive, nous devons concevoir la paix comme un but, comme une vision de la co-existence basée sur l'égalité et l'insertion dans la région ; nous donnons à la notion de paix un contenu positif, et la présentons comme un pas en avant, et non comme un retour en arrière vers les idées de « joli petit Israël », d'Israël fermé au monde arabe, celui des ashkénazes, celui qui est imbattable. Contre la forte tentation de la gauche sioniste d'utiliser la paix pour la reconstruction du consensus et de l'unité nationale que les différences entre classes sociales, le monolithisme ethnique et racial ne cessent de saper, nous voyons en la paix une ère nouvelle dans laquelle nous pourrions créer de nouveaux points de contact et d'unité, non pas entre Israéliens et Palestiniens en-bloc, mais entre les classes opprimées et en alliance avec tous ceux qui ont été exclus des prises de décisions et de la distribution des richesses, israélien et palestiniens ensemble.

Le peuple palestinien et son mouvement national ne sont pas unanimes dans leur jugement sur l'accord israélo-palestinien. Comme cela a été dit précédemment, certains le considèrent comme un bon accord alors qu'il est, pour de larges secteurs, un mauvais accord qui aurait mieux fait de ne jamais voir le jour. Ce débat ne se situe pas seulement entre Hamas et l'OLP, ou entre le Fatah et les autres organisations. Il divise le Fatah lui-même de la base au sommet, comme le montre l'opposition, au pari d'Arafat par des figures centrales de l'OLP, allant de Mahmoud Darwish à Khaled et Hani El-Hassan, (1). Il y a des raisons de croire qu'en dehors des Territoires occupés, seule une minorité des

palestiniens est favorable à l'accord signé par Abu Mazen.

La discussion ne porte pas seulement sur l'évaluation de l'accord ou les dangers pour l'avenir des Territoires occupés, mais aussi sur l'avenir de l'OLP et du combat national palestinien. Beaucoup de Palestiniens craignent que l'accord signifie l'atomisation de leur peuple, qu'il fasse de la question nationale un problème local sans cadre unificateur, sans une stratégie unifiante, et sans perspective nationale unique.

Dans les Territoires occupés, il semble que la majorité soit pro-Arafat, mais, à la différence des médias israéliens et internationaux, sans enthousiasme et plutôt à la façon d'un choix forcé : avec espoir et de grandes craintes. Hamas, surtout dans la bande de Gaza, a réussi à exprimer une opposition dans la rue, mais celle-ci n'a pas été aussi importante que ce à quoi on aurait pu s'attendre. Les organisations laïques qui s'opposent à l'accord sont presque invisibles. On dirait que l'opposition, laïque ou religieuse, est gênée et ne trouve pas de moyen de traduire son refus en stratégie alternative.

Le "monopole" du Fatah

Il y a un lien dialectique entre le monopole du Fatah dans les rues et la confusion qui caractérise les secteurs de l'OLP qui s'opposent à l'accord. Tout se passe comme si les deux Fronts, populaire et démocratique avaient abandonnés non seulement la rue mais aussi les symboles nationaux : le drapeau, l'aspiration à l'indépendance, l'OLP comme symbole et comme organisation (par leur boycott de son Conseil central). Le résultat est que le Fatah et le Shabiba (2) peuvent régner sur la rue et s'approprier le drapeau et l'OLP. Ce monopole ne fait qu'accroître l'aliénation entre les organisations du refus et la "rue", ce qui renforce ainsi leur isolement vis-à-vis des masses.

Dans cette situation, les militants du Fatah ont le sentiment que l'Etat qui est en train de se construire est le leur, et écartent jusqu'à leurs partenaires du parti Populaire et de la Fida (2). Des actes de violence, la plupart du temps verbale, ont fortement marqué la célébration de l'accord, il s'agissait d'avantage de fêter la domination du Fatah que la liberté. La ruée sur les agences de recrutement de la police, qui sont de fait des agences du Fatah et pas nationales, n'est qu'une expression de ce phénomène qui éveille de fortes craintes chez beaucoup de palestiniens y compris au sein du Fatah. On croirait que les autres organisations politiques restent inactives, à l'instar des organisations populaires, des

syndicats, du mouvement des femmes, etc.

Les liens étroits qui ont été développés ces derniers mois entre capitalistes Palestiniens et Israéliens ou internationaux, à un moment où rien n'était fait pour exprimer les besoins et les intérêts des travailleurs et des chômeurs, est aussi la cause de préoccupations parmi les Palestiniens et leur avant-garde politique.

Pas de fatalité à l'impuissance

Le choix est-il restreint à soutenir totalement Arafat et l'accord qu'il a signé ou à disparaître complètement de la scène publique ? Est-ce une certitude qu'on ne puisse rien faire ou proposer d'autre, aux masses palestiniennes qu'une analyse critique de l'accord ? Les organisations de la gauche palestinienne devrait répondre à ces questions, et vite, si elles veulent pouvoir continuer à jouer un rôle dans leur société.

Avec toute l'humilité qui nous incombe en tant qu'organisation non partie prenante à ce qui se passe dans les Territoires occupés, même si nous avons beaucoup contribué au travail de solidarité avec le combat national palestinien et cultivé de fortes relations d'amitié avec un grand nombre de militants de tous les secteurs du mouvement national, nous croyons de notre devoir de dire à nos amis palestiniens : « *Ne vous coupez pas des masses ! Ne négligez pas la rue ! Même si vous avez raison dans votre analyse de l'accord, le dernier mot reviendra toujours aux masses palestiniennes, ce sont elles qui détermineront s'il aboutira à l'indépendance ou à la faillite. Ce sont elles qui décideront si l'occupation continuera ou si le combat pour la libération nationale s'approfondira, de même qu'elles décideront si vous aurez une société démocratique ou une tyrannie, si la police et les capitalistes dirigeront l'avenir de la société palestinienne, ou si, au contraire, elle sera dirigée par les organisations populaires.* »

Quelle que soit l'évaluation qu'on fait de l'accord, qu'elles que soient les opportunités ou les risques, le rôle des révolutionnaires est de pousser les masses à agir et de les stimuler dans la défense de leurs intérêts de façon à minimiser les risques et à augmenter les chances de succès. Dans ce combat on ne part pas de zéro : un

1) Mahmoud Darwish est un célèbre poète palestinien. Khaled et Hani El-Hassan sont des membres fondateurs du Fatah, le courant dominant de l'OLP. Tous trois étaient membres de la direction de l'OLP.

2) Shabiba : Jeunes activistes proches de Fatah.

3) Le Parti populaire est l'ancien Parti communiste et Fida est une scission de Front démocratique de libération de la Palestine.

peuple qui a donné naissance et a animé pendant cinq ans l'Intifada, un peuple qui a créé, sous l'occupation des syndicats, des comités populaires, des organisations de femmes et à des organisations de bénévoles, un tel peuple ne peut pas être impuissant si on lui offre des perspectives de lutte.

A l'encontre des prévisions les plus pessimistes, l'accord pourrait ouvrir de nouveaux horizons pour l'activité sociale et politique populaire. Ne sera-t-il pas plus facile d'organiser les prisonniers politiques et leurs familles dans une lutte de masse pour la libération de tous les prisonniers ? N'est-il pas plus facile aujourd'hui d'organiser les milliers de familles qui sont exclues de la citoyenneté dans un combat pour un changement législatif immédiat et l'abolition des entraves à la ré-unification des familles ? Ne sera-t-il pas plus facile de bâtir la lutte contre l'installation d'implantations juives au cœur de la Jérusalem arabe ? Pourquoi n'agiriez-vous pas de façon à ce que les gens descendent dans la rue pour exiger des solutions aux problèmes qui touchent tous les Palestiniens, quelque soit leur position sur les accords ?

La lutte plus facile ?

N'est-il pas, de même, possible de rassembler tous les syndicats autour d'un ensemble de revendications qui garantiront les droits des travailleurs, ou de coordonner le mouvement des femmes ou les organisations des droits de l'homme dans la future autonomie ? Si la direction de l'OLP rejoignait ces organisations en satisfaisant leurs revendications cela serait très bien ; dans le cas contraire, ces combats renforceront les masses sur la voie de la protection de leur intérêts, vis-à-vis de l'autorité palestinienne naissante.

Nous ne pouvons pas dire si cette intrusion massive des masses pourra modifier fondamentalement le cadre de l'accord, voire certaines de ses parties. Il est probable que plus la mobilisation sera

massive plus la direction de l'OLP sera prudente et moins désireuse de faire des concessions, ou de tenter de flétrir les droits démocratiques des masses. Dans le meilleur des cas, la mobilisation installera, une fois encore, les masses au centre de l'arène politique ce qui leur permettra de mettre l'essence de l'accord en phase avec leur intérêts propres. Un cas de figure moins favorable consisterait à réaliser des conquêtes partielles dans les négociations

cadre du rapport de force actuel, mais sont considérées comme réalisables, justes et adéquates par les masses. Ce programme doit être un élément du programme démocratique national. Au cœur de ses revendications, il faut qu'il y ait l'exigence de la création d'un organe législatif dans l'autonomie, qui sera mis sur pied par une structure regroupant tous les courants politiques des Territoires occupés.



avec Israël sur la nature de l'auto-gouvernement qui sera mis en place. Dans le pire des cas, la mobilisation ne permettra pas d'obtenir quoi que ce soit, mais elle aura servi de leçon d'autodéfense des masses dans leurs relations avec la nouvelle autorité, elle aura dévoilé la nature de la classe dirigeante et constituera une opposition politique autour d'un noyau concret auquel les gens pourront s'identifier.

L'idée force est que les masses palestiniennes ont besoin d'une direction politique qui soit armée de deux outils stratégiques importants : la politique de front unique et un programme de transition.

Un programme de transition est un ensemble de revendications pour lesquelles nous nous battons (libération des prisonniers, institutions démocratiques, désarmement des colons ou sinon organisation de milices de citoyens armées, etc.), qui répondent à ce qui est considéré comme des attentes de masses, qui ne nécessitent pas que celles-ci adhèrent complètement à toutes nos analyses, et ne sont pas conditionnées par nos chances de gagner sur ces revendications dans le

une politique de front unique sur les revendications démocratiques pourra susciter une mobilisation massive dans le processus en cours, et amener la direction de l'OLP à ouvrir les yeux sur cette auto-organisation des masses. Seul ce type de politique peut attirer dans la lutte les milliers de démocrates qu'il y a dans le Fatah et dans les autres organisations qui soutiennent les accords, surtout parmi la classe ouvrière et les femmes.

La tâche première des militants de la LCR est de se battre pour renverser toutes les entraves à la réalisation des accords, dans le cadre d'une interprétation approfondie. C'est une bataille contre les implantations, pour la libération des prisonniers, contre l'annexion de la partie arabe de Jérusalem et pour un changement radical dans les relations entre Israël et la population palestinienne occupée. Ces combats peuvent rassembler ceux qui voient dans l'accord une brèche où s'engouffrer et ceux pour qui c'est un diktat israélien et une rédition palestinienne. A tous nous disons : «quelque soit votre vision de l'accord, si personne ne s'occupe

Les clefs du succès

La politique de front unique, la condition du succès dans ce combat, consiste à unifier les "clients" de ces différentes revendications, sans préjuger de leur appartenance ou de leurs analyses politiques. Ceci veut dire que les appels devraient être adressés à toutes les organisations, y compris celles qui sont liées au Fatah, aux syndicats, aux organisations de femmes, et ainsi de suite. Seule

des colons et des implantations, si la chasse aux personnes recherchées n'est pas stoppée et si tous les prisonniers palestiniens ne sont pas libérés, cet accord est voué à l'échec. Agissons ensemble pour exiger que le gouvernement agisse sur ces questions, parce que sans leur règlement il n'y aura jamais de paix entre Israéliens et Palestiniens».

Tant que durera l'occupation — et les partisans des accords conviendront qu'elle va se poursuivre dans les prochaines années, même si elle change de forme — notre devoir est de combattre les violations des droits humains, à la fois dans les territoires encore sous occupation et dans la zone autonome. Ces tâches, nous continuerons à les mener avec nos amis du mouvement La paix maintenant et avec les autres courants du mouvement de la paix qui seront prêts à y prendre part.

Lutter et informer

Notre seconde mission consiste à diffuser les informations : à révéler les limites inhérentes à l'accord et expliquer ce qui doit être fait pour donner un vrai fondement à la paix israélo-palestinienne. La paix nécessite un regard courageux sur le passé et une disposition à comprendre ce qu'ont été ces "cent ans de conflit", quelles sont les causes qui ont nourri ce conflit et ce qui caractérisait les relations entre Israéliens et Palestiniens durant ces 100 ans. Il faudra alors soulever la question des expropriations de terres et des déportations, et celle du droit au retour et à l'autodétermination.

La paix exige également un regard courageux de l'avenir avec une vision différente des relations entre les peuples ; des relations basées sur l'égalité, sur une tentative de corriger les injustices, sur la disponibilité à la fusion dans la région arabe — pas comme une tête de pont de l'Occident, mais comme des partenaires avec des droits et devoirs égaux.

Nous devons à l'occasion nous affronter sans concession aux attitudes paternalistes, au racisme et à l'étroitesse d'esprit de la gauche sioniste, afin de lutter contre les idées de séparation et de nettoyage ethnique et défendre les valeurs de partenariat, de solidarité et de coexistence. C'est ainsi que nous devons rejeter toute tentative d'établir une symétrie entre les colons des implantations et les Israéliens palestiniens, entre des voleurs qui ont du sang sur les mains et des habitants dont le droit à vivre ici est inconditionnel.

Il y a plus que jamais besoin de partenariat israélo-palestinien. Les polices et les capitalistes de deux bords sont entraînés à se construire un avenir commun, et veu-

lent ensemble régir le nôtre. Il faut de même et contre eux créer un partenariat entre les peuples, les femmes, les organisations de droits humains, les travailleurs et les militants. Pour ce faire nous ne devons imposer aucune limite : toute coopération qui permettra de faire respecter les droits de l'homme et des peuples sera la bienvenue, surtout si elle se fait avec l'OLP. Dans ce sens nous saluons les activités du Fatah en faveur d'une coopération systématique avec les secteurs radicaux du camp de la paix israélien à la différence du refus des fronts de la gauche palestinienne de tisser des liens avec les forces israéliennes qui combattent l'occupation.

Notre soutien à la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination et à leur droit à construire un Etat n'est pas conditionné par l'appartenance de classe de leur dirigeants. Nous soutiendrons l'OLP aussi longtemps qu'il y aura occupation et que l'OLP dirigera la lutte contre cette occupation. Dans le même temps, notre soutien à l'OLP est un soutien critique, et ne nous rend pas aveugles aux tentatives de sa direction de se fondre dans le "nouvel ordre" américain, même si le prix à payer est de se transformer en un instrument d'oppression des Palestiniens pour le compte des sionistes.

Ne pas se tromper d'ennemi

Malgré cela, nous ne devons pas considérer la direction de l'OLP comme ennemie et mener des batailles futures au dépend des combats actuels. L'OLP a signé un mauvais accord avec Israël, mais elle l'a fait en tant que représentant d'un peuple opprimé et qui devra se battre encore longtemps pour atteindre ses objectifs : ceux la même qui ont fait de l'OLP le représentant du peuple palestinien.

Les pronostics affirmant que l'autorité palestinienne sera oppressive sont des pronostics, même s'ils sont fondés. L'occupation n'est aujourd'hui pas finie, le peuple palestinien n'est pas encore libre et l'OLP et sa direction le représente sur le champ de bataille, qui est surtout diplomatique et politique, face aux autorités d'occupation israéliennes.

La LCR sera vigilante sur les tentatives des autorités, voire de secteurs du camp de la paix, de fermer les yeux sur d'éventuelles "éliminations" d'opposants, laïques ou religieux, par les partisans de l'accord. Cette politique de l'autruche, loin d'aider le camp de la paix israélien ou l'OLP à avancer vers la paix, va au contraire renforcer ceux qui pensent que la paix peut être imposée — une attitude dont le produit final sera d'enterrer l'espoir

d'une paix entre Israéliens et Palestiniens pour de nombreuses générations.

Nous devons de plus construire en Israël, en coopération avec la gauche palestinienne, une alliance de toutes les forces qui n'ont jamais considéré la fin de l'occupation comme leur seul but, mais qui la conçoivent comme une partie d'une bataille plus générale pour libérer l'humanité de toute oppression et exploitation, pour libérer la région de l'impérialisme et pour affranchir l'humanité de la peur de l'extermination. Nous ne combattons pas l'occupation seulement pour que le drapeau palestinien flotte sur les mosquées du Mont du Temple, ni pour que les autorités palestiniennes continuent le travail des autorités israéliennes ou jordaniennes ou que les capitalistes puissent profiter encore d'avantage des travailleurs des deux peuples.

Nous nous sommes battus pour que sur la terre historique de Palestine soit établie une société binationale, laïque et démocratique dont les frontières soient aussi symboliques que possibles, et pour que les deux peuples, les Palestiniens arabes et les Israéliens juifs, puissent bâtir leur avenir dans la coopération, la solidarité, dans l'égalité totale et le respect mutuel.

Nous nous sommes battus bien avant d'autres pour l'indépendance nationale mais aussi pour la démocratie, le dignité des hommes et des femmes, leur liberté et leur bien-être. Ce combat ne s'arrête pas avec la signature d'un accord, ni avec la fin de l'occupation. Notre vision de la paix coïncide avec celle du socialisme, et il reste beaucoup à faire avec qu'elle se réalise.

★
Jérusalem, décembre 1993

Une victoire du sionisme

Le document ci-dessous insiste sur les conséquences négatives de la signature de l'accord d'Oslo sur l'avenir du mouvement national palestinien dans son ensemble et sur le fait qu'il sera impossible aux signataires palestiniens de l'accord de faire éclater le corset des conditions qui leur ont été imposées par Israël et les Etats-Unis.

Est ainsi exprimée une position minoritaire au sein de la section de la Quatrième Internationale dans l'Etat d'Israël.

Tikva HONIG-PARNASS



L'accord israélo-palestinien dont l'élaboration avait été entamé dans le cadre de la Conférence de Madrid, est le produit d'un rapport de force aussi bien à un niveau international et régional qu'entre les différents courants de l'OLP, qui a pesé de tout son poids pour l'acceptation des conditions de capitulation dictées par les Etats-Unis et Israël. Le renforcement de l'hégémonie américaine après la guerre du Golfe, l'écroulement de l'URSS qui a poussé la Syrie dans la sphère d'influence américaine, et l'interuption de la subvention saoudienne à l'OLP, ont renforcé les tendances à la compromission de la centrale palestinienne et des couches sociales qu'elle représente. Ces dernières ont fini par perdre l'espoir de voir se concrétiser une entité politique indépendante et par comprendre, en revanche, qu'elles sont en mesure de réaliser leurs intérêts capitalistes en s'intégrant dans le "nouvel ordre mondial".

"Intégration" c'est en l'occurrence l'acceptation de la solution Israélo-Américaine pour mettre fin au conflit Palestino-israélien ainsi que la réinstallation des réfugiés palestiniens dans les pays hôtes. L'ambition que recouvre cette solution est en outre d'assurer les conditions vitales pour la stabilisation des régimes arabes réactionnaires et la perpétuation du contrôle impérialiste sur le pétrole et les autres ressources naturelles du Moyen Orient.

La conférence de Madrid et l'accord qui l'a suivi, ont aussi pour but de mettre fin à l'Intifada. Cette dernière n'était pas seulement une lutte pour l'indépendance politique dans les territoires occupés depuis 1967, mais intégrait les aspirations de tout le peuple palestinien à la libération nationale et à la réunification sur sa propre terre. Tels sont les objectifs qui ont été fixés à l'Intifada par l'Organisation de libération de la Palestine cependant que celle-ci leur donne une expression politique et organisationnelle, ainsi que la dimension d'une lutte populaire, c'est pourquoi nous avons lutté avec la plupart des courants politiques palestiniens pour la reconnaissance de l'OLP par Israël comme unique et légitime représentant du peuple palestinien.

L'espoir réveillé

L'Intifada a réveillé l'espoir dans le cœur de deux millions de Palestiniens réfugiés dans les pays arabes, et a renforcé leur détermination à refuser de s'intégrer dans ces pays. Ainsi l'Intifada renforçait potentiellement le rapport de forces en faveur des masses arabes, et leur capacité de résistance face à leur exploitation par les régimes en place, ainsi que l'exploitation des richesses de leur pays.

L'Intifada a réussi également à bouleverser le statu-quo des 20 dernières années dans les territoires occupés depuis 1967, elle a poussé la politique Israélienne et

l'establishment militaire à prendre conscience de l'impossibilité de maintenir cette situation de non-annexion et de non-retrait, et à comprendre que la solution politique consistait à accorder aux palestiniens dans les territoires occupés un certain degré de souveraineté.

Il est vrai que la base populaire des deux premières années de l'Intifada s'est affaiblie, et cela n'est pas dû uniquement à la brutalité de la répression Israélienne, ou à "l'épuisement des masses". L'OLP de Tunis assume aussi une grande responsabilité, car elle s'est opposée à une stratégie populaire de résistance, ayant pour objectif l'établissement d'une infrastructure organisationnelle économique et politique, dans le but de parvenir à une complète rupture avec les institutions de l'occupation.

A la place d'une Intifada de masse, se sont substituées des actions d'unités militaires contre les soldats et les colons qui tout en mobilisant quelques centaines de Palestiniens, bénéficiaient du soutien moral des masses. Par contre dans la bande de Gaza les confrontations de masse avec l'armée se déroulaient essentiellement dans les camps de réfugiés. Par conséquent, se débarrasser du fardeau de Gaza est devenu l'intérêt explicite d'Israël, y compris aux yeux de plusieurs membres du Likoud. En outre, une grande partie de l'establishment en Israël, est arrivée à la conclusion selon laquelle il est impossible

de liquider l'Intifada, même sous ses formes armées en Cijordanie, par des moyens militaires. La descente en masse dans les rues pour soutenir la grève de faim des prisonniers politique n'a fait que confirmer que l'Intifada pouvait à tout moment se développer de nouveau tant que l'occupation Israélienne directe continuait.

Dans les mois qui ont précédé l'accord, il était déjà clair que l'effort du gouvernement Israélien pour renforcer la délégation palestinienne et affaiblir l'opposition au processus de Madrid avait échoué. Les indices montrent que l'appel lancé par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)(1) pour un "dialogue national" portant sur la démocratisation de l'OLP, l'option Madrid et l'Intifada, avait gagné le soutien de partis politiques comme le Parti communiste palestinien (PCP) ou encore quelques figures publiques comme Haider Abdel Shafi, et d'autres au sein Fatah même. Arafat avait perdu beaucoup de son autorité dans les territoires occupés, y compris parmi les membres du Fatah, ainsi qu'aux yeux de plusieurs centaines de combattants dans les camps au Liban en Syrie et en Jordanie.

La désintégration de l'OLP s'est accélérée et Rabin avait besoin de décider rapidement de choisir entre "un cheval mort" — la délégation — et "un cheval à moitié mort" — Arafat —, il a choisi ce dernier pour signer avec lui l'accord sur l'autonomie. Par crainte d'une détérioration des relations Israël-Palestiniennes et de la perte de son contrôle sur le mouvement national palestinien Arafat, quant à lui, était tout disposé à faire des compromis sur la base même du minimum qu'il avait interdit aux membres de la délégation pendant les dix rounds des discussions.

La reconnaissance mutuelle entre OLP et Israël

Il y a deux parties dans l'accord. La première contient les déclarations de reconnaissance mutuelle entre les deux parties et les conditions Israéliennes pour la reconnaissance de l'OLP. Cette introduction constitue le fondement, et conditionne (selon Israël) la seconde partie, qui inclut le plan détaillé de l'accord "Gaza et Jéricho d'abord".

L'Organisation de Libération de la Palestine reconnaît le droit d'Israël à l'existence en paix et en sécurité, déclare renoncer à l'utilisation du terrorisme et de la violence, promet de punir quiconque violera cet engagement et décide de rayer tous les articles s'opposant à l'existence

d'Israël de la charte palestinienne. En échange Israël reconnaît l'OLP comme la représentante du peuple palestinien — et reconnaît donc implicitement l'existence du peuple palestinien et de ses "droits politiques" légitimes.

Les trois déclarations : reconnaissance mutuelle, renonciation au terrorisme, et abolition des articles de la charte, concernent le fond du conflit Israël-Palestinien en tant que conflit opposant d'une part le mouvement sioniste et l'Etat d'Israël qui en incarne les objectifs et, de l'autre, le mouvement national palestinien.

De la lutte de masse à la diplomatie

Par conséquent, la renonciation d'Arafat au "terrorisme", qui n'est pas seulement un engagement pour l'avenir mais également une prise de position par rapport au passé, est une donnée très importante pour Israël car elle enlève toute légi-



imité aux luttes du mouvement national palestinien. Dans sa déclaration Arafat a nié l'essence même de l'OLP non seulement en reprenant l'opinion selon laquelle l'OLP est une organisation "terroriste", dont les actions de surcroît n'avaient aucune justification. Au cours des années, l'arène de la politique diplomatique s'est substitué à la lutte de masse. En effet l'abandon de la plupart des articles de la charte palestinienne amendée en 1968, ne signifie rien de plus que la renonciation à la quasi constitution de l'OLP qui reflétait sa stratégie générale.

La charte demeure la base qui permet de juger et d'évaluer les changements dans les politiques, approuvées le plus souvent par une majorité artificielle au sein des institutions de l'OLP.

Comme l'avait expliqué le Matzpen (2), la conception de la "lutte armée populaire" défendue par Fatah et adoptée également par l'OLP, signifie que « le mouvement et l'indépendance organisationnelle du peuple palestinien pour la libération de sa terre, sont basés sur la volonté de combattre par tous les moyens disponibles, le

pouvoir qui s'oppose à leur libération nationale. »

De la notion de "lutte armée" découle la nécessité stratégique de la lutte révolutionnaire contre le contrôle impérialiste sur la région, et contre les régimes arabes.

Ainsi nous avons soutenu, avec toutes les forces démocratiques du monde entier, l'OLP, car elle représentait un défi à l'ordre impérialiste dans la région, et par son existence même, un catalyseur du mouvement national. L'OLP de part son action menaçait les institutions du régime sioniste colonialiste responsable de la spoliation des terres, de l'occupation, et des guerres, qui sert de point d'appui à l'impérialisme dans la région.

Par les trois déclarations précédentes, la direction de l'OLP enlève toute justification au principe de l'utilisation de tous les moyens de lutte nécessaires. Ainsi, du fait de la signature de l'accord et de l'ajournement de la discussion sur le "droit au retour" et en dépit de la ferme opposition de quelques dirigeants au sein même du Fatah, l'OLP renonce à sa prétention à représenter tout le peuple palestinien, y compris les réfugiés et les Arabes d'Israël qu'elle continue à payer de bonnes paroles.

Ce faisant l'OLP a enfoncé le dernier clou dans le cercueil du mouvement national palestinien, et a fait éclater la question nationale palestinienne, en autant de questions locales : question des Palestiniens du Liban, de Jordanie ou de Syrie, etc., comme se fut le cas avec la question nationale kurde.

La reconnaissance de l'OLP par Israël ne signifie pas par conséquent celle de l'organisation à laquelle on a dénié toute légitimité, mais plutôt la reconnaissance de la « seule ombre de cette organisation » comme l'a déclaré Shimon Peres. Cette reconnaissance constitue une victoire pour le sionisme.

La dimension néocoloniale

Selon les déclarations de Rabin et de Peres, le "sale boulot" des forces de défense Israélienne sera transféré aux Palestiniens eux-mêmes, qui pourront l'exécuter « sans le contrôle des organisations de droits de l'homme et le recours à la cour suprême. » Cependant puisque Israël et l'OLP se méfient d'une police locale composée de gens dont la solidarité s'est forgé

1) Front démocratique de libération de la Palestine dirigé par Nayef Hawatma, et le Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habache, sont les deux principales organisations de la gauche palestinienne.

2) "Matzpen" est l'autre nom de la Ligue communiste révolutionnaire ou Matzpen est la section de la Quatrième internationale dans l'Etat d'Israël.

3) Le Shabak est la police politique israélienne.

pendant l'Intifada, des forces militaires loyales à Arafat viendront de l'Étranger s'ajouter aux recrues locales. La coopération entre la police israélienne, le Shabak (3) et la police palestinienne diminuera avec le temps.

Le but de l'accord économique est la préservation de la dépendance de l'économie palestinienne par rapport à Israël. Jusqu'à maintenant les relations économiques étaient l'exemple classique de division colonialiste du travail : le centre vendait les produits industriels et la périphérie vendait sa main d'œuvre. Plusieurs clauses dans l'accord viennent consolider cette "coordination", avec, entre autres, des "projets communs" se basant sur la main d'œuvre palestinienne, les connaissances israéliennes et le financement de la majorité des pays capitalistes.

Toutes les promesses concernant l'ouverture de possibilités de développement économique en Palestine ne sont qu'un rideau de fumée du moment que la majeure partie des ressources naturelles — terre et eau — sont sous contrôle israélien.

Economie de sous-traitance

L'économie palestinienne, outre son rôle de fournisseur de main d'œuvre à bon marché, assurera la sous-traitance pour les compagnies israéliennes qui exporteront des produits "cachés" à destination des consommateurs des pays arabes. Ainsi des relations de type néocolonialiste seront tissées qui remplaceront le colonialisme sioniste israélien.

Les partisans de l'accord, supposent qu'au stade final des discussions Israël montrera sa "bonne foi" et/ou que les nouvelles circonstances internationales exerceront une pression sur Israël en faveur de l'établissement d'un Etat Palestinien. La question principale est : quel est le degré de souveraineté qu'Israël se prépare à accorder aux Palestiniens ?

Les circonstances politiques internationales vont-elles apporter des changements dans le contexte "du nouvel ordre mondial" susceptibles d'exercer une pression sur Israël qui puisse l'obliger à rompre la première partie de l'accord et abandonner sa souveraineté sur Jérusalem-Est et en réalité sur le grand Jérusalem (de Ramallah à Hébron), ou encore à démanteler les colonies ? Qu'est-ce qui va changer dans les rapports de forces entre Israël et les Palestiniens, alors que la direction de l'OLP a ouvert la porte de la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes ce qui tend à diminuer leurs chances de faire pression sur Israël et sur les Etats-Unis ?

Le démantèlement du mouvement

national palestinien et de son arme politique et idéologique par la propre direction provoquera un affaiblissement de l'influence des réfugiés Palestiniens, et un affaiblissement au sein de la diaspora de la gauche Palestinienne, qui représente les intérêts des réfugiés dans l'OLP.

Comment peut-on espérer un changement des rapports de force, quand la direction de l'OLP devient de plus en plus prisonnière de ses engagements dans le cadre de l'accord, par le biais de l'établissement d'une coordination avec Israël au niveau politique, sécuritaire et économique, de la répression de l'Intifada et de l'opposition, et de l'encouragement de secteurs différents de la population à participer à la normalisation des relations avec l'Etat d'Israël en produisant le relais économique nécessaire qui facilitera le contrôle néocolonialiste israélien sur la région (voir les nombreuses déclarations d'Arafat).

La poursuite indirecte de l'occupation

est la solution idéale non seulement pour Israël mais aussi pour les représentants du nouvel ordre dans la région.

La "bonne foi" d'Israël, ou l'espoir d'une éventuelle pression qui s'exercera dans les trois années à venir sur l'Etat sioniste, n'engendreront au mieux, qu'une entité palestinienne dont la souveraineté sera partagée d'une manière fonctionnelle, permettant à l'Etat sioniste d'assurer la sécurité des colonies et de ses citoyens dans les rues et sur les routes, et de contrôler les ponts qui mènent au Jourdan, la terre et l'eau. L'économie palestinienne exploitera la main-d'œuvre locale dans l'intérêt de la bourgeoisie palestinienne.

Il s'agit bien là d'un Bantousthan palestinien, qui viendra renforcer l'apartheid qui existe déjà dans toute la Palestine. ★

Jérusalem, septembre 1993

Lettre à nos lectrices et lecteurs

En ce début d'année 1994, nous nous devons de faire le point à nouveau sur notre situation et notre avenir. Notre magazine n'a pas la prétention d'être le meilleur mensuel d'analyse politique, sociale et économique du monde. Pour un tel objectif, il faudrait disposer de moyens incomparablement plus importants que ceux dérisoires dont nous disposons. Nous ne pouvons pas nous permettre d'acheter des contributions d'experts, ni même d'utiliser autant que nous le souhaiterions les talents des spécialistes que nous comptons parmi nos propres ami(e)s. Dans des temps de crise économique, les tâches rémunérées acquièrent une priorité objective pour celles et ceux qui ont des problèmes de fin de mois.

Néanmoins, nous avons pu maintenir — avec une équipe de production réduite — un flot permanent de contributions de camarades et d'ami(e)s qui nous semblent permettre d'affirmer que notre magazine est le meilleur mensuel d'analyse marxiste internationale et généraliste dans sa langue, le seul magazine analytique et informatif militant qui ne se limite pas à commenter l'actualité à coups de formules incantatoires, mais s'efforce d'alimenter réellement la réflexion de ses lecteurs et lectrices, dont une bonne partie ne partage pas nécessairement nos points de vue mais s'intéresse quand même à notre lecture de la situation mondiale.

Or, le maintien de cet outil sans équivalent est aujourd'hui encore une fois en péril. Pour nous, l'année 1994 est celle de tous les dangers. Notre talon d'Achille est, bien entendu, comme pour toute la presse militante en cette époque de reflux, la question des finances. C'est déjà cette même raison qui nous a poussé à passer de la parution bimensuelle à la parution mensuelle, au début de 1993. Nous avons ainsi réussi à diminuer nos frais de manière appréciable. Mais il nous faut encore, et impérativement, augmenter nos recettes avant la fin de cette nouvelle année, faute de quoi nous serions amenés à réduire encore notre rythme de parution, voire à l'interrompre. Il nous faut, en tout, 1200 abonné(e)s de plus pour nos deux mensuels de langues anglaise et française. C'est pourquoi nous faisons appel à vous, qui tenez à ce que ces organes de presse puissent continuer à exister, pour que vous fassiez un effort spécial pour vous abonner et vous réabonner (au tarif de soutien, si possible) et faire abonner ceux et celles autour de vous que notre magazine est susceptible d'intéresser. Nous nous adressons, en particulier, à celles et ceux d'entre vous qui travaillent dans des institutions dotées de bibliothèques (universités, instituts de recherche, institutions gouvernementales ou internationales, etc.), pour qu'un effort soit fait afin que ces institutions s'abonnent à notre magazine : un abonnement institutionnel est presque l'équivalent de deux abonnements ordinaires, et donc un gain fort précieux pour nous.

Agissons donc ensemble pour que 1994 soit, pour nous tous, une année de succès. Et recevez nos amitiés et nos vœux les meilleurs. ★

La rédaction

Un parti des mouvements sociaux

Les élections présidentielles et législatives au Venezuela ont eu lieu le 5 décembre 1993 en pleine crise politique et récession économique, après que le président sortant ait été obligé de démissionner pour cause de corruption, alors que des rumeurs de coup d'Etat circulaient et que le système bipartite traditionnel commençait à se décomposer, c'est le vieux politicien conservateur, Rafael Caldera, déguisé en opposant sous le drapeau d'une alliance baptisée Convergence, qui est sorti officiellement vainqueur. Causa radical (Causa R), qui se veut une organisation "libre, révolutionnaire et des travailleurs", a présenté Andrés Velasquez, ouvrier électricien, dirigeant syndical des années 70 et l'un des principaux promoteurs du "nouveau syndicalisme", et actuellement gouverneur de l'Etat de Bolivar aux présidentielles. Velasquez est arrivé second, en obtenant près du tiers des voix, même si par une fraude orchestrée par l'establishment, on voudrait le reléguer en dernière place.

L'origine et l'expérience de Causa R sont intéressantes dans la mesure où cette formation fait partie des organisations de la gauche latino-américaine qui, sans renoncer à leurs principes révolutionnaires, construisent des partis s'efforçant de mener une politique en lien avec ceux d'en-bas — et non pas en leur nom. Les résultats obtenus jusque là sont encourageants.

Causa R nous est ici présentée par son secrétaire général, Pablo Medina*.



AMERICA LIBRE : Quelles sont les origines de Causa Radical ?

Pablo MEDINA : Nous pouvons situer son origine à la fin des années 60, dans une situation marquée par la convergence d'un ensemble de facteurs nationaux et internationaux.

Au niveau national, ce fut la tenue du 4ème Congrès du Parti communiste vénézuélien (PCV), au cours duquel il fallait faire le bilan de la lutte armée. Il faut se souvenir qu'un processus de lutte armée avait été initié au début de cette décennie et qu'il s'est soldé par un échec complet. Il était nécessaire d'en analyser les causes, mais cette discussion avait posé le problème du rôle de l'instrument politique, c'est à dire du parti. Le Parti communiste avait révélé son incompetence à diriger la lutte — tant armée que légale — et la discussion se concentrait donc sur la structure et sur le programme du parti. Nous avons pris part à ce débat.

Il y avait au début trois courants au sein du parti : la droite, liée à Moscou, dirigée par des figures légendaires telles que Jesus Faria et Gustavo Machado ; un courant centriste dont l'objectif central était de préserver l'unité du parti, dirigé par le futur secrétaire général du parti, Pompeyo Marquez, qui est aujourd'hui une figure importante du Mouvement pour le socialisme (MAS) ; et un courant qui s'orientait non pas vers la rénovation du PC mais vers la rupture, recherchant un

saut qualitatif en se basant sur ceux qui étaient le plus engagés dans la lutte armée, dirigé par Teodoro Petkoff. Au cours de cette discussion, en 1970, un dirigeant du PC italien, Renato Sandri, parvient à convaincre Petkoff qu'il ne fallait pas diviser le Parti communiste, le plus engagé dans la lutte armée parmi ceux d'Amérique Latine. Ainsi ce dernier resta au PC alors que nous, qui étions avec lui, avons décidé d'en sortir.

Mais nous n'étions qu'une douzaine et le plus connu d'entre nous était Alfredo Maneiro, membre du Comité central du PC avant la rupture, et commandant de la guerrilla. C'est ainsi qu'à la fin des années 70 apparût un courant appelé le «maneirisme», que certains, de manière ironique, assimilaient à un courant agnostique. Nous avons ensuite adopté le nom de Causa R, avec un R retourné pour signifier que le pays était à l'envers. Plus tard, quand il a fallu nous faire enregistrer en vue des élections, nous avons explicité ce sigle en «Causa Radical».

Auparavant, les soviétiques ont exercé une pression sur le PCV pour qu'il expulse Petkoff. Cela a conduit à la naissance de la Force communiste vénézuélienne, devenue par la suite le MAS, qui fut le fruit de la pression de la droite du PCV et

* Cette interview a été réalisée par Emir Sader et a été initialement publiée dans le numéro deux de la revue latino-américaine, *América Libre*, en avril-mai 1993.

non pas d'une option politique propre. Nous avons pris part au congrès de fondation du MAS, pour manifester notre position, tout en étant convaincus que cette organisation allait reproduire les mêmes dysfonctionnements et les mêmes erreurs que le parti antérieur.

Au niveau international l'apparition de notre courant est liée à des événements tels que la révolution culturelle chinoise, Mai 68 en France et l'invasion de la Tchécoslovaquie, qui ont eu une influence décisive dans la transformation de la gauche vénézuélienne.

● *L'organisation s'appelait déjà Causa R ?*

Non, au départ nous pensions créer un mouvement qui s'appellerait « *Venezuela 83* ». Cette année là, le Venezuela a nationalisé toutes les entreprises pétrolières qui étaient entre les mains nord-américaines. C'était également le bicentenaire de la naissance de Bolivar. Notre idée était de créer un mouvement de masses qui permettrait la construction d'une organisation politique. Les 12 militants se sont dispersés entre le travail à l'Université de Caracas et les quartiers. Moi, je suis parti travailler comme ouvrier en Guyane, avec l'idée que l'avant-garde devait naître du peuple, des travailleurs. Elle ne pouvait être issue d'une structure politique donnée, prédéterminée, contrairement à ce qui se passait au Venezuela, où tous les partis naissent de la division des partis antérieurs : un nouveau parti se réunit en congrès, nomme une direction, élabore un programme et appelle le peuple à lui faire confiance et voter pour lui.

Nous pensions faire les choses à l'envers, ne pas partir d'une structure pré-existante mais au contraire, associer le peuple à la formation de cette organisation, non seulement pour construire sa direction mais aussi pour l'élaboration d'un programme. Causa R a été le résultat de ce travail. Avec le temps cette idée c'est révélée réaliste, quoique très difficile. Il fallait en effet affronter des structures politiques fortes telle l'Action démocratique (AD) et le COPEI (Commission d'organisation politique des élections indépendantes), des structures syndicales bien enracinées, disposant de groupe armées et soutenues par l'Etat et les inspecteurs du travail.

Mais le plus important pour nous était l'élaboration de notre programme politique. Nous n'avons jamais utilisé la bannière socialiste pour nous présenter au Venezuela. Premièrement, parce que le MAS l'avait déjà fait. Et deuxièmement, parce que cela ne nous semblait pas viable

dans la mesure où au Venezuela pendant la lutte armée s'est développé un très fort sentiment anti-communiste dans les médias qui a fortement marqué les masses. Cela ne signifie pas que les masses au Venezuela sont réactionnaires. Elles ont toujours été en quête d'un changement qui a toujours été associé à la démocratie. Notre problème a été d'arracher la bannière démocratique à la droite, car la démocratie n'est pas une valeur réactionnaire, c'est le drapeau des travailleurs. Nous avons commencé notre lutte sur le terrain syndical pour retirer cette bannière à l'AD et au COPEI, en proposant des élections universelles, directes et secrètes pour choisir le comité exécutif de la Centrale des Travailleurs, en exigeant le respect des élections syndicales, l'initiation quotidienne des travailleurs aux négociations contractuelles, l'information à propos de la gestion financière, l'honnêteté. Tout ceci nous a permis de détrôner progressivement l'AD le COPEI du mouvement syndical. Nous avons impulsé un nouveau syndicalisme. AD est devenue aujourd'hui le synonyme de la dictature syndicale et de la corruption. Ces dernières années nous avons supplanté leurs bureaucrates dans les syndicats les plus importants et leur avons repris l'initiative politique en avançant l'idée de la démocratie radicale, de la transformation de l'Etat au service du peuple et des travailleurs.

● *Comment en êtes-vous arrivés à remporter la mairie de Caracas ?*

Ceci fut le produit d'un long processus. Comme nous étions peu nombreux, nous avons décidé initialement de ne pas nous disperser dans le pays mais plutôt de nous concentrer sur certains points. Nous avons élaboré la théorie des «quatre pieds», correspondant à des secteurs d'intervention. Le secteur populaire se développait depuis Caracas dans la paroisse de Catia et sur cette base nous avons suivi une politique qui puisse servir d'exemple pour le reste du mouvement populaire. Nous avons créé Pro Catia Causa R et avons développé beaucoup d'activités populaires — sportives et revendicatives. Nous avons initié un mouvement en faveur de la démocratisation de la vie municipale en se basant sur la Constitution qui stipule que la réunion de 20 000 signatures permet de présenter un projet de loi au Congrès. En 1976 nous avons rassemblé les signatures en vue de modifier le régime municipal de Caracas pour y introduire le principe de révocabilité des conseillers municipaux. Cela a généré un mouvement populaire à Cara-

cas.

Nous avons également créé le mouvement «Casa del Agua Mansa» (Maison de l'eau dormante) pour les intellectuels. En un an nous avons réussi à faire bouger la vie intellectuelle. En réaffirmant qu'il ne peut y avoir de changement sans la présence des intellectuels aux côtés des travailleurs, comme un phare indiquant où sont les problèmes du pays grâce à leur capacité de voir plus loin que le reste de la société. La majorité des intellectuels se vendit durant les années 70. Ils avaient été très engagés à l'époque de la lutte armée, mais au cours de la décennie suivante, avec le boom pétrolier, ils furent neutralisés et intégrés pour la majorité d'entre eux. Si bien que les travailleurs et le peuple doivent en général se passer d'eux.

Dans le secteur universitaire. Nous avons créé un mouvement et un journal appelé PRAG, qui a eu une grande importance à l'Université centrale du Venezuela et qui servit de modèle au reste du mouvement universitaire. mais quand ces mouvements ont reflué à la fin des années '70, Causa R a également reculé, car nous sommes très liés à aux mouvements et quand ils disparaissent, notre organisation en subi les conséquences.

Le secteur ouvrier a vu le jour avec *El Matancero*, un périodique fondé en 1972 qui a déjà dépassé le n° 500. Bien que petit de volume, il s'est progressivement transformé en une sorte de tribune des travailleurs. Il a été clandestin pendant plusieurs années, car, à l'époque, une dictature syndicale dans l'entreprise tentait de nous localiser pour nous faire disparaître. J'ai commencé à travailler à SIDOR le 15 janvier 1972 dans un secteur très dur, celui des fours électriques. A la fin de l'année nous avons constitué le premier groupe, avec pour objectif d'imposer une première élection syndicale. Nous avons présenté un candidat et après il a été possible d'organiser les travailleurs pour élire les délégués sectoriels, démocratiser la vie du syndicat et des travailleurs. Sept ans après, en 1979, nous avons réussi à gagner totalement le syndicat. Dès lors nous avons démocratiser la pratique syndicale : cours de rédaction permettant aux travailleurs de réaliser leur journal, cours de sécurité industrielle, cours de nutrition, des réunions étaient faites à la porte de l'usine, dans les locaux s'élaboraient les journaux et de nombreux débats avaient lieu. Cette pratique syndicale a commencé à avoir une influence dans le pays, et surtout en Guyane.

A partir de 1981 ce syndicat subi une intervention de AD-COPEI durant sept ans. Une véritable dictature en vue de mater le syndicat et de liquider cette expé-



rience s'est déchaînée : 3000 travailleurs furent renvoyés, dont toute la direction syndicale et tous les délégués, certains furent tués, d'autres emprisonnés pour écraser l'avant-garde sociale. Au bout de ces sept ans il y a eu une nouvelle élection, au cours de laquelle les "adecos" ont mobilisé trois mille des leurs dans l'entreprise et malgré cela nous avons gagné. Nous leur avons porté un coup important. Cette expérience syndicale a été exploitée par la suite pour gagner d'autres syndicats et pour créer un syndicalisme nouveau, différent, démocratique, populaire et révolutionnaire.

En 1989 eurent lieu les élections des maires et des gouverneurs. Auparavant, en 1988, lors des élections présidentielles nous avions déjà présenté Andrés Velazquez, dirigeant syndical de Guyane, comme candidat des travailleurs afin de pouvoir nous adresser à eux. Nous n'avions pas d'argent, notre campagne consistait à aller devant les usines avec un mégaphone et Andrés y prenait la parole. Nous avons obtenu 120 000 voix, ce qui n'était pas négligeable pour l'époque, ainsi que trois parlementaires. Nous avions concentré notre campagne sur l'Etat de Bolivar dans le but de l'emporter. Nous y sommes arrivés en troisième position, ce qui était un succès. Mais un an plus tard nous avons remporté l'élection du gouverneur avec Andrés Velazquez.

Nous avons tenté de faire de ce gouvernement un modèle pour le pays et c'est effectivement devenu une référence en matière de démocratie, d'efficacité et d'intégrité. Nous y avons eu deux députés, ainsi nous devions sans cesse nous appuyer sur la mobilisation populaire. Ce fut une bataille difficile qui attira l'attention de l'ensemble du pays, mais le gouvernement de Bolivar en sortit victorieux.

Un débat eu alors lieu au sein de Causa R en vue de gagner d'autres gouvernements d'Etats et d'autres mairies lors des prochaines élections, afin d'effectuer un saut à l'échelle nationale. Nous avons décidé de concentrer nos efforts sur un Etat nommé Carabobo, parce qu'il s'agit d'une concentration importante de travailleurs. Mais nos idées n'ont pas prises et notre campagne n'y a pas atteint une dimension de masse. Alors nous avons repris la discussion et, en voyant que deux de nos députés avaient été élus à Miranda

et à Caracas, qui forment une même zone métropolitaine, nous avons décidé d'y concentrer nos efforts. Avec beaucoup d'anticipation nous avons commencé à promouvoir la candidature d'Aristobulo Isturiz, qui était président du syndicat des instituteurs. En 1987 avec Andrés Velazquez nous avons été voir Aristobulo pour lui demander d'intégrer Causa R. Nous avons élaboré un plan de démocratisation de la ville, de lutte démocratique et nous avons décidé, étant donné la faiblesse de Causa R, de structurer toute l'organisation en brigades de propagande et d'agitation. Cela nous a donné une grande force qui a coïncidé avec le malaise social et économique et avec la crise politique. Pour cette raison notre victoire à Caracas lors des élections municipales du 6 décembre 1992 ne fut pas une surprise pour nous, car si le maire sortant était Noir comme Aristobulo, c'était un "adeco" et il était clair que les gens voteraient contre lui.

A Caracas nous avons intégré une quatrième exigence aux trois que nous nous étions fixés précédemment : lutter contre les mesures économiques et contre le président en exercice, Carlos Andrés Perez. Au sein d'une population très combative, coutumière des grandes luttes politiques, cela aida beaucoup notre campagne et donna à Causa R une plus grande crédibilité.

● ***L'année 1992 fut donc chargée en événements. Il y a eu la rébellion militaire de février, celle de novembre et les élections municipales de décembre.***

Il y eu trois coups d'Etat, deux militaires et un civil.

● ***Comment caractérisez vous ces tentatives de coups d'Etat militaires ?***

Les forces armées au Venezuela ont un caractère nationaliste. Les recrues sont instruites avec les idées de Bolivar, pour la défense de la souveraineté. La patrie, c'est l'Amérique du Sud. A la différence des autres pays d'Amérique latine, une large majorité des officiers sont d'origine populaire, fils de travailleurs et de familles

pauvres. De ce fait les problèmes de travailleurs ne leurs sont pas inconnus.

● ***L'armée n'a-t-elle pas subi un endoctrinement par l'idéologie de la sécurité nationale durant la période de combat des guerillas ?***

C'était effectivement le cas au cours des années 60, après la victoire de la révolution cubaine et la lutte armée au Venezuela. Alors il y avait des affrontements avec l'armée. Néanmoins il faut garder à l'esprit que le développement de la lutte armée dans la montagne avait été précédé par des mouvements militaires, engagés par les forces navales en 1960-1961 à Carupano et à Puerto Cabello, qui étaient le signe de la recherche d'un changement. Ainsi, même quand nous avons eu des affrontements avec les forces armées, ces derniers étaient déjà perméables aux idées du peuple, aux idées d'un changement démocratique et populaire au Venezuela.

Le coup d'Etat du 4 février 1992 fut une réaction à la corruption du pouvoir en place dont témoignaient en particulier les ordres de détention pour corruption prononcés contre les ministres de la Défense dans la période précédente. C'est à ce moment qu'est apparu le Mouvement Bolivarien qui fut à l'origine du coup d'Etat. Un incident très important avait eu lieu lors de la chute d'Aristide en Haïti en septembre 1991. Carlos Andrés Perez avait projeté d'envoyer alors une grande partie de l'armée, en particulier les "bolivariens", en Haïti, mais l'armée refusa de peur de subir des pertes. Cette information n'avait jamais été divulguée. Fin 1991 il y eut un grand débat au sujet d'accords signés entre Perez et le gouvernement colombien au sujet de l'intégration économique. Ces accords faisaient suite à l'autorisation d'exploiter des mines de charbon des Monts Ocas à des sociétés multinationales et à l'oligarchie colombienne, accordée par le précédent gouvernement de Perez. L'ensemble de ces mesures avaient provoqué un malaise y compris dans l'armée et conduit au coup d'Etat du 4 février. Ce mouvement avait un programme : il se proposait de former un gouvernement mixte civil et militaire, d'emprisonner le président et les dirigeants du pays en vue de les juger et de procéder à

des élections. Il avait réussi à gagner une certaine sympathie.

Perez fut incapable de résoudre les problèmes exposés, il manœuvra pour gagner du temps et perdit de plus en plus toute légitimité. C'est alors que l'idée d'un référendum révocatoire du mandat présidentiel avait émergé dans le pays. Nous avions soutenu cette idée et avions organisé des référendums auxquels ont participé près de 600 000 personnes dans tout le pays (et 160 000 à Caracas). 90% d'entre eux ont voté contre Perez. Mais au sein du Parlement AD et COPEI s'opposèrent au référendum et se démasquèrent ainsi, révélant leur peur du peuple et de la démocratie.

● *Causa R a-t-elle établie des relations avec le Mouvement Bolivarien ?*

Oui, je suis allé parler en prison avec Hugo Chavez pendant sa détention. Les Boliviariens étaient détenu au secret et Perez voulait les faire exécuter. Cependant il a du faire marche arrière devant la résistance de Rafael Caldera (fondateur de COPEI, qui s'est ainsi assuré une estime publique) et la notre. En fait le 4 février Perez a remporté une victoire militaire mais a en même temps subi un échec politique. Les manœuvres qu'il a tenté par la suite, en nommant un cabinet COPEI et en intégrant dans le gouvernement des dirigeants du MAS ont fait long feu, et ont seulement accru les divisions au sein de COPEI et du MAS. Durant cette période le parti de Perez, AD, a perdu beaucoup de sa popularité. En décembre 1992 il a eu recours à la force et à la fraude pour s'assurer plusieurs postes de gouverneurs, ce qui a provoqué des mobilisations massives contre eux dans plusieurs Etats. Ils sont aujourd'hui agonisants, il ne leur manque que l'extrême onction ! Il n'est plus le parti du changement (ce qu'il a été en 1955), il est le parti de la corruption, très bureaucratisé et très dévalorisé.

● *Causa R se considère comme le parti politique des mouvements sociaux. Qu'est-ce que cela signifie pratiquement ?*

C'est une organisation politique nou-

velle, en rupture avec le style et la conception d'organisation des partis politiques traditionnels du Venezuela. Nous la définissons comme une organisation des travailleurs, libre, révolutionnaire. Libre, car à l'intérieur les gens sont vraiment libres. Révolutionnaire parce que nous voulons un changement, une transformation des structures au Venezuela. Et des travailleurs, parce que nous croyons que les travailleurs sont la classe la plus avancée.



Pas seulement les ouvriers, mais les travailleurs au sens large du terme, qui ont un idéal de justice et de démocratie plus avancé que les autres classes sociales.

● *Y a-t-il une discipline interne ?*

A l'intérieur de Causa R il y a une discipline des idées, la nécessité d'être d'accord sur les idées de base. Il n'y a pas d'autre type de discipline. A chaque niveau Causa R est une espèce de complexe d'organisations autonomes. Pour nous, l'important c'est la hiérarchie des idées et non l'idée de la hiérarchie. Plus une idée est fortement soutenue et cohé-

rente, plus elle a de chances de vaincre au sein de Causa R. C'est pour ça qu'à Causa R on ne vote pas. A notre avis le sentiment de démocratie avant d'être dans le vote est dans le débat. Et dans le débat nous sommes tous égaux. Dans le débat je ne fais pas valoir ma qualité de secrétaire général. Ce n'est qu'une charge formelle devant le Conseil électoral suprême. Je vais au débat en espérant convaincre à mes idées ou que les idées de quelqu'un d'autre seront soutenues. C'est pour cela que si l'un d'entre nous perd, il ne perd pas car il gagne une vérité. Nous écoutons toujours les autres, nous essayons de prêter l'oreille à toute la terre. Nous parvenons toujours à nous orienter dans la direction où nous devons aller. Nous sommes une organisation qui n'impose pas, qui n'a pas de normes disciplinaires et qui n'avait pas de programme. Maintenant nous avons une plateforme programmatique, qui est récente. Parfois nous avons des désaccords. Mais la seule fois où nous avons voté, nous nous sommes divisés. C'était en 1983.

● *Quand vous ne parvenez pas à un accord, que faites vous ?*

La pratique tranche. Nous essayons et nous suivons l'idée qui marche pratiquement. Après nous regardons et nous tirons un bilan. par exemple, pour les dernières élections cer-

tains camarades pensaient que je devais être candidat dans un autre Etat, près de Bolivar. Les autres disaient que non, que Miranda était mieux car c'est un centre politique proche de Caracas. Nous sommes tous conscient qu'il faut faire de concessions pour préserver Causa R des divisions. Car en fin de compte ce qui est important c'est de préserver un projet politique tel que Causa R, qui a d'énormes qualités, et non de défendre une position individuelle. ★

**América Libre,
Avril-Mai 1993**

BELGIQUE

Dette du "Tiers-Monde"

Plus de 900 personnes se sont réunies le 4 décembre 1993 à Bruxelles pour participer à la troisième rencontre annuelle du comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde. Cette fois, la rencontre s'est réalisée sous le signe de "la nécessaire solidarité avec les peuples". Des invités en provenance des mouvements et des partis de gauche des cinq continents y ont pris la parole. Ils et elles venaient de 15 pays différents. Parmi les principaux invités : Joaquim Soriano de la direction du PT Brésil, Abraham Sarfaty, Susan George, Gilles Perrault, Ernest Mandel, Michel Chossudovsky, Amadou Guiro (Sénégal), Nawal El Saadawi (Egypte), Vassu Nanayakare (député du Nava Sama Samaja Party, la section Srilankaise de la Quatrième Internationale), Andrej Kolganov (du Parti du travail de Russie) Adam Novak (Prague), Amelir Tejada (Cuba), Ernest Herrera (Uruguay), etc. On y a débattu des faces cachées des politiques du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), des moyens de lutte pour obtenir l'annulation de la dette du Tiers-Monde, de l'ingérence humanitaire, de l'oppression des femmes, du lien entre remboursement de la dette et dégradation de l'environnement, des limitations du droit d'asile en Europe, des possibilités de changements profonds au Brésil si le PT remporte les élections de la fin 1994.

Les participants s'accordaient pour exprimer la nécessité de faire revivre un nouvel internationalisme et se sont proposés de soutenir toute action à l'occasion de la prochaine commémoration du cinquantenaire de la signature des accords de Bretton Woods et de la fondation du FMI et de la BM. Cet anniversaire donnera lieu à un grand barnum médiatique en Octobre 1994 à Madrid. On a aussi affirmé la nécessité de développer une action internationale d'appui au peuple Brésilien en cas de victoire du PT.

Cette importante initiative du CADTM était soutenue par un grand nombre d'organisations non gouvernementales, de syndicats, de partis (dont le Parti ouvrier socialiste, la section Belge de la Quatrième internationale).

Si vous désirez être tenus au courant des activités et connaître les analyses du CADTM vous pouvez vous abonner à son périodique trimestriel (pour 80 FF ou 25 FS chèque ou mandats postaux à l'ordre du CADTM, à envoyer à l'adresse suivante :

CADTM, 29 rue Plankin 1070 Bruxelles, Fax 32-2- 5226127. Tel 32-2- 5234023).■

Nouvelles du Monde



ITALIE

Vers le congrès du PRC

Le deuxième congrès national du Parti de la refondation communiste se déroulera à Rome du 20 au 23 janvier 1994. Le congrès précédent avait eu lieu en deux sessions séparées, en décembre 1991 et janvier 1992.

La discussion préparatoire dans les branches et les congrès provinciaux s'est développée sur la base de thèses adoptées au mois d'octobre par la majorité du Comité politique national sortant. En plus d'un certain nombre de voix contre, des membres relativement nombreux de cet organisme — dont l'ancien secrétaire Sergio Garavini — s'étaient abstenus, tout en ayant participé à l'élaboration du texte, suite à l'adoption de deux amendements qui, selon eux, comportaient un changement d'orientation en matière d'alliances politiques et d'orientation syndicale. D'autres s'étaient abstenus pour la raison opposée, c'est-à-dire parce que les rectifications apportées ne changeaient pas suffisamment les axes fondamentaux. Des thèses alternatives ont été présentées sur les différentes parties du texte et ont été publiées dans un supplément à l'hebdomadaire du parti, *Liberazione*.

Depuis, il y a eu des développements politiques importants dont les municipales partielles de novembre-décembre ; la discussion au congrès portera notamment sur la possibilité de réaliser une unité à gauche dans la perspective éventuelle d'une majorité parlementaire et sur les conditions politiques de cette unité. Les débats s'annoncent très vifs.■

SALVADOR

La lettre suivante a été envoyée à la direction du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) salvadorien suite à l'assas-

sinat de José Mario Lopez.

« C'est avec une grande tristesse mêlée d'indignation que nous avons appris la nouvelle de l'assassinat du camarade José Mario Lopez (Commandant Venancio Salvatierra) — qui était membre du comité politique du FMLN et du parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC) — par un escadron de la mort à la solde du gouvernement de l'ARENA et des intérêts les plus rétrogrades de l'oligarchie.

Le meurtre du commandant Venancio constitue une perte tragique pour les forces de la gauche révolutionnaire tant au Salvador qu'au niveau international — et s'ajoute à la trop longue liste des crimes que les escadrons de la mort ont commis contre des militants connus et des dirigeants du FMLN depuis les accords de paix signés par le FMLN et le gouvernement salvadorien en janvier 1992.

Avec ce nouveau crime, le gouvernement d'Alfredo Cristiani et l'élite au pouvoir ont exposé clairement leur lecture des accords de paix — il s'agit pour eux d'intimider la même population qui a résisté pendant des années aux brutalités de la guerre, et d'exterminer doucement la direction historique du FMLN.

Notre tristesse et notre indignation sont d'autant plus profondes que beaucoup de camarades de la Quatrième internationale avaient eu la chance de connaître et de travailler personnellement avec Mario Lopez — un militant exemplaire dévoué à la libération des exploités et des opprimés non seulement au Salvador, mais aussi des déshérités de toute l'Amérique latine.

En l'espace de quelques minutes une bande de criminels, qui savaient pertinemment à qui ils s'attaquaient, ont pu accomplir ce que douze années de guerre civile n'avaient pas réussi à faire. Nous nous joignons à vous pour rejeter la grossière version des faits du gouvernement de l'ARENA, qui traite l'assassinat comme un crime non-politique — comme il l'a fait pour les meurtres des commandants Francisco Veliz et Heleno Hernan. A l'époque nous avions rejoint ceux qui réclamaient des enquêtes totales sur ces crimes, le châtimement de ceux qui les ont commandités et commis et le démantèlement des structures paramilitaires illégales.

Veuillez accepter ce témoignage de solidarité et d'engagement redoublé des membres de la Quatrième internationale qui se tient aux côtés des déshérités du Salvador et de leur avant-garde politique, le FMLN. »

Fraternellement, Ernest Mandel, pour le Bureau du secrétariat unifié de la Quatrième internationale. ■